

Mémoire de Master 1

**La décommunisation et la dérussification en  
Ukraine sous l'angle des rapports entre pouvoirs  
locaux et pouvoir central : le cas d'Odesa**



Soutenu par Briac Millon

Sous la direction de Mme Sophie Lambroschini

Université Paris Nanterre UFR L.C.E.  
Master Études russes et post-soviétiques  
Année universitaire 2024-2025

## Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Sophie Lambroschini pour son encadrement. Ses conseils m'ont été précieux pour relever le défi que constitue la rédaction d'un premier mémoire. Je lui suis reconnaissant pour l'intérêt témoigné à mon sujet et les pistes de réflexion qu'elle m'a offertes. Je souhaite également remercier Jean-Robert Raviot, Anne Le Huérou et l'ensemble de l'équipe pédagogique du master d'études russes et post-soviétiques pour leur bienveillance, leur suivi tout au long de l'année et la qualité de leurs cours.

Je remercie également Mykola et toutes les personnes ayant accepté de répondre à mes questions. Sans leur contribution, ce mémoire n'aurait pas été le même.

Ayant décidé de travailler à partir de sources ukrainophones et russophones, j'ai souvent eu besoin d'aide pour des questions de traduction. Je remercie mes amis espérantistes russes pour leur assistance, pour ce mémoire comme tout au long de l'année. Tous ukrainophones, leur ouverture sur le monde m'inspire.

Je souhaite enfin remercier mes camarades de promotion pour leur soutien et leur esprit d'entraide. Je leur dois beaucoup.

À ma famille.

# Acronymes

**PCU** : Parti Communiste d'Ukraine

**PCUS** : Parti Communiste de l'Union Soviétique

**RSS** : République Socialiste Soviétique

**ATO** : *Антитерористична операція*, opération antiterroriste. L'expression désigne la guerre du Donbass dans la terminologie officielle ukrainienne.

**IUMN** : Institut Ukrainien de la Mémoire Nationale

## Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	<b>2</b>
<b>Acronymes</b> .....	<b>3</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>4</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>Partie I : Des origines de la décommunisation à la dérussification depuis 2022</b> .....	<b>8</b>
<b>Chapitre 1 - Aux origines de la décommunisation</b> .....	<b>8</b>
I) La décommunisation au niveau de l'État et les lois mémorielles avant 2015 .....	8
II) La décommunisation au niveau local avant 2015 : fracture géographique, rôle des activistes .....	11
<b>Chapitre 2 - La décommunisation (2015-2022), du lancement par l'État central au rôle des autorités locales</b> .....	<b>16</b>
I) Les lois de décommunisation de 2015.....	16
II) Le rôle des autorités locales dans la politique de décommunisation.....	19
<b>Chapitre 3 - La dérussification depuis 2022, l'intensification d'un processus</b> .....	<b>27</b>
I) Émergence de la dérussification .....	27
II) Le droit et le rôle des autorités locales .....	32
<b>Partie II : Décommunisation et dérussification à Odesa de 1991 à aujourd'hui</b> .....	<b>37</b>
<b>Chapitre 4 - Les origines de la décommunisation à Odesa et le retour à une identité de ville impériale</b> .....	<b>37</b>
I) Les débuts de la décommunisation à Odesa, du dynamisme de Gourvitz aux mobilisations d'activistes .....	37
II) La reconstruction d'une identité de ville impériale .....	41
<b>Chapitre 5 - La décommunisation à Odesa (2015-2022) : un processus contesté</b> .....	<b>47</b>
I) Le conseil municipal face à la décommunisation .....	47
II) Par le bas et par le haut : la double pression des activistes et du gouverneur .....	49
<b>Chapitre 6 - La dérussification à Odesa depuis 2022 : la résistance désespérée du conseil municipal</b> .....	<b>54</b>
I) La mairie d'Odesa face à une dérussification imposée .....	54
II) Un étai qui se resserre : gouverneur et activistes depuis la loi de 2023 .....	57
<b>Conclusion</b> .....	<b>62</b>
<b>Liste des sources</b> .....	<b>64</b>

# Introduction

« *Odessa est une ville russe. Nous le savons. Tout le monde le sait. Mais non, ils ont inventé toutes sortes d'absurdités historiques.* » - Vladimir Poutine, 14 décembre 2023

La ville d'Odesa<sup>1</sup> se distingue par son identité locale particulièrement forte. La troisième ville d'Ukraine, située dans le Sud du pays, au bord de la Mer Noire, est à ce titre un témoin de premier plan des transformations mémorielles et identitaires ayant eu lieu en Ukraine depuis 1991.

Odessa est fondée en 1794 par l'impératrice russe Catherine II sur le site de la forteresse de Khadjibeï, prise aux Ottomans. La ville moderne d'Odessa, qui a pu être qualifiée de "création coloniale"<sup>2</sup> a donc une histoire très récente. Bénéficiant d'un développement rapide au XIX<sup>e</sup> siècle, elle devient une ville prospère grâce à son port marchand. L'époque impériale est aussi celle de l'apogée du cosmopolitisme, Odessa accueillant, outre une importante population juive et de nombreuses minorités ethniques, des marchands de diverses nationalités. C'est donc aujourd'hui, pour de nombreux Odesites, un âge d'or. Cette période s'achève avec la révolution de 1917, qui met un coup d'arrêt au commerce. En 1922, Odessa est placée sous l'autorité de la République socialiste soviétique d'Ukraine dans le cadre de l'Union des républiques socialistes soviétiques nouvellement créée. L'identité odessite se renouvelle sous la période soviétique, notamment par le biais d'écrivains comme Isaac Babel qui la décrivent comme une ville de gangsters. La Seconde Guerre mondiale met à rude épreuve Odessa, prise après un long siège, et qui voit sa communauté juive anéantie. La démographie de la ville est également lourdement influencée par les transformations soviétiques. La part d'Ukrainiens ethniques dans la ville passe ainsi à 72,7% en 1989<sup>3</sup>, une majorité écrasante contrastant avec le passé cosmopolite de la ville. Cette donnée ne signifie toutefois aucunement qu'un quelconque

---

<sup>1</sup> En ukrainien *Odeca* (Odesa), en russe *Odecca* (Odessa). Nous désignerons la ville depuis 1991 par son nom ukrainien. Pour évoquer la ville sous la période impériale et soviétique, nous emploierons son nom russe. Pour ce qui est des traductions de citations, nous utiliserons le nom correspondant à la vision de l'auteur.

<sup>2</sup> Durand, O. (2022). The Statue of Catherine II 'the Great' or the Monument to the Odessa Founders. *Contested histories*, #177, p.5.

[https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X\\_Catherine-the-Great\\_Ukraine.pdf](https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X_Catherine-the-Great_Ukraine.pdf)

<sup>3</sup> Polese, A. (2013). Between 'official' and 'unofficial' temperatures: introducing a complication to the hot and cold ethnicity theory from Odessa. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 35(1), 59–75. <https://doi.org/10.1080/01434632.2013.845198>

progrès de l'ukrainien sur le plan linguistique ait eu lieu : Odessa connaît sous la période soviétique une importance russification à l'instar du reste de la RSS d'Ukraine.

Le 24 août 1991, l'Ukraine accède à l'indépendance. Les profonds changements structurels provoqués par celle-ci atteignent Odesa par différents biais, influant sur son identité. La ville d'Odesa demeure la capitale de l'oblast du même nom. L'administration de celui-ci, comme pour chaque oblast, est dirigée par un gouverneur nommé directement par le président ukrainien. Mais derrière la façade d'un État ukrainien unitaire, les maires jouent un rôle de premier plan. Pour l'ancien ambassadeur de France en Ukraine Étienne de Poncins, en poste de 2019 à 2023, "les maires tiennent le pays"<sup>4</sup>. Les privatisations et le chaos des années 1990 ayant suivi la chute de l'URSS favorisent l'autonomie des élites locales vis-à-vis du pouvoir central, celles-ci se constituant en réseaux dans des conditions souvent illégales. L'autonomie de fait dont disposent les administrations municipales vis-à-vis du gouvernement central façonne la vie politique, sociale et économique des villes et contribue de fait à leur donner une identité propre.

La question de l'identité émerge lentement en Ukraine, tout d'abord à travers la question du rapport à l'héritage soviétique. Elle est étroitement liée au contexte des relations russo-ukrainiennes. Son ascension au centre du débat en Ukraine se fait en deux étapes correspondant respectivement à la guerre du Donbass et à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022. La citation de Vladimir Poutine revendiquant Odessa comme "ville russe" est ainsi à replacer dans un contexte plus large de confrontations mémorielles (qui accompagnent les confrontations militaires et politiques) entre la Russie et l'Ukraine. Ce contexte explique le choix de cette dernière de transformer radicalement son rapport au passé. Mes recherches m'ont amené à constater que les initiatives visant à se débarrasser de l'héritage soviétique, et, dans un second temps, de l'héritage de l'Empire russe, ne sont pas nécessairement synonymes de promotion de l'identité ukrainienne. Il ne s'agira pas, dans cette étude, d'analyser en tant que telle la promotion de l'identité ukrainienne. La décommunisation et la dérussification, qu'il conviendra de définir, sont toutes deux des politiques publiques instaurées sous forme de lois par la Verkhovna Rada, le parlement ukrainien. Après avoir étudié leurs origines, c'est l'application de ces lois qui sera analysée sous l'angle des rapports entre les pouvoirs locaux, chargés de les mettre en œuvre, et le pouvoir central désireux de les faire respecter. Il sera également indispensable de se pencher sur le rôle de la société civile et des activistes. Ceux-ci constituent une troisième force à part entière dans les conflits identitaires

---

<sup>4</sup> "Gestion de crise diplomatique : être Ambassadeur de France en Ukraine au moment de l'invasion russe", conférence d'Étienne de Poncins, Sorbonne, 15 octobre 2024.

et mémoriels, qu'ils s'opposent aux deux premières ou qu'ils soutiennent le gouvernement contre une municipalité. Dès lors, si comme le dit Étienne de Poncins, les maires "tiennent le pays", alors se pose la question de l'application de ces politiques publiques à Odesa, ville russophone fière de son cosmopolitisme de l'époque impériale.

Pour y répondre, je me suis appuyé avant tout sur la presse ukrainienne, locale comme nationale, et dans une moindre mesure sur des médias occidentaux. Cette étude se base aussi sur un corpus restreint mais incontournable de lois relatives à la décommunisation et à la dérusification. Enfin, j'ai réalisé des entretiens avec de jeunes Ukrainiens, dont un militant odesite.

Ainsi, en quoi la décommunisation et la dérusification révèlent-elles les rapports entre pouvoirs locaux et pouvoir central en Ukraine et plus spécifiquement à Odesa ? Montrent-elles la persistance de l'autonomie des villes ou bien le renforcement du pouvoir central dans un contexte de guerre ? Quel rôle joue, dans cette équation, la société civile ?

Cette étude se penchera d'abord sur la décommunisation et la dérusification à l'échelle de l'Ukraine. Après avoir étudié les origines du processus de décommunisation depuis 1991, il conviendra d'examiner sa transformation, en 2015, en politique publique à part entière concernant directement les autorités locales. Il sera également question de la dérusification comme intensification de ce processus depuis 2022.

La ville d'Odesa fera l'objet d'une étude à part entière dans un second temps. Il s'agira premièrement d'y analyser les origines de la décommunisation et le retour, en parallèle, à une identité de ville impériale. Enfin, il conviendra d'étudier à l'échelle de la ville la décommunisation depuis la loi de 2015 et la dérusification depuis 2022.

# Partie I : Des origines de la décommunisation à la dérusification depuis 2022

## Chapitre 1 - Aux origines de la décommunisation

Le processus de décommunisation en Ukraine et les débats qu'il suscite remontent aux années 1990. Il prend forme à travers des propositions de lois, ainsi que par des décisions de conseils municipaux.

### I) La décommunisation au niveau de l'État et les lois mémorielles avant 2015

#### A) *Sortir du communisme*

Le terme même de décommunisation n'apparaît tout simplement pas sur le site de la Rada avant les lois de 2015. Si on définit la décommunisation comme un processus visant à éliminer l'héritage d'un régime communiste sur les plans politique, mémoriel et juridique (on pourrait évoquer un aspect économique avec la restitution des biens confisqués lors de l'avènement du régime soviétique dans le cas des pays baltes, mais cela n'a pas eu lieu en Ukraine), alors celui-ci débute dès août 1991 en Ukraine. Après l'accession à l'indépendance le 24 août, les dirigeants ukrainiens décident de suspendre temporairement le Parti Communiste d'Ukraine (PCU, la branche ukrainienne du Parti Communiste de l'Union soviétique, PCUS) le 26 août<sup>5</sup>, puis de l'interdire le 30 août<sup>6</sup>. Cela se fait dans le contexte du coup d'État manqué des communistes conservateurs ayant eu lieu du 19 au 21 août. Les nouvelles autorités ukrainiennes veulent en outre de cette façon prendre en main les importantes ressources du PCU. De manière générale, l'Ukraine indépendante n'a pas contrairement à la République socialiste soviétique (RSS) d'Ukraine d'idéologie officielle. Ses symboles nationaux sont dépourvus de toute référence à l'idéologie communiste, et tirent leur origine de l'éphémère République populaire d'Ukraine (1917-1921). À l'inverse du Bélarus voisin, elle s'éloigne par ailleurs rapidement du socialisme sur le plan économique, en opérant d'importantes privatisations. Il faut cependant souligner que le processus de décommunisation, dans ses débuts, n'est pas linéaire, et qu'il peut même être inversé. Ainsi,

---

<sup>5</sup> *Верховна Рада України* (1991). "Про тимчасове припинення діяльності Компартії України". <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1435-12/ed19910826#Text>

<sup>6</sup> *Верховна Рада України* (1991). "Про заборону діяльності Компартії України". <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1468-12/ed19910830#Text>

la Rada vote le 14 mai 1993 une résolution protégeant les anciens membres du PCU d'éventuelles "restrictions" et affirmant que "les citoyens ukrainiens qui partagent les idées communistes peuvent former des organisations partisans conformément à la législation ukrainienne en vigueur"<sup>7</sup>. Un nouveau Parti Communiste d'Ukraine (PCU) est ainsi fondé en juin 1993 à Donetsk, et devient un acteur clef de la vie politique, atteignant le second tour des élections présidentielles de 1999. De surcroît, en 2001, la Cour constitutionnelle émet un arrêt annulant les décisions du 26 et du 30 août 1991 interdisant le PCU. Ce dernier est donc à nouveau légal et fusionne avec le parti fondé en 1993 pour former un seul PCU.

### *B) La question du Holodomor et les premières lois mémorielles*

En parallèle de la question du PCU, la classe politique ukrainienne s'intéresse à partir des années 1990 à la mémoire du Holodomor, la famine artificielle ayant fait plusieurs millions de morts en 1932-1933 dans l'Ukraine soviétique. En 1993 ont lieu les commémorations du 60ème anniversaire de la grande famine. Le président Leonid Kravtchouk déclare alors : "Je suis tout à fait d'accord sur le fait qu'il s'agissait d'une action planifiée, qu'il s'agissait d'un génocide contre notre propre peuple. Mais je ne mettrais pas un point final ici. Oui, contre notre propre peuple, mais sous les directives d'un autre centre". "C'est évidemment ainsi qu'il faut interpréter cette page terrifiante de notre histoire"<sup>8</sup>. Néanmoins, malgré ces mots forts, qui visent, si ce n'est la Russie, Moscou comme centre du pouvoir soviétique et ultime responsable de la famine, il n'y a pas de développement important de la mémoire du Holodomor dans la décennie qui suit. En 2002, la résolution de la Rada "À l'occasion du 70ème anniversaire du Holodomor en Ukraine" reconnaît la famine comme un génocide du "régime soviétique totalitaire"<sup>9</sup>, se rapprochant d'une qualification légale du régime soviétique, sans faire référence à la Russie. Ce faisant, en présentant la famine comme une tentative de détruire le peuple ukrainien et son "esprit national", la commémorer revient à défendre l'Ukraine en tant que nation. C'est sous la présidence de Viktor Iouchtchenko (2004-2010) que le Holodomor prend une importance majeure dans la politique mémorielle de l'Ukraine. Iouchtchenko est le premier président à s'intéresser profondément aux questions mémorielles, et c'est durant son mandat qu'est créé, en 2006, l'Institut ukrainien de la mémoire nationale (IUMN). La même année, le Holodomor est

---

<sup>7</sup> *Верховна Рада України* (1993). "Про Укази Президії Верховної Ради України від 26 і 30 серпня 1991 року "Про тимчасове припинення діяльності Компартії України", "Про заборону діяльності Компартії України"". <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3220-12#Text>

<sup>8</sup> Малко, Р. (2016, 25 novembre). "Розбудити пам'ять". *Український тиждень*. <https://tyzhden.ua/rozbudyty-pam-iat/>

<sup>9</sup> *Верховна Рада України* (2002). "Про 70-ті роковини голодомору в Україні: Постанова Верховної Ради України від 28.11.2002" № 258-IV. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/258-15#Text>

reconnu comme génocide par une loi à part entière, et sa négation est déclarée illégale<sup>10</sup>. Il n'y a néanmoins aucune disposition pour punir concrètement la négation du Holodomor. En effet, le texte de loi a été voté de justesse, et a dû être modéré par cette absence, ainsi que par la formule "sympathisant avec les autres peuples de l'ex-URSS qui ont souffert à cause de l'Holodomor". Le volontarisme de Louchtchenko est donc limité par le parlement dont le contrôle lui échappe. Par la suite, Louchtchenko publie deux décrets en 2007 et en 2009, qui constituent une première étape dans la décommunisation des monuments et de la toponymie. Le premier, "Sur les événements liés au 75e anniversaire de l'Holodomor de 1932-1933 en Ukraine"<sup>11</sup>, indique de "prendre des mesures conformément à la procédure établie pour démanteler les monuments et les panneaux commémoratifs dédiés aux personnes impliquées dans l'organisation et la mise en œuvre de l'Holodomor de 1932-1933 en Ukraine et des répressions politiques, ainsi que de renommer, conformément à la procédure établie" la toponymie associée à ces personnes. Il est complété par le décret de 2009 "Sur des mesures supplémentaires pour commémorer les victimes de l'Holodomor de 1932-1933 en Ukraine"<sup>12</sup>. Néanmoins, en raison de l'élection à la présidence de Viktor Ianoukovitch en février 2010, ces décisions ne se concrétisent pas. La présidence de Louchtchenko a ainsi vu le développement d'une législation ukrainienne sur la mémoire, qui a donné lieu à des débats virulents au parlement. C'est pendant cette période que se forment un ensemble de propositions de lois mémorielles concurrentes, d'un côté "pro-européennes" ou nationalistes, de l'autre "pro-russes". On peut opposer "mémoire nationale" et "mémoire soviétique", avec un narratif concentré sur l'Ukraine, et un narratif reprenant les traditions soviétiques. Ainsi, en 2005, Oleh Tyahnybok, le dirigeant du parti nationaliste d'extrême-droite Svoboda, dépose son "Projet de loi sur l'interdiction de l'idéologie communiste en Ukraine". Ce texte radical établit une liste des crimes commis par l'URSS contre l'Ukraine, le peuple ukrainien et son mouvement national, et désigne comme responsable "la Fédération de Russie, en tant que successeur légal de l'URSS". Parmi ses dispositions les plus notables se trouvent la lustration des anciens fonctionnaires du PCU-PCUS, l'interdiction (à nouveau) du PCU mais aussi de toute manifestation de l'idéologue communiste, et la décommunisation de la toponymie. À cela s'ajoute un volet positif, avec la mise en valeur des combattants armés nationalistes. Par ailleurs, l'expression de "passé colonial" est employée pour englober le passé impérial et le passé soviétique en

---

<sup>10</sup> *Верховна Рада України* (2006). "Про Голодомор 1932–1933 років в Україні".

<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/376-16#Text>

<sup>11</sup> *Кабінет Міністрів України* (2007). "Про заходи у зв'язку з 75-ми роковинами Голодомору 1932–1933 років в Україні: Документ 250/2007, поточна редакція".

<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/250-2007-п#Text>

<sup>12</sup> *Офіційне інтернет-представництво Президента України* (2009). "УКАЗ ПРЕЗИДЕНТА УКРАЇНИ №432/2009 Про додаткові заходи щодо вшанування пам'яті жертв Голодомору 1932 – 1933 років в Україні". <https://www.president.gov.ua/documents/4322009-9064>

Ukraine. Le texte est déclaré irrecevable, mais Tyahnybok a formulé des propositions plus tard reprises par le reste du camp des pro-européens et des nationalistes. À l'inverse, le Parti des régions, parti pro-russe au pouvoir de 2010 à 2014, soutient des lois mémorielles protégeant la mémoire de l'URSS. Au plus fort de la contestation de Maïdan, en janvier 2014, il vote avec ses alliés du PCU une loi criminalisant la profanation des monuments aux combattants soviétiques de la Seconde Guerre mondiale. La vision des partisans de Ianoukovitch et du PCU correspond à celle de la Russie, utilisant la mémoire de l'URSS pour asseoir son influence dans les pays ex-soviétiques. Le conflit mémoriel n'est ainsi pas uniquement intra-ukrainien, mais possède aussi une dimension russo-ukrainienne<sup>13</sup>. Le processus de décommunisation connaît donc un nouveau coup d'arrêt et est même inversé pour un temps.

## II) La décommunisation au niveau local avant 2015 : fracture géographique, rôle des activistes

Avant 2015, la décommunisation au niveau local révèle une fracture géographique, et constitue un sujet de mobilisation pour des activistes.

### A) Une décommunisation effective dès le début des années 1990 dans l'ouest de l'Ukraine

Dans l'ouest de l'Ukraine, la décommunisation est effective dès le début des années 1990. La partie la plus occidentale de l'Ukraine n'a fait partie de l'Ukraine soviétique qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale. C'est donc, au même titre que les pays baltes, une des régions les moins soviétisées de l'URSS. La guérilla antisoviétique de l'OUN-UPA, qui a duré de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1950, a par ailleurs perturbé la prise de contrôle soviétique de la région et marqué son identité. L'ouest de l'Ukraine constitue pendant la perestroïka un fief du mouvement indépendantiste, incarné par le *Rukh* (mouvement). Ainsi, dès 1990, c'est dans la ville minière de Tchervonohrad (aujourd'hui Cheptytsky) que la première statue de Lénine est démantelée en RSS d'Ukraine<sup>14</sup>. Dans un climat d'intense protestation de la part des mineurs contre le PCUS et le système soviétique, le conseil municipal accède à l'une de leurs nombreuses revendications, le démantèlement de la statue de Lénine<sup>15</sup>. C'est le tout début du *leninopad*

<sup>13</sup> Kuposov, N. (2016). Les lois mémorielles en Russie et en Ukraine : une histoire croisée. *Écrire l'histoire*, (16), 251–256. <https://doi.org/10.4000/elh.1141>

<sup>14</sup> Червоненко, В. (2014, 30 septembre). "Падіння Ленінів: наскільки глибока "дєрадянізація" України. *BBC News Україна*. [https://www.bbc.com/ukrainian/politics/2014/09/140930\\_soviet\\_heritage\\_ukraine\\_vc](https://www.bbc.com/ukrainian/politics/2014/09/140930_soviet_heritage_ukraine_vc)

<sup>15</sup> Семків, В. (2015, 10 août). "Падай, Леніне, падай". *Збруч*. <https://web.archive.org/web/20160809042634/http://zbruc.eu/node/40061>

(chute de Lénine). Un nombre extrêmement élevé de localités possédait une statue de Vladimir Illitch Lénine, 5 500 statues du leader bolchévique étant réparties sur le territoire ukrainien. Après l'indépendance de l'Ukraine en 1991, environ 2000 statues ont été démontées en Ukraine occidentale<sup>16</sup>. La plupart des conseils municipaux y étaient d'obédience nationale-démocrate (soutiens de l'indépendance de l'Ukraine et partisans de la démocratie, se distinguant des nationalistes radicaux), appartenant notamment au *Rukh*. Ce sont eux, appliquant la volonté de la population locale, qui décident du démantèlement de ces statues. La décommunisation des monuments en Ukraine occidentale est ainsi organisée, assumée et encadrée par les autorités locales dans les années 1990. De même, la décommunisation des noms de rue s'effectue dès cette période dans cette partie du pays, notamment à Lviv, plus grande ville d'Ukraine occidentale, sous le mandat de Vasyl Shpitser (1990-1994). C'est la première grande ville ukrainienne qui met en place une commission, composée d'historiens, de spécialistes de la culture et de critiques d'art, pour décommuniser la toponymie. Un nombre important de rues retrouvent leurs noms pré-soviétiques, tandis que 550 rues reçoivent de nouveaux noms, avec pour but l'affirmation de l'identité ukrainienne et européenne de la ville<sup>17</sup>. Les noms soviétiques sont critiqués par Shpitser comme étant non seulement les symboles d'un régime perçu comme criminel, mais aussi dénués de tout lien avec la ville. Lviv se défait ainsi de noms comme "Pouchkine", "Herzen" ou "Nevski", sans rapport avec le communisme mais instaurés par l'URSS pour représenter la culture russe. Une partie de la population exprime son opposition, notamment avec l'argument qu'il ne convient pas, dans une période de crise économique, d'utiliser le budget de la ville pour changer le nom de rues<sup>18</sup>. En cela, le cas de Lviv révèle les tensions pouvant exister entre impératifs identitaires et mémoriels et préoccupations des citoyens ordinaires. Néanmoins, l'entreprise est menée jusqu'au bout par la municipalité.

#### *B) Dans le reste de l'Ukraine, une décommunisation sporadique et à peine entamée*

En dehors de l'Ukraine occidentale, la décommunisation est à peine entamée dans les années 1990, et n'est que sporadique jusqu'aux événements de 2013-2014.

Dans la capitale Kyiv, l'accession à l'indépendance s'accompagne quelques semaines plus tard, en septembre 1991, du démantèlement du "monument à la Grande Révolution

---

<sup>16</sup> Подобєд, П. (2014, 30 novembre). "Від ленінізму до ленінопаду". *Радіо Свобода*.  
<https://www.radiosvoboda.org/a/26770232.html>

<sup>17</sup> Марчук, Л. (2015, juin). "Як у Львові перейменовували вулиці". *Віче*.  
<https://veche.kiev.ua/journal/4753/>

<sup>18</sup> Козирєва, Т. (2015, 29 avril). "Ми перейменовували сотні вулиць у Львові". *ZAXID.NET*.  
[https://zaxid.net/mi\\_pereymenuvali\\_sotni\\_vulits\\_u\\_lvovi\\_n1349736](https://zaxid.net/mi_pereymenuvali_sotni_vulits_u_lvovi_n1349736)

d'Octobre", située sur la place de la Révolution d'Octobre renommée place de l'Indépendance (*Майдан Незалежності*). Dès 1990, cette place au nom hautement symbolique avait été le lieu de la "révolution sur le granit", mouvement étudiant en faveur du multipartisme et d'une souveraineté accrue de la RSS d'Ukraine. Aussi, les autorités municipales sont fortement mises sous pression pour démanteler la statue et décident rapidement de le faire<sup>19</sup>. Cependant, ce monument est une exception ; à Kyiv, la plupart des statues associées au régime soviétique ne sont pas démantelées au cours des années 1990 et 2000. Pour ce qui est de la toponymie, entre 1990 et 2007, la capitale renomme 65 rues, les autorités de la ville décidant de revenir aux noms pré-soviétiques pour 35 d'entre elles, et d'attribuer de nouveaux noms à 30 d'entre elles. Parmi ces derniers, 10 nouveaux noms sont clairement politiques, renvoyant à des personnalités engagées pour l'indépendance de l'Ukraine<sup>20</sup>. Ces changements sont modestes, et la toponymie soviétique perdure à la périphérie de la ville, et même en partie dans le centre-ville.

C'est le cas dans l'ensemble de l'Ukraine, à l'exception, déjà étudiée, de l'Ukraine occidentale, et de la ville d'Odesa, qui fera l'objet d'une étude à part entière. La question de la décommunisation ne se pose pas. En réalité, dans l'Ukraine du Sud-Est, les changements sont presque inexistantes, comme à Zaporijia où seules 2 rues sont renommées entre 1991 et 2007. Les régions d'Ukraine du Sud et de l'Est ont pour la plupart été marquées par l'industrialisation soviétique et toutes ont été russifiées sur le plan linguistique. En conséquence, il n'y a pas de forte demande en faveur d'un renouvellement de la toponymie et les monuments soviétiques ne sont pas remis en question. Aussi, les conseils municipaux ne sont pas mis sous pression par l'opinion publique. Le premier défi auquel ils sont confrontés en matière de décommunisation est posé par les activistes.

### *C) Le rôle des activistes : d'une opposition sans résultat à la décommunisation par le bas de 2013-2014*

S'il arrive que des militants nationalistes vandalisent des monuments soviétiques, ils ne sont la plupart du temps pas organisés. Ces actions sont ponctuelles, non-structurées, et de manière générale ne parviennent pas, dans les années 1990 et 2000, à faire retirer un monument de l'espace public. Si celui-ci est détruit, le conseil municipal a tendance à le faire reconstruire. En effet, pendant cette période, la prérogative reste, de jure comme de facto, aux conseils municipaux. Cependant, les actions d'activistes contre les monuments

---

<sup>19</sup> Williams, C. (1991, 6 septembre). "Hated Lenin monument standing up to Ukrainian demolition plans". *Los Angeles Times*. <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-09-06-mn-1827-story.html>

<sup>20</sup> Різник, О. (2007). "Топонімічний ландшафт Києва і проблеми державної топонімічної політики". *Український центр культурних досліджень*. [https://web.archive.org/web/20080322005706/http://culturalstudies.in.ua/statti\\_1\\_2007.php](https://web.archive.org/web/20080322005706/http://culturalstudies.in.ua/statti_1_2007.php)

soviétiques prennent une tournure plus aiguë sous la présidence de Ianoukovitch. Cette dernière voit la montée en puissance des nationalistes de Svoboda, incarnant une opposition radicale au président et à son gouvernement. Après le succès du parti aux élections parlementaires de 2012 (Svoboda recevant 10% des voix), ses militants lancent une campagne contre les monuments soviétiques, en s'en prenant directement à des statues de Lénine en Ukraine centrale, du Sud et de l'Est. Face à eux, le PCU (loin d'être moribond électoralement, ayant reçu plus de voix que Svoboda aux élections mentionnées) s'organise pour défendre ces monuments et les restaurer. Un article de *Український Тиждень* dénombre ainsi 24 incidents impliquant la dégradation ou la destruction de statues de Lénine entre février 2010 et février 2013. Sont aussi répertoriées 5 initiatives du PCU pour restaurer ou inaugurer une statue de Lénine, ainsi que pour ériger une statue de Staline (détruite un an après son inauguration)<sup>21</sup>. À la lecture de l'article apparaît le constat que les autorités municipales prennent des mesures immédiates pour réparer les dégradations. Lorsque le monument est non pas dégradé, mais entièrement démantelé, celles-ci se révèlent impuissantes, et le pouvoir central prend le relai. Le gouvernement de Ianoukovitch ayant une vision favorable de l'histoire soviétique, il fait arrêter les auteurs de dégradations et de destructions de monuments, donnant lieu à des procès. Une "guerre des statues" fait donc rage au début des années 2010, l'avantage étant aux tenants de la mémoire soviétique, disposant des ressources administratives du gouvernement central et de nombreuses mairies.

Le rapport de force s'inverse avec les manifestations de l'Euromaïdan (de novembre 2013 à février 2014), qui provoquent une nouvelle vague de *leninopad* à travers tout le pays, et aboutissent aux lois de décommunisation de 2015. Le 8 décembre 2013, la dernière statue de Lénine à Kyiv, située le centre-ville à 1 km de la place de l'indépendance, est renversée par des manifestants. Ceux-ci semblent être en large majorité être des militants de Svoboda, et le parti politique revendique la responsabilité du renversement de la statue. La coordination de l'Euromaïdan indique ne pas avoir décidé de la destruction de celle-ci<sup>22</sup>. Cet ultime *leninopad* de la capitale se fait sur fond d'une forte contestation contre le gouvernement de Ianoukovitch. S'attaquer à Lénine, c'est s'attaquer au gouvernement, et c'est sur cette base que le phénomène des *leninopad* s'étend à toute l'Ukraine. Commence ainsi ce qui pourrait être qualifié de décommunisation par le bas, illégale et accomplie par de

---

<sup>21</sup> *Український тиждень* (2013, 23 février). "« Ігри » з пам'ятниками Леніну: патріоти знищують, міліція захищає, а комуністи відновлюють". <https://tyzhden.ua/ihry-z-pam-iatnykamy-leninu-patrioty-znyshchuiut-militsiia-zakhyshchaie-a-komunisty-vidnovliuiut/>

<sup>22</sup> *iPress* (2013, 8 décembre). ""Свободівці" взяли на себе відповідальність за повалення Леніна". [https://ipress.ua/news/svobodivtsi-vzaly-na-sebe-vidpovidalnist-za-povalenogo-lenina-35123.htm](https://ipress.ua/news/svobodivtsi-vzaly-na-sebe-vidpovidalnist-za-povalenogo-lenina-35123.html)

simples individus. “La décommunisation n’a pas commencé à l’initiative du gouvernement en 2015, mais en, en fait, illégalement par des gens ordinaires déjà en 2013-2014 durant le Maïdan (...). Autrement dit, la décommunisation n’a pas été dictée par le gouvernement, comme adorent le prétendre les Russes, mais exigée par le peuple”, m’écrit un habitant de Kyiv d’une vingtaine d’années aux opinions nationalistes<sup>23</sup>. En réalité, il n’y a pas de consensus populaire sur la décommunisation, celle-ci étant un processus controversé. Néanmoins, il est juste de parler d’“initiative révolutionnaire” (terme utilisé par le directeur de l’Institut ukrainien de la mémoire nationale, Volodymyr Viatrovych). Entre le 8 décembre 2013 et le 8 décembre 2014, 504 monuments à Lénine ont été démantelés, la plupart du temps hors du cadre légal, et ce dans toute l’Ukraine, à l’exception des centres régionaux de Zaporijia, Donetsk, Louhansk et Simferopol. À l’occasion de l’anniversaire du dernier *leninopad* de Kyiv, Viatrovych appelle de ses vœux la reprise en mains par l’État de cette initiative révolutionnaire<sup>24</sup>. Son souhait est exaucé avec les lois de décommunisation de 2015.

---

<sup>23</sup> Entretien sur Telegram, 6 mai 2025.

<sup>24</sup> Прес-служба УІНП (2014, décembre). “За рік в Україні знесли півтисячі пам’ятників Леніну”. <https://old.uinp.gov.ua/news/za-rik-v-ukraini-znesli-pivtisyachi-pam-yatnikiv-leninu>

## Chapitre 2 - La décommunisation (2015-2022), du lancement par l'État central au rôle des autorités locales

L'année 2015 constitue un tournant majeur dans la politique mémorielle de l'Ukraine. Il faut replacer cette accélération non seulement dans le contexte de l'Euromaïdan, mais aussi dans celui du début de la guerre russo-ukrainienne, avec l'invasion de la Crimée et le déclenchement de la guerre du Donbass, l'intensité de celle-ci culminant en 2014-2015. Il n'y a ainsi plus tant une opposition entre "pro-russes" d'un côté, et "pro-européens" et nationalistes de l'autre (les premiers ayant été sévèrement affaiblis par le renversement de Ianoukovitch et le passage sous contrôle russe de leurs bastions électoraux) qu'une opposition mémorielle entre la Russie et l'Ukraine, décrite en détails par Nikolay Koposov<sup>25</sup>.

### I) Les lois de décommunisation de 2015

#### A) Une transformation mémorielle

La transformation de la politique mémorielle de l'Ukraine se traduit par quatre lois dites de décommunisation, toutes adoptées le 9 avril 2015 par la majorité parlementaire du président Petro Porochenko. Celles-ci n'ont pas fait l'objet de débat et ont été adoptées en première lecture<sup>26</sup>.

La première, "Sur le statut juridique et la commémoration des combattants pour l'indépendance de l'Ukraine au XXe siècle"<sup>27</sup>, honore l'ensemble de ces combattants et leur donne accès à des droits spécifiques, au même titre que les vétérans de l'Armée rouge. Cela comprend les nationalistes controversés de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, dont l'OUN-UPA. Alors que ceux-ci étaient considérés comme fascistes sous la période soviétique, c'est un renversement majeur de perspective. Si la Russie n'est nullement mentionnée dans cette loi, c'est incontestablement une rupture franche avec celle-ci.

La deuxième loi, "Sur la perpétuation de la victoire sur le nazisme lors de la Seconde Guerre mondiale de 1939-1945"<sup>28</sup>, n'a pas d'élément aussi controversé, mais remplace la

---

<sup>25</sup> Koposov, N. (2016). Les lois mémorielles en Russie et en Ukraine : une histoire croisée. *Écrire l'histoire*, (16), 251–256. <https://doi.org/10.4000/elh.1141>

<sup>26</sup> Shevel, O. (2016, 11 janvier). Decommunization in post-euromaidan ukraine : Law and practice. *PONARS Eurasia*. [https://www.ponarseurasia.org/wp-content/uploads/attachments/Peppm411\\_Shevel\\_Jan2016-1.pdf](https://www.ponarseurasia.org/wp-content/uploads/attachments/Peppm411_Shevel_Jan2016-1.pdf)

<sup>27</sup> *Верховна Рада України* (2015). "Про правовий статус та вшанування пам'яті борців за незалежність України у XX столітті". <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/314-19/ed20150409#Text>

<sup>28</sup> *Верховна Рада України* (2015). "Про увічнення перемоги над нацизмом у Другій світовій війні 1939–1945 років". <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/315-19/ed20150409#Text>

mémoire soviétique de la “Grande Guerre patriotique” par une mémoire plus européenne de cette guerre. Elle remplace ainsi la loi “Sur la perpétuation de la Victoire dans la Grande Guerre Patriotique de 1941-1945” de 2000, et son préambule parle “de développer et de renforcer un État indépendant”, inscrivant donc cet effort de renouveau mémoriel dans le présent. Parmi les changements les plus notables, on compte les dates de la guerre, celle-ci débutant désormais d’après la loi en 1939 (invasion de la Pologne suite au pacte germano-soviétique) et non plus en 1941 (invasion de l’URSS par l’Allemagne nazie et ses alliés). Figurent également les journées de commémoration du conflit. Fait notable, le 9 mai est modifié mais préservé en tant que jour férié. L’attachement d’une partie de la population au Jour de la Victoire est en effet trop important pour le supprimer en bonne et due forme. Il est ainsi renommé “Jour de la Victoire sur le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale”. En parallèle, la “Journée du souvenir et de la réconciliation” est instituée le 8 mai, un alignement sur la commémoration européenne de la Seconde Guerre mondiale, mais sans devenir un jour férié. Apparaît donc une forme de compromis mémoriel pour tenter de concilier européanisation de la mémoire et persistance de l’héritage soviétique.

La troisième loi, “Sur l'accès aux archives des organes répressifs du régime totalitaire communiste de 1917-1991”<sup>29</sup>, ouvre largement l’accès aux archives de ces organes soviétiques. Si elle facilite les travaux des historiens et correspond à des lois similaires de pays d’Europe centrale post-communiste, c’est la “loi de décommunisation” qui impacte le moins le quotidien des Ukrainiens. Pourtant, le préambule de la loi indique une volonté très forte d’utiliser ces archives pour écrire une histoire s’opposant aux narratifs russes. “conscient que la fermeture des archives est devenue l’une des conditions préalables à l’annexion de la péninsule de Crimée et au conflit militaire dans les régions de Donetsk et de Louhansk”, et “d’éliminer la menace à l’indépendance, à la souveraineté, à l’intégrité territoriale et à la sécurité nationale de l’Ukraine”. L’argument est qu’en connaissant l’histoire des répressions soviétiques, la société serait moins sensible à l’exploitation de l’histoire par la Fédération de Russie.

*B) La loi “Sur la condamnation des régimes totalitaires communistes et nationaux-socialistes (nazis) en Ukraine et l’interdiction de la propagande de leurs symboles” au cœur de la décommunisation*

La quatrième loi est la plus importante, et son effet se fait ressentir dans toutes les villes et villages d’Ukraine, à l’exception éventuelle de l’Ukraine occidentale déjà

---

<sup>29</sup> *Верховна Рада України* (2015). “Про доступ до архівів репресивних органів комуністичного тоталітарного режиму 1917–1991 років”. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/316-19/ed20150409>

évoquée. La loi “Sur la condamnation des régimes totalitaires communistes et nationaux-socialistes (nazis) en Ukraine et l'interdiction de la propagande de leurs symboles”<sup>30</sup> condamne sur le même plan les totalitarismes nazi et communiste, et interdit tous les symboles nazis et communistes. La définition d’un “symbole communiste” (*de facto* les seuls visés, l’URSS ayant effacé les symboles de l’occupation nazie en Ukraine dès la fin de celle-ci) est large, et englobe la toponymie (des noms de ruelles jusqu’aux noms d’avenues, et incluant aussi les noms des villes elle-mêmes). Les seuls symboles (monuments, noms de rue, inscriptions de tout type) bénéficiant d’exceptions sont ceux “liés à la résistance et à l’expulsion des occupants nazis d’Ukraine ou au développement de la science et de la culture ukrainiennes”.

En outre, tout parti politique ou association effectuant “la propagande des régimes totalitaires communistes” est interdit. Ce n’est pas directement l’idéologie communiste en tant que telle qui est interdite, mais la “propagande” des régimes totalitaires communistes. Celle-ci est ainsi définie comme la “négation publique (...) de la nature criminelle du régime totalitaire communiste de 1917-1991 en Ukraine (...), la diffusion d’informations visant à justifier la nature criminelle des régimes totalitaires communistes (...), les activités des organes de sécurité de l’État soviétique, l’établissement du pouvoir soviétique sur le territoire de l’Ukraine ou dans des unités administratives-territoriales distinctes, la persécution des participants à la lutte pour l’indépendance de l’Ukraine au XXe siècle, la production et/ou la distribution, ainsi que l’utilisation publique de produits contenant les symboles des régimes totalitaires communistes (...)”. De par ce dernier aspect, même des groupements politiques communistes ne se réclamant par de l’héritage de l’URSS tombent sous le coup de la loi, s’ils utilisent “les drapeaux, symboles, images ou autres attributs qui représentent une combinaison d’une faucille et d’un marteau, d’une faucille, d’un marteau et d’une étoile à cinq branches (...)” et “le nom de parti communiste”.

Le PCU est donc à nouveau confronté à une interdiction. Le 8 juillet 2014, presque un an avant les lois de décommunisation, le ministère de la Justice dirigé par Pavlo Petrenko avait porté plainte contre celui-ci devant le tribunal administratif de district de Kyiv afin d’interdire ses activités. En juillet 2015, après la loi sur la condamnation des régimes totalitaires communistes, le même ministère interdit au PCU de participer aux élections<sup>31</sup>. En décembre 2015, le tribunal administratif de district de Kyiv accède à la demande du ministère de la Justice d’interdire le PCU<sup>32</sup>. Ce dernier conteste par la suite cette décision,

---

<sup>30</sup> *Верховна Рада України* (2015). “Про засудження комуністичного та націонал-соціалістичного (нацистського) тоталітарних режимів в Україні та заборону пропаганди їхньої символіки”. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/317-19/>

<sup>31</sup> Antonovych, M. (2015, 24 juillet). “Ukraine’s Justice Ministry outlaws Communists from elections”. *Kyiv Post*. <https://www.kyivpost.com/index.php/post/7840>

<sup>32</sup> UNIAN (2015, 16 décembre). “Court rules complete ban of Communist Party of Ukraine”. <https://www.unian.info/society/1214377-court-rules-complete-ban-of-communist-party-of-ukraine.html>

mais sans effet concret, ne pouvant plus participer aux élections. Par ailleurs, deux partis communistes, le Parti communiste d'Ukraine (renouvelé) et le Parti communiste des ouvriers et des paysans, sont interdits par ce tribunal en septembre 2015.<sup>33</sup> Le paysage politique ukrainien est ainsi modifié par la décommunisation, avec l'interdiction effective d'un parti majeur, le PCU, et de partis communistes mineurs qui ne peuvent donc aspirer à le remplacer.

## II) Le rôle des autorités locales dans la politique de décommunisation

Outre la fin du PCU en tant que force politique, et donc la fin de sa capacité à peser dans le conflit mémoriel, les conséquences les plus notables de la décommunisation sont la révolution toponymique qu'elle a déclenchée. Les prérogatives en matière de toponymie sont en grande partie celles des autorités locales.

### *A) La place donnée par la quatrième loi de décommunisation aux collectivités locales*

La loi "Sur la condamnation des régimes totalitaires communistes et nationaux-socialistes (nazis) en Ukraine et l'interdiction de la propagande de leurs symboles" amende plusieurs lois portant sur les collectivités locales. La gestion des monuments et de la toponymie sur leur territoire relèvent en effet de leur responsabilité, et elles doivent désormais se plier aux exigences de la décommunisation.

Le système administratif ukrainien est structuré autour des 24 oblasts (régions) composant le pays. Au sein de ces oblasts, les conseils d'oblast, les conseils municipaux et les maires, et dans une moindre mesure, les conseils de raïons (districts) sont chargés de la plupart des objets de toponymie. Pour ce qui est des noms des oblasts, raïons, des villes et des villages, c'est la Verkhovna Rada (le parlement) qui décide, tout en devant prendre en compte les propositions des collectivités locales, indique la quatrième loi de décommunisation. La question des monuments, quant à elle, est avant tout du ressort des conseils municipaux et des maires.

L'analyse de la loi montre que les législateurs ukrainiens avaient prévu une résistance de la part des autorités locales, du moins qu'elles seraient peu enclines à l'appliquer. En effet, pour éviter que leur loi de décommunisation de la toponymie et des monuments reste lettre morte, les députés de la Rada ont établi des délais pour retirer les monuments et changer les noms de rue concernés. Tous les acteurs locaux mentionnés ont d'abord six mois pour mettre en œuvre ces changements. S'ils ne les opèrent pas durant

---

<sup>33</sup> *Ukrinform* (2015, 1er octobre). "Kyiv's court terminates two Communist parties". <https://www.ukrinform.net/rubric-politics/1891573-kyivs-court-terminates-two-communist-parties.html>

cette période, un autre acteur en devient responsable. Ainsi, si un conseil municipal ne procède pas à la décommunisation de la toponymie et au démantèlement des monuments communistes, au bout de six mois, c'est au maire de la localité de prendre un arrêt sur la question. Ce dernier n'a alors pas à consulter le conseil municipal, mais doit prendre en compte les "propositions du public, des scientifiques et [l]es recommandations de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale". Le maire de la localité a trois mois pour prendre un arrêt ; si à l'instar du conseil municipal, il ne répond pas à ses obligations, c'est le chef de l'administration régionale d'État (gouverneur) qui est chargé de mener à bien la décommunisation. Celui-ci dispose également de trois mois. Il n'y a pas d'échelon supérieur prévu, le gouverneur étant nommé par le président de l'Ukraine et donc supposé être loyal à la politique de la majorité présidentielle au parlement. Si aucune proposition n'émane des collectivités territoriales pour le changement de nom des oblasts, raïons, des villes et des villages après six mois, la Verkhovna Rada doit décider "sur la base des recommandations de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale".

Il n'est donc pas possible d'échapper à la décommunisation de la toponymie et des monuments, tant que celle-ci reste à l'ordre du jour pour les gouverneurs et la Verkhovna Rada. Pour autant, l'esprit de la loi est d'éviter que la toponymie soit réformée depuis Kyiv. C'est aux principaux concernés de renommer les rues de leurs localités. Pour des raisons évidentes, la Rada ne peut contrôler l'ensemble des rues changées dans toute l'Ukraine, ce qui laisse une marge de manœuvre aux autorités locales. Elles peuvent notamment décider d'une décommunisation sans contenu idéologique, avec des noms de rue neutres et sans lien avec la politique. En revanche, la Rada décide des changements de noms des villes, villages et localités qui possédaient un nom lié au régime soviétique, empêchant tout contournement de l'esprit de la loi.

### *B) La réception par les citoyens de la politique de décommunisation : une vue d'ensemble*

La politique de décommunisation s'est rapidement concrétisée dans les mois qui ont suivi son adoption. Il s'agit ici de dégager une vue d'ensemble de la réception de celle-ci par l'opinion publique, notamment par le prisme régional.

L'opinion publique ukrainienne se montre d'emblée très méfiante vis-à-vis de la décommunisation. Peu de sondages ont été réalisés dès 2015. Néanmoins, une enquête menée par l'agence sociologique "FAMA" à la demande de l'ONG "Lviv Media Forum" et de l'école de journalisme UCU parue en octobre 2015<sup>34</sup> montre une majorité de 89,5%

---

<sup>34</sup> *Detector media* (2015, 9 octobre). "Більшість українців упереджені до влади, декомунізації та ЗМІ". Voir la page 31 du diaporama. <https://ms.detector.media/mediadoslidzhennya/post/14371/2015-10-09-bilshist-ukraintsiv-uperedzheni-do-vlady-dekomunizatsii-ta-zmi-doslidzhennya/>

d'enquêtés ayant des préjugés négatifs vis-à-vis de la décommunisation. Parmi ceux-ci, 54,6% ont modérément des préjugés envers celle-ci, et 34,9% totalement. Seuls 10,5% expriment une loyauté modérée vis-à-vis de la décommunisation. Ces termes de "préjugés" et de "loyauté" semblent surprenants vis-à-vis d'une politique publique. Il convient de souligner que l'enquête vise à comprendre le rapport aux médias des Ukrainiens. C'est une enquête normative, dont le but est de faire en sorte que les médias puissent éduquer la population sur un sujet tel que la décommunisation. Les auteurs de l'enquête sont favorables à celle-ci. Pour eux, les Ukrainiens ne sont pas fondamentalement contre la décommunisation, mais s'y opposent en raison de son coût financier important. De plus, comme l'écrit Oxana Shevel<sup>35</sup>, les citoyens ne pensent pas qu'elle aura un impact bénéfique sur leur statut socio-économique. C'est donc une opposition non-idéologique, et celle-ci n'a pas vocation à engendrer des manifestations sur le terrain. L'opposition demeure passive.

En 2017, un sondage réalisé par la société Sociopolis pour le compte de *Korrespondent.net* montre la division de la société ukrainienne<sup>36</sup>. Deux ans après l'adoption des quatre lois de la décommunisation, 25,6% sont totalement contre celle-ci, 15,6% "plutôt contre que pour", 10,3% "plutôt pour que contre" et 22,5% sont totalement pour. 24,5% des enquêtés ont répondu "je m'en fiche", ce qui est certes élevé, mais cela montre que les trois quart restants se sentent préoccupés par la politique de la décommunisation. Une majorité relative y est opposée, mais il y a désormais en parallèle un bloc lui étant favorable. Dès lors, il semble possible d'émettre d'autres hypothèses qu'une opposition non-idéologique pour décrire la situation de l'opinion publique ukrainienne en 2017. Le soutien ou l'opposition à la décommunisation épouse en effet largement les disparités en termes de région et d'âge propres à l'Ukraine. Ainsi, c'est dans l'ouest de l'Ukraine que le soutien à la décommunisation est le plus élevé (44,3%). En Ukraine occidentale, la décommunisation a déjà largement eu lieu, ayant été voulue par la population dès les années 1990. À l'inverse, les régions les moins disposées à se débarrasser de l'héritage soviétique sont le sud (27,8% pour) et l'est (25,1% pour). En outre, l'enquête montre que ces questions préoccupent principalement les personnes âgées de 40 ans et plus. Ainsi, les Ukrainiens âgés de 40 à 49 ans sont les plus favorables à la décommunisation (37,4%). Les opposants à cette politique sont les personnes âgées de 60 ans et plus (48,6%). Mais parmi les jeunes, la position neutre ("je m'en fiche") est la plus répandue (36,3% pour les 18-29 ans). Les plus jeunes considèrent supposément l'héritage soviétique comme quelque chose d'irrévocablement

---

<sup>35</sup> Shevel, O. (2016). Decommunization in post-euromaidan ukraine : Law and practice. *PONARS Eurasia*, 11 janvier 2016.  
[https://www.ponarseurasia.org/wp-content/uploads/attachments/Pepr411\\_Shevel\\_Jan2016-1.pdf](https://www.ponarseurasia.org/wp-content/uploads/attachments/Pepr411_Shevel_Jan2016-1.pdf)

<sup>36</sup> *Korrespondent.net* (2017, 6 mai). "Опрос: Более 40 % украинцев против декоммунизации".  
<https://korrespondent.net/ukraine/3846884-opros-bolee-40-ukrayntsev-protyv-dekommunyzatsyy>

révolu et donc d'inoffensif, là où les Ukrainiens âgés de 40 à 49 ont grandi sous l'URSS et une partie importante d'entre eux en ont une mauvaise opinion. Les personnes âgées de 60 ans et plus ont pour la plupart une socialisation exclusivement soviétique et demeurent attachés aux symboles de cette époque.

Une troisième enquête, réalisée par la Fondation Ilko Kucheriv pour les initiatives démocratiques en collaboration avec l'Institut international de sociologie de Kyiv du 17 au 22 avril 2020, montre une évolution très limitée. 32% des citoyens ukrainiens ont une attitude positive envers la décommunisation (une légère baisse), 34% ont une attitude négative (une baisse plus notable comparés aux plus de 40% de l'enquête précédente), 26,3% sont indifférents, tandis que 7,7% répondent "dur de dire". À nouveau, les résultats épousent les différences idéologiques entre d'un côté l'ouest et le centre, plutôt favorables à la décommunisation, et le sud et l'est, plutôt défavorables à celles-ci. Les disparités déjà étudiées se vérifient aussi vis-à-vis de l'âge. Le choix des auteurs de l'enquête d'inclure une catégorie "dur de dire" fait augmenter à un tiers la proportion de citoyens ne prenant pas position pour ou contre. Cinq ans après le début de la politique étatique de décommunisation, seul un tiers des Ukrainiens s'affirment donc en faveur de cette dernière.

### *C) La décommunisation, politique du pouvoir central façonnée par les contextes locaux : une tentative de typologie des stratégies des municipalités face à la politique de décommunisation*

Ce manque d'enthousiasme pose la question de la participation des citoyens aux initiatives des mairies. La loi sur la décommunisation de la toponymie affirme en effet que les autorités en charge de celle-ci doivent prendre en compte l'avis de la population. Des plateformes en ligne pour proposer de nouveaux noms sont créées, et des audiences publiques ont lieu. Les mairies doivent donc prendre en compte la faible participation des citoyens à ces différents modes de consultation qu'elles ont mises en place. Cela pose aussi la question du rôle des activistes. En bref, les différentes stratégies des municipalités face à la politique de décommunisation dépendent des contextes locaux. Loin d'y échapper, les commissions historico-toponymiques formées par les conseils municipaux sont influencées par leurs relations aux citoyens dans leurs choix de propositions de nouveaux noms. Entre 2015 et 2019, 987 villes et villages d'Ukraine et plus de 50 000 rues ont été rebaptisés, selon le président de la Verkhovna Rada<sup>37</sup>. De surcroît, le *leninopad* s'accélère.

---

<sup>37</sup> Судово-юрідична газета (2019, 5 juillet). "Скільки міст та сіл перейменували в Україні: цікава статистика".

<https://sud.ua/ru/news/ukraine/145246-skilki-mist-ta-sil-pereymenuvali-v-ukrayini-tsikava-statistika>

Néanmoins, derrière l'impression d'efficacité pouvant émaner de ces statistiques, la politique de décommunisation est un processus semé d'embûches. Dans de nombreux cas, les vues des élus locaux reflètent celle de la population, hostile ou du moins peu encline à la décommunisation. C'est le cas des maires, des députés des conseils municipaux, et également des députés à la Verkhovna Rada. De façon remarquable, les députés du bloc de Petro Porochenko issus du Sud-Est ont été nombreux à s'abstenir lors du vote des lois de décommunisation<sup>38</sup>. L'attitude des élus marquent donc les stratégies des municipalités.

Il est possible d'identifier cinq types de stratégie : le volontarisme, l'acceptation, la passivité, le contournement et le refus.

### **Types de stratégie des municipalités face à la décommunisation**

Stratégie	Définition	Résultat	Exemple de ville/village
Volontarisme	Mise en œuvre rapide de la décommunisation malgré les oppositions. Nouveaux noms explicitement liés à l'identité ukrainienne.	Nouveaux noms officialisés, pas d'intervention du gouverneur.	Konotop
Acceptation	Mise en œuvre dans les délais de la décommunisation.	Nouveaux noms officialisés, pas d'intervention du gouverneur.	Vatoutine
Passivité	Débats inexistant au conseil municipal et absence de décisions du maire par indifférence,	Intervention du gouverneur/de la Verkhovna Rada, qui décide des nouveaux noms à la	Fanchykovo

<sup>38</sup> Plokhyy, S. (s.d.). "The Center Rules: The Decommunization Laws". *Ukrainian Research Institute Harvard University*. <https://www.gis.huri.harvard.edu/center-rules>

	manque de volonté ou oublié.	place du conseil municipal et du maire.	
Contournement	Tentative de passer outre l'esprit de la loi en gardant le même nom mais en changeant la signification.	Intervention du gouverneur/de la Verkhovna Rada, qui décide des nouveaux noms à la place du conseil municipal et du maire.	Kharkiv
Refus	Décision délibérée de ne pas renommer les rues et/ou de ne pas envoyer de proposition de nouveaux noms à la Rada.	Intervention du gouverneur/de la Verkhovna Rada, qui décide des nouveaux noms à la place du conseil municipal et du maire.	Dnipropetrovsk

Une stratégie volontariste est due à la présence d'un maire et d'un conseil municipal fortement en faveur de la décommunisation, qui la mènent à bout dans un contexte où la population de la ville ou du village est plus divisée. C'est le cas des villes et villages dirigés par le parti Svoboda. Si ceux-ci se trouvent en grande partie dans l'ouest du pays où la décommunisation a déjà largement été effectuée, il y en a aussi dans le centre et dans le nord du pays. À Konotop, dans l'oblast de Soumy, le maire Artem Semenikhin est issu du parti Svoboda et est en outre un vétéran de la guerre du Donbass ("ATO", opération antiterroriste d'après la terminologie officielle ukrainienne). Malgré des audiences publiques tendues, qui ont dégénéré en affrontements d'après *UNIAN*<sup>39</sup>, le conseil municipal a décidé à l'unanimité de renommer des rues en faveur de nationalistes ukrainiens tués au cours de la guerre du Donbass.

Le cas de la petite ville de Vatoutine, dans l'oblast de Tcherkassy, illustre une situation où les autorités locales acceptent de mener à bien la politique de

<sup>39</sup> *UNIAN* (2016, 2 juin). "Пристрасті за декомунізацією". <https://www.unian.ua/society/1363662-pristrasti-za-dekomunizatsieyu.html>

décommunisation, mais en adoptant de nouveaux noms politiquement neutres (et n'honorant pas des personnalités ukrainiennes)<sup>40</sup>. Un très faible nombre de rues (trois) n'ont pas ailleurs été renommées, la mairie étant loin d'être zélée dans sa mise en œuvre et peu désireuse de se confronter à l'opposition ferme des habitants. Il est intéressant de constater qu'elle fut rappelée à l'ordre par l'Institut ukrainien mémoire nationale après que celui-ci fut contacté par des activistes locaux, vétérans de l'"ATO". En conséquence, la mairie relance des consultations avec les habitants des rues concernées<sup>41</sup>. Le gouverneur de l'Ukraine ne pouvant pas contrôler chaque petite ville comme Vatoutine, d'autant plus que la décommunisation y a été presque entièrement accomplie, la situation n'ayant pas évolué avant le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie.

D'autres petites villes, à l'instar du village de Fanchykovo, dans l'extrême-ouest de l'Ukraine en Transcarpathie (où la décommunisation avait été entamée dès les années 1990, mais non achevée), sont restées passives. Elles n'ont pris aucune mesure. "Dans certaines localités, ils semblaient écouter, discuter des problèmes, et le public était impliqué dans ce processus, et ces questions étaient soumises à l'examen de la session, mais pour une raison inconnue, il n'a pas été possible de mener à bien le processus de décommunisation. [Le gouverneur] Moskal devait le faire. Franchement, le travail était ingrat et a suscité beaucoup de controverses", explique à UNIAN le directeur du Département des activités d'information et de communication publique de l'administration régionale de Transcarpatie<sup>42</sup>. Face à l'atonie des autorités des villages comme Fanchykovo, c'est le gouverneur qui a décidé. Si celui-ci a pris soin de renommer des rues d'après des personnalités hongroises, la population magyarophone prédominant à Fanchykovo, ses décisions n'ont pas échappé aux controverses.

L'exemple de Kharkiv, la deuxième ville du pays, alors dirigée par Gennady Kernes, est emblématique de la stratégie de contournement de l'esprit de la loi, très répandue mais vaine. Devant renommer les quartiers de Kharkiv, la commission municipale a proposé de renommer le quartier Dzerjinski, nommé d'après le fondateur de la Tchéka Félix Dzerjinski, en Dzerjinski (en l'honneur du neurologue Vladislav Dzerjinski, frère du bolchévique) de la sorte que le quartier conserve son nom. Le conseil municipal a en outre décidé de ne pas décommuniser le nom de certains quartiers. Les audiences ont néanmoins été

---

<sup>40</sup> Гриценко, О. (2019). *Декомунізація в Україні як державна політика і як соціокультурне явище*. Institut I.F. Kuras d'études politiques et ethno-nationales de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine ; Institut de culturologie de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, 2019. p. 154-157. [https://ipiend.gov.ua/wp-content/uploads/2020/03/grytsenko\\_dekomunizatsia.pdf](https://ipiend.gov.ua/wp-content/uploads/2020/03/grytsenko_dekomunizatsia.pdf)

<sup>41</sup> *Ватутінська міська рада* (2018, 2 avril). "Громадські слухання щодо перейменування трьох вулиць міста". <http://vatytino-rada.gov.ua/index.php/novini/2473-gromadski-slukhannya-shchodo-perejmenuvannya-t-rokh-vulits-mista?>

<sup>42</sup> UNIAN (2016, 2 juin). "Пристрасті за декомунізацією". <https://www.unian.ua/society/1363662-pristrasti-za-dekomunizatsieyu.html>

interrompues, et les militants locaux ont empêché le changement en trompe-l'œil du nom de Dzerjinski<sup>43</sup>. La municipalité a néanmoins conservé le nom d'autres quartiers, comme Jovtnevy (Octobre) en ne changeant que la justification de ce nom (non plus révolution d'octobre, mais le mois de la fin de l'occupation nazie en Ukraine). En conséquence, le gouverneur est intervenu et a lui-même renommé ces quartiers.

Enfin, le refus assumé de décommuniser est la dernière stratégie observable en Ukraine. Dnipropetrovsk, quatrième ville d'Ukraine nommée d'après le fleuve Dniepr et le bolchévique ukrainien Grigori Petrovski, tombait sous le coup de la loi de décommunisation de la toponymie et avait l'obligation de proposer à la Verkhovna Rada des propositions de nouveaux noms décommunisés. C'est la plus grande ville dont le nom même est concerné par la décommunisation. L'Institut ukrainien de la mémoire nationale avait explicitement souligné qu'il n'était pas possible de contourner la loi par une nouvelle signification (en l'occurrence, "Petrovsk" comme un hommage à Saint-Pierre). Or, les habitants étaient massivement opposés à tout changement. Une enquête menée par l'Institut international de sociologie de Kyiv (KIIS), auprès de 1 200 adultes, a donné les résultats suivants : 90,5 % des citoyens se sont prononcés contre le changement de nom en Dnipropetrovsk, 4,5 % ont soutenu Dnipro, 1,4 % pour Sitchoslav et 1 % pour Dniprovsk. La municipalité de Dnipropetrovsk n'a donc proposé aucun nouveau nom, se contentant de changer la signification du nom de la ville, un contournement sans espoir qui est un refus implicite d'accéder à la demande de la Verkhovna Rada<sup>44</sup>. Celle-ci a donc décidé seule du changement, optant en mai 2016 pour Dnipro.

---

<sup>43</sup> Shevel, O. (2019, 9 avril). "La décommunisation en Ukraine après le Maïdan", *Fondation Jean Jaurès*. <https://www.jean-jaures.org/publication/la-decommunisation-en-ukraine-apres-le-maidan/>

<sup>44</sup> UNIAN (2016, 2 juin). "Пристрасті за декомунізацією". <https://www.unian.ua/society/1363662-pristrasti-za-dekomunizatsieyu.html>

## Chapitre 3 - La dérusification depuis 2022, l'intensification d'un processus

### I) Émergence de la dérusification

#### *A) Fondements idéologiques : l'émergence de la dérusification comme décolonisation*

Avec l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, une vague de dérusification succède à la décommunisation. Elle fait partie du même processus de transformation symbolique et mémorielle, qui s'intensifie et s'élargit.

La dérusification s'entend à l'origine comme un terme sociolinguistique désignant la perte en influence du russe et l'essor de l'ukrainien comme première langue en général ou dans une sphère précise<sup>45</sup>. Le dictionnaire CBIT ("monde" en ukrainien) regroupant des mots ukrainiens venant d'autres langues définit la dérusification comme l'"élimination de l'influence et de la diffusion de la langue, des coutumes russes, etc"<sup>46</sup>. Une définition négative serait un processus inverse à celui de russification, qui est l'imposition et le développement de la langue, de la culture et de l'identité russes. La russification comme la dérusification sont donc des concepts potentiellement très larges. Plusieurs Ukrainiens et un Tatar de la Volga, bien que politisés, m'ont ainsi fait part de leur difficulté à définir ces concepts. Pour le jeune nationaliste de Kyiv avec qui j'ai parlé, la dérusification est un phénomène mais pas un concept en raison des nombreuses évolutions de sa signification sur le temps long et dans l'espace. Pour un jeune habitant d'Odesa en revanche, la dérusification se définit de manière simple comme "la suppression de l'héritage russe sur le territoire ukrainien". Pour ces jeunes gens, le terme de "dérusification" leur était inconnu avant 2014. Après le déclenchement de la guerre du Donbass, il se répand sans toutefois occuper une place importante dans le débat public. Il convient de noter que la décommunisation n'est pas synonyme de dérusification. L'exemple de la première vague de décommunisation à Odesa, qui sera étudié en profondeur, consiste ainsi en un retour à la toponymie impériale. La dérusification est, quant à elle, sur un plan théorique, davantage combinée à l'ukrainisation, c'est-à-dire la promotion de l'identité, de la langue et de la culture ukrainiennes. En effet, la dérusification ne s'oppose pas à un régime politique ou à une idéologie (l'URSS, le communisme pour la décommunisation) mais à la présence d'une

---

<sup>45</sup> Масенко, Л. (2019, 29 septembre). "Дерусифікація України: здобутки й новітні загрози". *Радіо Свобода*. <https://www.radiosvoboda.org/a/30188918.html>

<sup>46</sup> CBIT. "Дерусифікація". <https://svit.org.ua/%D0%B4%D0%B5%D1%80%D1%83%D1%81%D0%B8%D1%84%D1%96%D0%BA%D0%B0%D1%86%D1%96%D1%8E>

identité, une culture et une langue perçues comme imposées et étrangères. Elle s'associe à un discours employant le vocabulaire de la décolonisation. La Russie y est présentée comme une puissance coloniale<sup>47</sup>. La décolonisation vis-à-vis de celle-ci est un processus politique mais aussi économique, identitaire et culturel. À cet égard, dans cette vision du monde, elle ne s'est certainement pas concrétisée en 1991, au vu des liens forts entretenus entre l'Ukraine et la Russie au moins jusqu'en 2014. Il semble que cette analyse coloniale de l'histoire ukrainienne franchit pour la première fois les murs de la Verkhovna Rada avec le "Projet de loi sur l'interdiction de l'idéologie communiste en Ukraine" d'Oleh Tyahnybok, déjà étudié, qui utilise l'expression de "passé colonial". Il est important de replacer l'utilisation du concept de décolonisation dans un contexte où la Fédération de Russie présente les politiques de décommunisation et de dérussification comme visant la minorité russe d'Ukraine, et/ou les russophones en général. Parler de décolonisation permet de rétablir l'Ukraine comme victime d'une oppression par la Russie sur le temps long, notamment sur le plan culturel, et de légitimer ces politiques controversées en tant que manières de dépasser les injustices héritées de la domination russe et soviétique. De plus, le paradigme décolonial occupe une place importante au sein de segments de l'opinion publique occidentale, dont l'Ukraine nécessite le soutien pour que l'aide militaire, économique et financière de ses alliés perdure. Il est aussi perçu par les dirigeants ukrainiens comme une manière de s'adresser au "Sud Global". Son appropriation par l'État ukrainien et les intellectuels a donc une fonction interne mais aussi externe dans le contexte de la guerre de l'information<sup>48</sup>.

L'idée de décolonisation comme but et fin des changements identitaires et culturels en Ukraine s'exprime le plus clairement dans le slogan "décommunisation, dérussification, décolonisation" ("декомунізація, дерусифікація, деколонізація"). Ces trois mots ont été ainsi accolés pour la première fois dans une tribune de Serhiy Stefanko, médecin d'Ivano-Frankivsk dans l'ouest du pays, dans une tribune publiée en juin 2014 par *Українська правда*. Déplorant d'un ton virulent l'absence de conscience nationale ukrainienne dans le Donbass, en particulier chez les Ukrainiens ethniques russifiés, Stefanenko réclame la mise en place de la lustration et des trois processus mentionnés<sup>49</sup>. Par la suite, le terme de décolonisation émerge peu à peu dans le débat mais est restreint aux cercles académiques et militants. L'Institut ukrainien de la mémoire nationale mentionne

---

<sup>47</sup> Christelle Taraud définit la colonisation comme "la mise en dépendance d'un territoire ou/et d'un État par une métropole coloniale". Taraud, C. (2018). "Définition: Colonisation n. f."; *Idées reçues*, 2, 9-10. <https://shs.cairn.info/idees-recues-sur-la-colonisation--9791031802640-page-9>

<sup>48</sup> Foley, J., & Unkovski-Korica, V. (2025). Decentering the west? Civilizational solidarity and (De)colonization in theories of the russia-ukraine war. *Globalizations*, 22(4), 613-633. <https://doi.org/10.1080/14747731.2024.2399475>

<sup>49</sup> Стефанко, С. (2014, 10 juin). "Звідки взявся "народ Донбасса"". *Українська правда*. <https://www.pravda.com.ua/columns/2014/06/10/7028577/>

pour la première fois le terme de décolonisation (dans le contexte russo-ukrainien) en 2015 dans le programme d'une conférence universitaire sur la politique de mémoire (un des thèmes étant la "décolonisation idéologique de l'espace symbolique de l'État entre méta-récit et stratégies de résistance")<sup>50</sup>. L'IUMN contribue par ailleurs à médiatiser le terme de décolonisation en 2019, à l'occasion d'un débat pour faire le bilan de la décommunisation. Son communiqué à la suite de ce débat s'intitule explicitement "La fin de la décommunisation - le début de la décolonisation". Son directeur Volodymyr Viatrovych y déclare : "lorsque nous parlons de décolonisation, nous entendons l'élimination de l'héritage impérial, qui pourrait servir à restaurer l'empire. Nous parlons clairement d'un pays agresseur, la Russie, qui utilise son passé commun [avec l'Ukraine] pour restaurer son influence" sur celle-ci<sup>51</sup>. Cette décolonisation doit pour lui s'effectuer notamment sur les plans linguistiques et religieux (dans le cadre de cette étude portant sur les relations entre les municipalités et les autres acteurs, ces questions ne sont pas traitées, n'étant pas des compétences des autorités municipales). Le slogan "décommunisation, dérussification, décolonisation" apparaît à nouveau dans l'article de l'écrivain et journaliste Pavlo Shchyrytsa publié dans *Українська правда* à la veille de l'invasion à grande échelle, le 14 février 2022, intitulé "Décommunisation-dérussification-décolonisation : briser le cercle vicieux"<sup>52</sup>. Shchyrytsa y explore l'avancée de la décommunisation à Dnipro et en Ukraine, et affirme explicitement : "décommunisation = dérussification = décolonisation".

Le slogan, comme le vocabulaire de la décolonisation, ne se répand vraiment qu'après le 24 février 2022. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie provoque un nouveau mouvement de révolution identitaire et mémorielle, à l'instar de l'Euromaïdan neuf ans auparavant. Le ministère de la Culture et de l'Information, sous pression, a ainsi publié le 3 juin 2022 un communiqué intitulé "Clarification de la politique du ministère de la Culture et de l'Information de l'Ukraine sur la dérussification, la décommunisation et la décolonisation". Il y note que depuis février 2022, "la demande de remplacement de l'héritage soviétique et russe par l'héritage ukrainien dans notre État s'est considérablement intensifiée", sans notifier d'un quelconque changement spectaculaire dans sa politique. Le concept de décolonisation sort ainsi des cercles académiques et militants pour se rapprocher du centre du débat public. Si les questions identitaires ne préoccupaient pas ou

---

<sup>50</sup> *Український інститут національної пам'яті* (2014, 12 mars). "У Рівному обговорять політику пам'яті в теоретичному та практичному вимірах". <https://old.uinp.gov.ua/announce/12-bereznya-u-rivnomu-obgovoryat-politiku-pam-yati-v-teoretichnom-u-ta-praktichnomu-vimirakh>

<sup>51</sup> *Український інститут національної пам'яті*. (2019, 9 avril). "Завершення декомунізації — початок деколонізації". <https://uinp.gov.ua/pres-centr/novyny/zavershennya-dekomunizaciyi-pochatok-dekolonizaciyi>

<sup>52</sup> Щириця, П. (2022, 14 février). "Декомунізація–дерусифікація–деколонізація: розірвати замкнене коло". *Історична правда*. <https://www.istpravda.com.ua/articles/2022/02/14/160927/>

peu les Ukrainiens ordinaires après 2014, après 2022, c'est désormais un facteur de division concret<sup>53</sup>.

### *B) Une première vague de dérusification ascendante (2022-2023) : entre cadre légal et démantèlements informels*

L'Ukraine connaît, avec l'invasion à grande échelle de la Russie, une première vague de dérusification que l'on pourrait qualifier d'ascendante (*bottom-up*), dans la mesure où elle est menée à la fois dans un cadre légal par les conseils municipaux, et, plus rarement, de manière informelle notamment par des militants publics, sans ordre du pouvoir central l'imposant. Pendant cette phase qui s'étend de début 2022 à mars 2023 (date de l'adoption d'une loi à la Verkhovna Rada), commence notamment le processus de *pouchkinopad* (chute de Pouchkine, l'expression reprenant le concept de *leninopad*). L'écrivain incarne officiellement la langue russe : le 6 juin, sa date de naissance, a lieu à l'ONU la Journée de la langue russe<sup>54</sup>. Au-delà de l'écrivain, il y a donc un symbole national et politique, et un outil de soft power russe dans les pays post-soviétiques comme dans le reste du monde. Le phénomène du *pouchkinopad* est donc emblématique de la dérusification même si celle-ci vise d'autres symboles de l'héritage russe. Le 7 avril 2022, la petite ville de Moukatchevo annonce avoir démantelé le monument à Alexandre Pouchkine ainsi que d'autres symboles "russe impériaux"<sup>55</sup>. Elle est suivie par la ville de Ternopil le 9 avril. Le maire de dernière souligne que "cette initiative [était] en discussion depuis plus d'un an. [...] Après avoir été témoin de toutes les atrocités commises par la Russie, il n'y a plus de place pour les monuments russes et soviétiques à Ternopil"<sup>56</sup>. La dérusification, comme la décommunisation, démarre donc dans l'ouest de l'Ukraine, là où l'héritage russe est le moins présent. Les propos du maire de Ternopil sur les "atrocités" russes renvoient au contexte de la découverte des crimes de guerre commis par les forces armées de la Fédération de Russie au cours de l'occupation de l'oblast de Kyiv. Celle-ci, plus que l'invasion à grande échelle en tant que telle, fonctionne comme un catalyseur de la dérusification. Ce moment coïncide aussi avec la fin de la menace immédiate pour l'indépendance politique de l'Ukraine, les forces armées russes ne se trouvant plus aux

---

<sup>53</sup> Entretien sur Telegram avec un étudiant ukrainien vivant dans un village du Centre, 6 novembre 2024.

<sup>54</sup> *United Nations*. (n.d.). "Russian Language Day". <https://www.un.org/en/observances/russian-language-day>

<sup>55</sup> *Мукачівська міська рада* (2022, 7 avril). "В Мукачеві позбуваються російсько-імперського минулого". *Facebook*. <https://www.facebook.com/mukachevo.rada/posts/343859121105768>

<sup>56</sup> *Радіо Свобода* (9 avril 2022). "У Тернополі демонтували пам'ятник Пушкіну – мер". <https://www.radiosvoboda.org/a/news-ternopil-pushkin/31794724.html>

portes de la capitale, et l'urgence moindre de la situation permet aux conseils municipaux de s'occuper de la question des monuments. Ces démantèlements se déroulent néanmoins dans l'ouest et dans le centre de l'Ukraine, loin de la ligne de front. Il faut attendre le 21 mai pour que le phénomène du *pouchkinopad* se rapproche de la ligne de front, avec le démantèlement informel, hors de tout cadre légal, d'un monument à Pouchkine à Mykolaïv<sup>57</sup>. Par la suite, le 26 juillet 2022, le monument du *pouchkinopad* atteint la capitale régionale d'un oblast violemment disputé entre l'Ukraine et la Russie, Zaporijia. C'est le conseil municipal qui dans ce cas a décidé du démantèlement du monument à Pouchkine<sup>58</sup>. L'IUMN recense 34 incidents impliquant des statues, monuments et plaques commémoratives dédiés à Pouchkine entre avril 2022 et mars 2023<sup>59</sup>. Parmi la trentaine d'incidents recensés, sources à l'appui, par Wikipédia en ukrainien<sup>60</sup>, il est possible de dénombrer au moins 7 démantèlements informels. Le cas du démantèlement du buste de Pouchkine à Tchernihiv, dans le nord du pays, est particulièrement intéressant. C'est en effet un démantèlement informel, qui ne respecte pas les procédures, qui est réalisé non seulement par des militants, mais aussi par des combattants de la 119ème brigade de la Défense territoriale<sup>61</sup>. Les auteurs de démantèlements informels ne sont nullement inquiétés par la justice.

Cette première vague de dérussification est donc organisée en grande majorité par les municipalités. Elle débute dans l'ouest du pays et se répand vers le centre, et, chose remarquable, atteint aussi le sud du pays et même le Donbass. La ville de Kramatorsk est ainsi concernée. Néanmoins, la dérussification y est controversée. Ainsi, si le post Facebook du maire de la ville annonçant le démantèlement de la statue de Pouchkine reçoit 1,3 "likes", il est également l'objet de commentaires très négatifs. Une internaute critique de la décision et défendant Pouchkine reçoit ainsi plus de 150 "likes"<sup>62</sup>.

---

<sup>57</sup> Бойко, І. (2022, 21 mai). "У Миколаєві зусиллями невідомих зник пам'ятник Пушкіну (фото)". УНІАН.

<https://www.unian.ua/society/u-mikolayevi-zusillyami-nevidomih-znik-pam-yatnik-pushkinu-foto-novini-ukrajini-11836068.html>

<sup>58</sup> *Укрінформ* (2022, 27 juillet). "У Запоріжжі демонтували пам'ятник Пушкіну".

<https://www.ukrinform.ua/rubric-regions/3537607-u-zaporizzi-demontuvali-pamatnik-puskinu.html>

<sup>59</sup> *Український інститут національної пам'яті*. (2023, 7 avril). "За рік по Україні демонтували щонайменше 34 пам'ятники Пушкіну".

<https://uinp.gov.ua/pres-centr/novyny/za-rik-po-ukrayini-demontuvaly-shchonaymenshe-34-pamyatnyk-y-pushkinu>

<sup>60</sup> Вікіпедія. "Пушкінопад". *Вікіпедія*.

<https://uk.wikipedia.org/wiki/%D0%9F%D1%83%D1%88%D0%BA%D1%96%D0%BD%D0%BE%D0%BF%D0%B0%D0%B4> (consulté le 12/06/2025)

<sup>61</sup> Здоровило, Т. (2022, 30 avril). "У Чернігові «ас» Пушкін «зійшов» із п'єдесталу, фото". *Україна молода*. <https://umoloda.kyiv.ua/number/0/2006/165987>

<sup>62</sup> Гончаренко, О. (2022, 30 décembre). "Випий кави, післязавтра Новий рік [...]". *Facebook*.

[https://www.facebook.com/alexander.vasilyevich.goncharenko/posts/698029065308350?ref=embed\\_post](https://www.facebook.com/alexander.vasilyevich.goncharenko/posts/698029065308350?ref=embed_post)

Le maire de Kramatorsk s'inscrit de cette manière dans la stratégie "volontariste" décrite précédemment pour le processus de décommunisation, alors qu'il n'avait pas l'obligation légale de procéder au démantèlement de la statue.

## II) Le droit et le rôle des autorités locales

### A) La dérusification d'après la loi

Il faut en effet attendre mars 2023 pour voir une telle obligation légale portant sur la dérusification. Il y a, dès 2019, une première loi contenant une mesure de dérusification de la toponymie, mais sur un plan purement linguistique. Ce précédent a donc une portée très limitée. Selon l'article 41 de la loi "Sur la garantie du fonctionnement de la langue ukrainienne en tant que langue d'État", la toponymie doit être "dans la langue de l'État", c'est-à-dire l'ukrainien<sup>63</sup>. Cette mesure semble oubliée jusqu'en 2021, date à laquelle le commissaire pour la protection de la langue d'Etat Taras Kremin appelle à l'appliquer, citant une dizaine de localités de toutes tailles<sup>64</sup>. La ville de Severodonetsk, dans l'oblast de Donetsk, est par exemple concernée, son nom venant du russe et non de l'ukrainien. Son souhait ne se réalise cependant pas avant la période de l'invasion à grande échelle. Une politique effective de dérusification n'est mise en place qu'avec la loi "Sur la condamnation et l'interdiction de la propagande de la politique impériale russe en Ukraine et la décolonisation de la toponymie" adoptée le 21 mars 2023.

Le projet de loi qui aboutit à cette loi a été déposé une première fois le 5 avril 2022, soit avant le début du *pouchkinopad*. L'auteur, Vitaly Bezgin, est un député de "Serviteur du peuple", le parti de Volodymyr Zelensky, et s'est illustré par son action pour la décentralisation. Le projet de loi, après avoir été élaboré par la commission parlementaire sur l'organisation du pouvoir d'État, l'autonomie locale, le développement régional et l'urbanisme, aurait pu être adopté dès le 23 février 2023. Toutefois, il a manqué au Parlement une voix pour soutenir la position de la commission unanimement favorable au texte, et celui-ci a été renvoyé en deuxième lecture. C'est dû, selon des associations appelant à l'adoption de la loi, au "discours provocateur" du député du parti présidentiel Maksim Boujanski<sup>65</sup>, connu pour sa réticence, unique au sein des députés partisans de

---

<sup>63</sup> *Верховна Рада України* (2019). "Про забезпечення функціонування української мови як державної: Закон України № 2704-VIII". <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2704-19#Text>

<sup>64</sup> Кремінський, Т. (2021, 3 novembre). "Назви населених пунктів мають відповідати мовному Закону". *Уповноважений із захисту державної мови*. <https://mova-ombudsman.gov.ua/news/taras-kremin-nazvi-naselenih-punktiv-mayut-vidpovidati-movnu-zakonu>

<sup>65</sup> *Детектор медіа* (2023, 14 mars). Громадські організації закликали Раду невідкладно ухвалити «деколонізаційний закон».

Zelensky, aux transformations mémorielles. Finalement, le projet de loi est adopté le 21 mars, après cette longue période révélatrice de son caractère sensible.

La loi “Sur la condamnation et l'interdiction de la propagande de la politique impériale russe en Ukraine et la décolonisation de la toponymie” reflète le discours décolonial déjà présenté, ayant pris de l'importance en Ukraine. Son préambule affirme “que la subordination forcée des peuples à la domination étrangère conduit à leur exploitation, nie les droits fondamentaux de l'homme et contredit la Charte des Nations Unies et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par la 25e session de l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960”, et “condamn[e] toutes les formes de colonialisme”. La loi ne se contente pas de traiter de la toponymie et des monuments ; à l'instar de la quatrième loi de décommunisation, elle définit de façon large un phénomène politique et idéologique - ici, la politique impériale russe - et interdit de manière toute aussi large sa “propagande” (“glorification ou justification publique”) dans l'espace public. La “politique impériale russe” est définie comme l'ensemble des “mesures” “visant à la soumission, à l'exploitation et à l'assimilation du peuple ukrainien” prises par des individus ou des entités étatiques ou non-étatiques russes (ce qui comprend l'URSS) et ce depuis le Tsarat de Moscou au XVIème siècle. Quant à elle, la russification est “une composante” de cette dernière “visant à imposer l'usage de la langue russe, à promouvoir la culture russe comme supérieure aux autres langues et cultures nationales, à faire reculer l'usage de la langue ukrainienne et à rétrécir l'espace culturel et informationnel ukrainien”. Dans l'esprit de la loi, il est clair que dérussifier, c'est-à-dire inverser ce processus, signifie ukrainiser, promouvoir la langue et la culture ukrainiennes. La loi interdit tous les symboles associés à l'État russe sous toutes ses formes depuis le XVIème siècle, et à des personnes ayant travaillé pour ces différents régimes ou bien justifié la “politique impériale russe”. Cela concerne les monuments et la toponymie. Ne sont pas concernés les monuments ou noms de rue honorant des sujets ou citoyens de ces régimes étant “liés à la protection des droits politiques, économiques et culturels du peuple ukrainien, au développement de l'État national ukrainien, à la science, à la culture” ou bien “à la culture des peuples asservis de la Fédération de Russie”. Le discours décolonial s'accompagne en effet d'un soutien, au moins symbolique, aux mouvements indépendantistes de la Fédération de Russie, notamment en Tchétchénie et en Ingouchie. Parmi les autres exceptions se trouvent les symboles liés “à la résistance et à l'expulsion des occupants nazis d'Ukraine”, qui ne sont pas ciblés par la loi malgré leur remise en cause par des militants. Il est important de noter que si la loi ne les inclut pas dans la liste des symboles interdits, ils ne sont pas protégés : les municipalités peuvent les démonter si telle est leur

---

<https://cs.detector.media/reforms/texts/185250/2023-03-14-gromadski-organizatsii-zaklykaly-radu-nevi-dkladno-ukhvalyty-dekolonizatsiynyy-zakon/>

volonté. De plus, la loi qualifie la Fédération de Russie de “régime totalitaire nazi russe”, ce qui correspond à l’exact opposé du narratif du gouvernement russe, qui se présente comme le défenseur de la mémoire de la Grande Guerre patriotique combattant un gouvernement ukrainien nazi. D’autres exceptions sont de nature pratique ou évidente, les symboles de la “politique impériale russe” n’étant pas interdits sur les documents officiels (publics comme privés) datant d’avant l’entrée en vigueur de la loi, dans les collections privées, dans les cimetières, dans les musées et les contenus scientifiques, éducatifs ou encore artistiques. Il faut rappeler que ces exceptions n’existent qu’à la condition qu’il ne s’agisse pas de réaliser la “propagande” de la “politique impériale russe”, ce qui est interdit. Enfin, une exception notable sont “les sites du patrimoine mondial” de l’UNESCO, préservant ainsi de la dérusification d’importants pans de l’héritage russe en Ukraine<sup>66</sup>.

*B) Le rôle des autorités locales d’après la loi “Sur la condamnation et l’interdiction de la propagande de la politique impériale russe en Ukraine et la décolonisation de la toponymie”*

Comme pour la loi sur la décommunisation, ce sont les municipalités qui sont responsables de la dérusification et, d’après le terme employé, de la décolonisation de la toponymie et des monuments. Toutefois, dans les localités concernées, cette responsabilité incombe aux administrations militaires et militaro-civiles. Celles-ci étant situées près de la ligne de front dans l’Est et dans le Sud de l’Ukraine, là où l’héritage russe est le plus prégnant, il est possible de formuler l’hypothèse que le parlement souhaite ainsi s’assurer d’une dérusification effective sous l’égide des autorités militaires, plutôt que d’attendre la fin de la guerre et le retour à des autorités locales exclusivement civiles qui pourraient rechigner à appliquer la loi. Dérusifier et ukrainiser les territoires près de la ligne de front, de fait les plus directement contestés, sont une manière d’y affirmer la souveraineté de l’Ukraine. Ces acteurs locaux ont six mois pour prendre les mesures nécessaires. Après cette période, c’est le maire qui est chargé de la dérusification et de la décolonisation, pour un délai de trois mois. Après expiration du délai, le gouverneur reprend la responsabilité, disposant aussi de trois mois. C’est le même système que pour la décommunisation, il semble donc que la Rada soit satisfaite de celui-ci. La loi appelle les gouverneurs à s’appuyer, pour les changements de nom, sur l’opinion publique mais aussi sur les experts et “l’organe exécutif central chargé de la mise en œuvre de la politique de l’État en matière de restauration et de préservation de la mémoire nationale du peuple ukrainien”, c’est-à-dire l’IUMN qui n’a pas été nommé explicitement. En outre, pour les localités devant changer de

---

<sup>66</sup> *Верховна Рада України* (2023). “Про засудження та заборону пропаганди російської імперської політики в Україні і деколонізацію топонімії”.  
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3005-20/ed20230321#Text>

nom et n'ayant pas envoyé de propositions à la Rada, celle-ci n'est plus tenue par la loi de prendre en compte l'opinion publique. En effet, le poids de l'IUMN (ou, selon la situation, de la Commission nationale des normes de la langue d'État), est désormais prépondérant, contrairement à la loi sur la décommunisation où l'IUMN n'était qu'une base de la décision parmi d'autres. La Rada n'est désormais appelée qu'à prendre en compte leurs recommandations. La pression est donc d'autant plus forte pour les municipalités ne tenant pas à changer le nom de leur ville, le risque de l'immobilisme étant de se voir imposer un nouveau nom sans être consulté.

*C) Les stratégies des municipalités face à l'impératif légal de dérusification : quelle continuité avec la décommunisation ?*

Il est possible de dire que contrairement à la décommunisation, le processus de dérusification à l'échelle municipale était déjà largement entamé lorsqu'il est devenu obligatoire. La loi "Sur la condamnation et l'interdiction de la propagande de la politique impériale russe en Ukraine et la décolonisation de la toponymie" a deux effets : forcer les municipalités soutenant de plein gré la dérusification à la mener de manière exhaustive (là où toutes les rues n'ont pas forcément été renommées, les efforts du conseil municipal se focalisant sur les lieux les plus emblématiques ou les noms les plus controversés), et obliger les municipalités réticentes à entamer la dérusification. Alors que la guerre touche désormais l'intégralité du territoire ukrainien, une telle loi permet au pouvoir central, par l'intermédiaire des gouverneurs, de faire reconnaître son autorité par l'ensemble des localités. À l'inverse, il s'agit pour les localités de confirmer leur allégeance aux autorités centrales, ou bien d'envoyer un message de défiance voire de volonté d'autonomie.

En vertu de la loi sur la condamnation de la politique russe et la décolonisation de la toponymie, plus de 20 000 noms de rues et de places et plus de 330 noms de lieux ont été modifiés et plus de 2 000 monuments ont été démantelés en l'espace d'un an, entre juillet 2023 et juillet 2024<sup>67</sup>.

Ces chiffres cachent une dérusification qui, en réalité, ne se traduit pas toujours par l'ukrainisation. La stratégie de l'acceptation de la loi, c'est-à-dire de la mise en conformité de la toponymie sans nécessairement suivre l'esprit de la loi, est commune. C'est notamment le cas au sud et à l'est, où "90%" des rues prennent le nom de fruits (abricots, cerises...) ou d'adjectifs positifs (heureuse...), autrement dit des noms idéologiquement neutres, selon l'historien, journaliste Vakhtang Kipiani, originaire de Mykolaïv. "Il s'agit d'une fuite délibérée

---

<sup>67</sup> Bogaczyk, G. (2023, 14 mars). "Ukraina: derusyfikacja objęła ok. 80 tys. nazw ulic i miejscowości oraz 5 tys. pomników". *Dzieje.pl*.  
<https://dzieje.pl/wiadomosci/ukraina-derusyfikacja-objela-ok-80-tys-nazw-ulic-i-miejscowosci-oraz-5-tys-pomnikow>

face au choix identitaire”, dénonce-t-il<sup>68</sup>. À l’évidence, son estimation est une approximation, voire une exagération, mais elle reflète bel et bien la réalité d’un phénomène de masse. Le fait est que les municipalités les plus volontaristes n’ont pas attendu l’obligation légale pour dérusifier et décoloniser. Nombre de villages, notamment au sud et à l’est, n’ont pas été actifs dans leur changement de nom, celui-ci étant décidé par la Rada, continuant la stratégie de la passivité qu’ils privilégient de par leur indifférence et leur manque de volonté. C’est aussi le cas de certaines villes. Le gouverneur de la région d’Odesa a ainsi renommé plus de 400 rues dans divers localités, après un travail impliquant des ONG et les citoyens, qui s’est donc fait à l’échelle de la région, sous l’égide du gouverneur, et non à l’échelle des municipalités<sup>69</sup>. Contrairement à la décommunisation, il ne semble pas que la stratégie de contournement ait été employée. Deux hypothèses peuvent être faites : les municipalités ont compris qu’elle était vaine, et contrairement aux noms de rue soviétiques, les noms à dérusifier et à décoloniser présentent moins d’ambiguïtés pouvant être exploitées. Enfin, des conseils municipaux ont employé la stratégie du refus, qui persiste donc sous la dérusification, tant pour des noms de rue que pour des monuments, quitte à entrer en conflit avec le pouvoir central. C’est le cas, emblématique, de la municipalité d’Odesa.

---

<sup>68</sup> *Ukrainer*. (2024, 17 juillet). “Вахтанг Кіпіані про революційні рухи і збереження досвіду боротьби українців”. <https://www.ukrainer.net/dali-vakhtanh-kipiani/>

<sup>69</sup> Сергєєва, О. (2025, 14 juin). “Дерусифікація у Білгород-Дністровському районі: 15 вулиць буде названо на честь загиблих захисників”. *Mahala*. <https://mahala.com.ua/aktualne/derusyfikatsiia-u-bilhorod-dnistrovskomu-rayoni-15-vulyts-bude-nazvano-na-chest-zahyblykh-zakhysnykiv-nbsp/>

## Partie II : Décommunisation et dérusification à Odesa de 1991 à aujourd'hui

### Chapitre 4 - Les origines de la décommunisation à Odesa et le retour à une identité de ville impériale

I) Les débuts de la décommunisation à Odesa, du dynamisme de Gourvitz aux mobilisations d'activistes

#### *A) La première vague de décommunisation à Odesa sous Gourvitz*

La ville d'Odesa possède la remarquable caractéristique d'avoir fait l'objet d'une première vague de décommunisation dès les années 1990. Certaines des rues les plus emblématiques de la ville, sont renommées dès 1991 après l'indépendance de l'Ukraine, comme la rue Karl Marx renommée rue Catherine le 20 septembre. La vague de décommunisation n'a cependant lieu qu'à partir de la seconde moitié des années 1990. L'artisan de celle-ci est le maire Édouard Gourvitz, au pouvoir de 1994 à 1998, puis de 2005 à 2010. Gourvitz est né en 1948 de parents juifs dans l'oblast de Vinnytsia, au centre-ouest de l'Ukraine. Il se distingue comme étant pro-ukrainien et anticommuniste. Au cours de son premier mandat, il entreprend de rendre à Odesa sa toponymie pré-révolutionnaire, c'est-à-dire impériale. Ainsi, en 1995, 170 rues ont été rebaptisées, et 134 d'entre elles ont repris leurs anciens noms. "Je pense que redonner leurs noms aux rues était un rétablissement de la vérité et de la justice historiques", déclare Gourvitz en 2006<sup>70</sup>. En outre, il procède au démantèlement de 148 monuments aux dirigeants de la révolution bolchévique, dont 104 à Lénine<sup>71</sup>, faisant d'Odesa l'un des foyers du *leninopad* à ses débuts, le seul en dehors de l'Ukraine occidentale. Les monuments soviétiques dédiés à la Seconde Guerre mondiale ne sont pas concernés. Selon les propos de Gourvitz, il a rencontré l'opposition des communistes, mais pas des citoyens, qui ne se sont pas mobilisés. Le maire ne semble pas avoir consulté les citoyens, mais a plutôt fait confiance dans leur capacité à comprendre ces changements, ou du moins à les tolérer. Gourvitz a cependant dû reculer

---

<sup>70</sup> Карпенко, И. (2006, février). "Гурвиц — это голова!". *Лехаим*, 166.  
<https://lechaim.ru/ARHIV/166/VZR/o05.htm>

<sup>71</sup> *Ivasi.news* (2023, 14 mars). "Першу декомунізацію в Одесі розпочав Гурвіц".  
<https://ivasi.news/ivasi-top/pervuyu-dekommunizatsiyu-v-odesse-nachal-gurvits/>

pour un temps concernant le démantèlement de la statue de Lénine place Koulikovo, une des places les plus importantes de la ville, face à l'opposition acharnée de militants communistes. Celle-ci échappe à cette toute première vague de décommunisation. Il s'agit véritablement d'une exception. Gourvitz, par une histoire qui peut apparaître anecdotique, révèle en effet sa détermination à décommuniser la ville. L'ancien maire a ainsi expliqué dans une interview qu'après les changements toponymiques qu'il a effectué, le siège du SBU à Odesa s'est retrouvé rue Evreïskaïa ("rue juive"). L'antenne du SBU, service de renseignement intérieur de l'Ukraine, hérité du KGB de la RSS d'Ukraine et donc, dans les années 1990, encore exclusivement composé d'anciens membres du KGB, aurait vivement protesté, par antisémitisme. Elle aurait donc changé son adresse administrative à la rue adjacente, l'allée Griboïedov. Gourvitz explique avoir alors renommé cette allée d'après Roman Choukhevytch, leader nationaliste ukrainien ayant collaboré avec l'Allemagne nazie et dirigé la guérilla antisoviétique de l'UPA. "Nous avons rebaptisé la ruelle Griboïedov en rue Choukhevytch – l'ennemi du KGB, qui s'est battu contre les kaguébistes en Ukraine occidentale. Et maintenant, notre SBU est situé à l'angle des rues Choukhevytch et Evreyskaïa", dit-il en 1997<sup>72</sup>. Plus tard, il explique que "lorsque le siège du KGB s'est retrouvé dans une rue portant le nom d'un homme qui avait tué plusieurs agents du KGB, ils ont immédiatement compris que la rue Evreïskaïa était mieux. Voyez-vous, il y a pire que les Juifs"<sup>73</sup>. Tout l'intérêt de cette histoire est de constater que le maire d'Odesa a fait fi de l'opposition de l'appareil sécuritaire local, tenant profondément à que la ville assume son passé juif de l'époque impériale. Il ne s'agit pas de glorifier un nationaliste ukrainien lui-même antisémite et aucunement populaire à Odesa, mais d'une provocation pour affirmer sa prérogative en matière de toponymie.

Le bilan de la première décommunisation d'Odesa est donc important pour l'identité de la ville, qui retrouve nombre de ses anciens noms de rue de l'époque de l'Empire russe et se débarrasse de la plupart de ses monuments soviétiques. Il faut néanmoins souligner qu'un nombre finalement restreint de rues ont été concernées, et que l'esprit de cette décommunisation n'était pas la suppression exhaustive de toute trace de toponymie soviétique. Celle-ci reste donc encore partiellement présente à Odesa.

#### *B) Les contestations autour de la décommunisation : le cas des mobilisations en défense de la statue de Lénine place Koulikovo et du leninopad de 2014*

---

<sup>72</sup> *Zakarpattya.net.ua* (2011, 23 mars). "Шухевич в Одесі".  
<https://zakarpattya.net.ua/Blogs/85117-Shukhevych-v-Odesse>

<sup>73</sup> *Ivasi.news* (2023, 14 mars). "Першу декомунізацію в Одесі розпочав Гурвіц".  
<https://ivasi.news/ivasi-top/pervuyu-dekommunizatsiyu-v-odesse-nachal-gurvits/>

La statue de Lénine de la place Koulikovo, comme mentionné, a pu traverser les années 1990 sans être démantelée, dû aux efforts de militants notamment communistes. Haute de dix mètres et située sur l'une des places principales de la ville, c'est, à coup sûr, la plus importante statue de Lénine de la ville. Elle a été priorisée par les militants, issus du PCU et du "bloc de Natalia Vitrenko", alliance électorale pro-russe menée par la femme politique éponyme. Ceux-ci sont pour la plupart âgés, certains étant même des vétérans de la Seconde Guerre mondiale. En 2005, Gourvitz commence son deuxième mandat, et la Commission historique et toponymique du Conseil municipal d'Odesa décide de démanteler le monument. Pour cela, elle demande l'autorisation du Cabinet des ministres et de l'administration régionale de l'État, la statue de Lénine étant un monument architectural protégé par la loi. L'Ukraine étant alors dirigée par Viktor Iouchtchenko, pro-européen sensible aux questions mémorielles, le conseil municipal d'Odesa ne rencontre pas d'opposition de la part du gouvernement central. Ainsi, le comité exécutif du conseil municipal d'Odessa le 19 juin 2006 a décidé de déplacer la statue vers le parc du Komsomol de Lénine (officiellement rebaptisé en parc Savitski en 2005, mais sans que ce nom pré-révolutionnaire apparaisse dans les documents officiels ni dans les médias<sup>74</sup>). La décision est exécutée dans la nuit du 2 au 3 août 2006. Les militants opposés au déplacement de la statue occupent la place Koulikovo, mais la mairie est déterminée à leur forcer la main. Un cordon de police de près de 200 agents du ministère de l'Intérieur est déployé pour encercler la place, et de jeunes militants du mouvement nationaliste d'extrême-droite Bratstvo ("fraternité") délogent violemment les défenseurs de la statue, maltraitant également les journalistes présents, selon le portail local d'informations *Думська*. La municipalité met en avant une toute autre version, le démantèlement ayant été effectué par une entreprise privée de Kyiv et des entreprises publiques d'Odesa<sup>75</sup>.

Malgré cette défaite, le camp des défenseurs de la mémoire soviétique ne s'avère pas vaincu. *Думська* rapporte ainsi que la branche odesite du PCU a manifesté le 22 avril 2009, jour de l'anniversaire de Lénine, pour honorer ce dernier et condamner les autorités locales pour le démantèlement violent de 2006<sup>76</sup>. Surtout, le PCU de la région d'Odesa a pu prendre sa revanche grâce à son activisme juridique. Ayant contesté le démantèlement de la statue par le comité exécutif du conseil municipal d'Odesa devant le tribunal du district

---

<sup>74</sup> *Odportal.com.ua*. "Парк культури та відпочинку ім. Ленінського комсомолу".  
<https://odportal.com.ua/uliza/park/lenkom.html>

<sup>75</sup> *Dumskaya.net* (2013, 7 novembre). "Головний Ленін Одеси повертається на Куликове поле".  
<https://dumskaya.net/news/glavnyj-lenin-odessy-vernetsya-na-kulikovo-pole--030615/ua/>

<sup>76</sup> *Dumskaya.net* (2009, 22 avril). "Ленін в очередной ссылке".  
[https://dumskaya.net/news/miting\\_kommunistov-001628/ua/](https://dumskaya.net/news/miting_kommunistov-001628/ua/)

Primorsky, il obtient gain de cause auprès de ce dernier en novembre 2013<sup>77</sup>. L'indépendance de la justice en Ukraine étant déficiente de manière systémique<sup>78</sup>, et ce a fortiori sous la présidence du pro-russe Viktor Ianoukovitch, le contexte politique permet d'expliquer cette décision de justice. Peut-être grisé par cette victoire, le secrétaire du comité régional d'Odesa du Parti communiste ukrainien, Evgueni Tsarkov, a déclaré en janvier 2014 en plein *leninopad* que le le PCU comptait restaurer tous les monuments à Lénine détruits dans la région d'Odesa. Cela semble une hypothèse sérieusement envisageable pour la journaliste de l'agence d'informations *Контекст-Причорномор'я* Maria Kotova, qui se félicite que "les habitants d'Odessa [...] ne se soient pas lancés dans une guerre contre les monuments"<sup>79</sup>. Tel est donc l'état d'esprit, début 2014, des tenants de la mémoire soviétique à Odesa.

2014 est pourtant l'année où la nouvelle vague de *leninopad* suscitée par l'Euromaïdan atteint la ville. Dans la nuit du 6 au 7 février, la statue, déjà étudiée, du parc du Komsomol de Lénine est recouverte de tags nationalistes, glorifiant notamment l'OUN-UPA<sup>80</sup>. La mairie nettoie ces graffitis immédiatement<sup>81</sup>, signe de son attachement au monument et de son opposition aux militants nationalistes ukrainiens. Par la suite, le 23 février, la même statue est aspergée de peinture rouge, une autre statue de Lénine dans le parc étant décapitée<sup>82</sup>.

En fin d'année 2014, le *leninopad* reprend de plus belle à Odesa. Le 6 novembre, la branche de Svoboda dans la région d'Odesa rapporte, sans les revendiquer, la décapitation d'une statue de Lénine ainsi que la disparition d'une statue du maréchal de la Seconde Guerre mondiale Joukov<sup>83</sup>. Dans la nuit du 30 novembre, Svoboda détruit une statue de Lénine dans le nord de la ville<sup>84</sup>. En outre, le 5 décembre, une statue de Karl Marx

---

<sup>77</sup> *Dumskaya.net*. (2013, 7 novembre). "Головний Ленін Одеси повертається на Куликове поле". <https://dumskaya.net/news/glavnyi-lenin-odessy-vernetsya-na-kulikovo-pole--030615/ua/>

<sup>78</sup> Gobert, S. (2024). *L'Ukraine, la République et les oligarques. Comprendre le système ukrainien*. Tallandier.

<sup>79</sup> *Контекст-Причорномор'я* (2014, 13 février). "По Южной Пальмире — ленинским путем". <https://prichernomorie.com.ua/odessa/monitorings/2014-02-13/173606.php>

<sup>80</sup> *Український тиждень* (2014, 7 février). "В Одесі вночі розмалювали пам'ятник Леніну, а комунальники вдень очистили його".

<https://tyzhden.ua/v-odesi-vnochi-rozmaliuvaly-pam-iatnyk-lieninu-a-komunalnyky-vden-ochystyly-joho/>

<sup>81</sup> *Gazeta.ua* (2014, 7 février). "В Одесі невідомі розмалювали пам'ятник Леніну".

<https://gazeta.ua/articles/np/v-odesi-nevidomi-rozmalyuvali-pamyatnik-leninu/540818>

<sup>82</sup> *Комсомольская правда*. (2014, 23 février). "В Одессе и области повредили еще четыре памятника Ленину".

<https://web.archive.org/web/20151119074654/http://kp.ua/politics/440418-v-odesse-y-oblasty-povredyly-esche-chetyre-pamiatnyka-lenynu>

<sup>83</sup> *Dumskaya.net* (2014, 6 novembre). "Ночью в пригороде Одессы обезглавили памятник Ленину, а на Таирова похитили бюст Жукова".

<https://dumskaya.net/news/nochyu-v-prigorode-odessy-obezglavili-pamyatnik--040644/ua/>

<sup>84</sup> *Радіо Свобода* (2014, 30 novembre). "В Одесі зруйнували пам'ятник Леніну".

<https://www.radiosvoboda.org/a/26717731.html>

disparaît<sup>85</sup>. Tous ces événements montrent la détermination des militants pro-ukrainiens à opérer une décommunisation par le bas, alors même que la population odesite y est opposée et qu'il n'y a encore aucune obligation légale. Face au refus des autorités de poursuivre la décommunisation entamée par Gourvitz, ils l'imposent eux-mêmes.

## II) La reconstruction d'une identité de ville impériale

En parallèle de cette décommunisation remise en cause mais effective qui la distingue du reste du pays, Odesa remet en valeur son passé impérial. La décommunisation s'accompagne d'un retour à l'héritage de l'Empire russe, vu comme l'âge d'or de la ville. Commence un processus de reconstruction d'une identité de ville impériale, non dans le sens où Odesa se voit comme partie d'un empire dirigé, en l'occurrence, depuis Moscou, mais par la perception d'un lien de filiation avec l'Empire russe.

### *A) Reconstruire la statue de Catherine II*

Ce processus s'illustre par la reconstruction de la statue de Catherine II. D'après l'historiographie classique qui a longtemps prédominé sous l'Empire russe et sous l'URSS, et qui persiste dans la période post-soviétique, Odessa a été fondée par Catherine II (1729-1796). L'impératrice russe décide en effet de la fondation de la ville en 1794, sur le site de la forteresse de Khadjibeï, prise aux Ottomans, et autrefois contrôlée par les cosaques. À l'occasion du centenaire de la fondation de la ville dans les années 1890, les autorités locales initient la construction d'une statue à Catherine II. Celle-ci est achevée en 1900. Outre Catherine, y figurent en-dessous d'elle José de Ribas, François Sainte de Wollant, Platon Zoubov et Grigori Potemkine, tous artisans de l'implantation de l'Empire russe dans l'actuelle Ukraine du Sud. La statue se situe place Catherine, du nom d'une église en l'honneur de Catherine d'Alexandrie dont la construction était planifiée au début du XIXème siècle. Celle-ci n'ayant jamais abouti, le nom de la place est avant associé à celui de l'impératrice. Se trouvant au cœur du centre-ville, elle est, avec Koulikovo, l'une des places les plus importantes de la ville<sup>86</sup>. La révolution russe et la guerre civile ont raison de cette première statue en 1917. Les bolchéviques la remplacent par un monument à Karl Marx, et la place Catherine est renommée place Karl Marx. En 1965, un nouveau

---

<sup>85</sup> *Волнорез* (2014, 5 décembre). "В Одессе бесследно исчез ученый". <https://web.archive.org/web/20160305043940/http://volnorez.com.ua/novosti/v-odesse-bessledno-ischez-uchenyj.html>

<sup>86</sup> Durand, O. (2022). The Statue of Catherine II 'the Great' or the Monument to the Odessa Founders. *Contested histories*, #177, p. 9. [https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X\\_Catherine-the-Great\\_Ukraine.pdf](https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X_Catherine-the-Great_Ukraine.pdf)

changement a lieu, un monument aux mutins du cuirassé *Potemkine* succédant à la statue de Marx, et la place prenant le nom de Potemkine en l'honneur des auteurs de la mutinerie de 1905.

Les changements opérés lors de l'époque post-soviétique s'inscrivent donc à la suite d'une histoire mouvementée. La volonté du maire, Édouard Gourvitz, est somme toute simple : revenir à la toponymie impériale pour effacer les traces d'une influence soviétique perçue comme néfaste pour la ville. Outre la toponymie (la place Potemkine redevient place Catherine), il y a la question des monuments, et, assurément, le monument à Catherine II est le symbole par excellence d'une Odesa défigurée par la période soviétique. Dès 1995, le conseil municipal, sous la direction de Gourvitz, établit des plans pour reconstruire la statue à partir des restes de l'ancienne, endommagée par les bolchéviques. Le président Léonid Koutchma (1994-2005) aurait néanmoins pesé pour empêcher la construction de la statue d'après Olivia Durand, qui ne mentionne cependant pas les raisons de son opposition<sup>87</sup>. Le projet est relancé en 2006, le conseil municipal d'Odesa décidant de prendre des dispositions pour déplacer le monument honorant les marins du *Potemkine*<sup>88</sup>. Ce dernier change d'emplacement sans susciter d'importantes contestations, à l'instar de la quasi-totalité des autres monuments soviétiques. En 2007, le conseil municipal vote la décision "Sur la restauration et l'amélioration complètes de la place Catherine à Odesa avec la restauration de son aspect historique"<sup>89</sup>, qui est la base légale de la reconstruction du monument. Celui-ci est nommé "monument aux fondateurs d'Odessa", pour ne pas mettre en avant spécifiquement Catherine II, bien plus controversée en Ukraine que les autres figures historiques représentées. La mise en valeur du passé impérial plutôt que soviétique de la ville s'inscrit dans une vision ambitieuse pour les défenseurs du monument, qui veulent inscrire le centre-ville d'Odesa au patrimoine mondial de l'UNESCO<sup>90</sup>.

La décision d'honorer par un monument une figure de l'Empire russe suscite une opposition virulente de la part du camp de la mémoire nationale (pro-européens et nationalistes). Parmi les opposants, on retrouve des militants nationalistes, dont ceux du parti Svoboda, des "cosaques" (activistes reprenant les traditions, ici, des cosaques zaporogues), venant notamment de Kharkiv, et des militants du parti de Viktor Iouchtchenko "Notre Ukraine". Ce dernier s'est lui-même exprimé contre la statue. L'ensemble de ces

---

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *Одеська міська рада* (2006). "Рішення Одеської міської ради № 97-V від 27.06.2006 Про переміщення пам'ятки місцевого значення – пам'ятника «Потьомкінцям – нащадки»". <https://omr.gov.ua/ua/acts/council/2285/>

<sup>89</sup> *Одеська міська рада* (2007). "Рішення Одеської міської ради №1401-V від 04.07.2007р. Про комплексну реставрацію та благоустрій Катерининської площі м. Одеси з відтворенням її історичного вигляду". <https://omr.gov.ua/ua/acts/council/8591/>

<sup>90</sup> Durand, O. (2022). The Statue of Catherine II 'the Great' or the Monument to the Odessa Founders (p. 9) *Contested histories*, #177, p. 9. [https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X\\_Catherine-the-Great\\_Ukraine.pdf](https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X_Catherine-the-Great_Ukraine.pdf)

acteurs estiment que Catherine II est le symbole de l'assujettissement de l'Ukraine par les tsars russes. En conséquence, ils font tout pour empêcher l'inauguration de la statue. Un mois avant la date prévue de l'inauguration, ils construisent une croix orthodoxe sur l'emplacement vide pour prévenir l'installation de la statue. Leur résistance décale de deux mois la date prévue d'inauguration de la statue, et provoque des tensions dans la ville. Certains cosaques menacent de détruire la statue, ce à quoi la mairie répond en envisageant une surveillance 24 heures sur 24 de la statue<sup>91</sup>. Gourvitz dénonce les manifestations des opposants à la statue comme du "pur hooliganisme"<sup>92</sup>. Il faut souligner que les opposants, et notamment les cosaques, viennent d'autres villes d'Ukraine. Les cosaques d'Odesa pour la plupart ne s'y opposent pas<sup>93</sup>. De fait, d'après un sondage cité par *Reuters*, la municipalité dispose d'un fort soutien pour remettre en place le monument à Catherine II<sup>94</sup>. Celui-ci est finalement inauguré en octobre 2007 sans heurts majeurs.

#### B) "Odessa est une ville russe" : récits et mobilisations identitaires à Odessa (2007-2013)

En réhabilitant ainsi le passé impérial, Odesa va à contre-sens du reste de l'Ukraine où, si le passé soviétique est débattu, la question de l'époque impériale n'est pas un sujet. C'est donc une particularité locale propre à Odesa, bien qu'elle existe aussi en Crimée<sup>95</sup>. Une dynamique de russification se met en marche, portée par des récits et des mobilisations auxquelles s'opposent des activistes favorables à l'ukrainisation. La fin des années 2000 voit ainsi l'émergence de mouvements d'extrême-droite rivaux à Odesa, avec un camp pro-russe et un camp pro-ukrainien. En août 2009 est créé le "Comité de défense d'Odesa", qui entend s'opposer "aux tentatives de fascisation d'Odesa", "aux organisations de type nazi", ainsi qu'à "l'impérialisme, le séparatisme et l'ingérence illégale de certains États dans nos affaires, notamment la Russie et la Roumanie". Dans les faits, cette organisation cite comme adversaires "Rodina [...] Dozor, l'Unité slave, l'Union des cosaques de Bohdan Khmelnytsky, le Parti communiste d'Ukraine, le [...] et la chaîne de télévision ATV [chaîne locale russophone possédée par l'homme d'affaires et président de Rodina Igor Markov]", autant

---

<sup>91</sup> Herlihy, P. (2008). How Ukrainian is Odesa?. Dans Ramer, S. C., Ruble, B. A. & Kennan Institute, *Place, identity, and urban culture: Odesa and New Orleans* (pp. 19-26). Woodrow Wilson International Center for Scholars. <https://www.files.ethz.ch/isn/92652/op301.pdf>

<sup>92</sup> Popeski, R. (2007, 30 août). "Catherine the Great sparks Cossack ire". *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/world/catherine-the-great-sparks-cossack-ire-idUSL22107756/>

<sup>93</sup> Durand, O. (2022). The Statue of Catherine II 'the Great' or the Monument to the Odessa Founders (p. 10). *Contested histories*, #177. [https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X\\_Catherine-the-Great\\_Ukraine.pdf](https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X_Catherine-the-Great_Ukraine.pdf)

<sup>94</sup> Popeski, R. (2007, 30 août). "Catherine the Great sparks Cossack ire". *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/world/catherine-the-great-sparks-cossack-ire-idUSL22107756/>

<sup>95</sup> *Belga* (2008, 15 juin). "Une statue de Catherine II déchaîne les passions à Sébastopol". *RTBF*. <https://www.rtf.be/article/une-statue-de-catherine-ii-dechaîne-les-passions-a-sebastopol-5264433>

d'entités pro-russes dont il appelle à l'interdiction. Le Comité de défense d'Odesa ne vise pas les formations nationalistes ukrainiennes telles Svoboda ou Bratstvo. Son président est Serhiy Gutsalyuk, lui-même activiste cosaque. Ce comité est donc une partie intégrante du milieu nationaliste ukrainien à Odesa<sup>96</sup>. Il fait le constat d'une montée de l'influence russe dans la ville, un diagnostic pouvant être attesté au vu de plusieurs éléments. Tout d'abord, en ce qui concerne le contrôle de "la rue", les militants nationalistes ukrainiens paraissent de plus en plus dépassés par leurs adversaires pro-russes. La ville d'Odesa est en effet concernée par le développement du nationalisme xénophobe russe dans les années 2000. Celui-ci est incarné par la "marche russe" (*русский марш*), manifestation ethno-nationaliste annuelle organisée dans les villes russes prenant généralement place le 4 novembre, Jour de l'Unité nationale en Russie. Le 4 novembre 2009, la marche russe se décline à Odesa, avec une centaine de participants issus des mouvements Unité slave et Dozor, des cosaques et des "patriotes russes", d'après le récit d'un participant, lui-même venu à Odesa spécialement pour l'événement. Parmi les slogans entendus, il rapporte l'explicite "Odessa est une ville russe". Selon lui, n'y avait qu'une dizaine de contre-manifestants<sup>97</sup>. Quelques semaines plus tard, le 21 novembre, une nouvelle marche nationaliste a lieu, cette fois-ci pro-ukrainienne. Celle-ci ne rassemble qu'une cinquantaine de participants<sup>98</sup>, montrant l'infériorité numérique des organisations pro-ukrainiennes. Cette fin d'année 2009, en raison, supposément, des élections locales et présidentielles de 2010 se rapprochant, est un moment d'effervescence à Odesa. Une manifestation plus *mainstream* d'opposants à Gourvitz venus soutenir la chaîne pro-russe ATV contre les pressions de la mairie rassemble le 28 novembre 4 000 à 5 000 participants. Les Comité de défense d'Odesa et Odesa libre, autre organisation pro-ukrainienne, soutiennent le maire Gourvitz et assistent les forces de l'ordre pour empêcher que la manifestation se tienne devant le conseil municipal<sup>99</sup>. Elles sont néanmoins clairement minoritaires face aux manifestants pro-russes.

La dynamique de la rue se confirme dans les urnes. Premièrement, Ianoukovitch accède à la présidence avec le soutien d'une très grande majorité des habitants de l'oblast d'Odesa. Surtout, en novembre, Édouard Gourvitz perd les élections municipales par une marge de 20%. Le nouveau maire est Oleksiy Kostoussev, le candidat du Parti des

---

<sup>96</sup> *Dumskaya.net* (2009, 26 août). "«Комитет обороны Одессы» от национализма будет бороться сам с собой?".

[https://dumskaya.net/news/Komitet\\_oborony\\_Odessa\\_ot\\_nacionalizma\\_budet\\_bor-002715/ua/](https://dumskaya.net/news/Komitet_oborony_Odessa_ot_nacionalizma_budet_bor-002715/ua/)

<sup>97</sup> Крылов, О. (2009, 8 Novembre). "Русский марш в Одессе 2009". *Anywhere but Home*.

<https://kryl-87.livejournal.com/3133.html>

<sup>98</sup> *Dumskaya.net* (2009, 21 novembre). "В Одессе прошел очередной Марш националистов — теперь трезвых и некурящих". <https://dumskaya.net/news/Nacionalisty-004296/ua/>

<sup>99</sup> *Dumskaya.net* (2009, 28 novembre). "Возле Дюка состоялся грандиозный митинг оппозиции". [https://dumskaya.net/news/Miting\\_v\\_zaschitu\\_svobody\\_slova\\_u\\_Dyuka/ua/](https://dumskaya.net/news/Miting_v_zaschitu_svobody_slova_u_Dyuka/ua/)

régions<sup>100</sup>. Celui-ci mène une politique de russification, sur tous les plans. Une des premières décisions du nouveau conseil municipal, dès décembre 2010, est d'ajouter l'étoile de "ville-héros" sur le drapeau d'Odesa. La ville a en effet reçu sous l'URSS le statut de "ville-héros" pour sa résistance aux forces de l'Axe pendant la "Grande Guerre patriotique". Cela lui donne le droit d'arborer cette étoile à cinq branches, symbole soviétique. L'Ordre de Lénine dont dispose aussi la ville est également remis en avant à l'hôtel de ville<sup>101</sup>. En 2011, une délégation d'Odesa participe à une visite officielle dans la région séparatiste moldave de Transnistrie, voisine de la ville, avec une composante mémorielle. La délégation a en effet pris part à la cérémonie de réinhumation des cendres du général de l'armée impériale russe Foma Louzanov, d'après qui est nommé un quartier d'Odesa. Le passé impérial commun avec l'entité séparatiste et, par extension, avec la Russie, est ainsi mis en avant<sup>102</sup>. La toponymie, en outre, subit ce qui pourrait être qualifié de désukrainisation, avec un retour à la toponymie impériale pour des rues nommées d'après des figures ukrainiennes<sup>103</sup>. Sur le plan linguistique, le conseil municipal d'Odesa profite en 2012 de la législation introduite par le Parti des régions pour officialiser la langue russe dans l'administration et les services publics locaux<sup>104</sup>. C'est une défaite majeure pour les partisans de l'ukrainisation, voyant impuissants l'ukrainien perdre son statut de seule langue administrative.

Ce processus de russification mémorielle et linguistique de la ville, associée dans une certaine mesure à la remise en place de symboles soviétiques, connaît un violent coup d'arrêt le 2 mai 2014. Les grandes tensions dans la ville ayant suivi la Révolution de la Dignité, au moment du déclenchement de la guerre du Donbass, débouchent sur les affrontements du 2 mai entre militants pro-ukrainiens et militants pro-russes. 48 personnes y trouvent la mort, dont 42 militants pro-russes tués dans l'incendie de la maison des syndicats. Si pour l'ensemble des Odesites, ce jour est un traumatisme, pour les militants nationalistes impliqués, il s'agit d'une victoire, le camp des pro-russes place Koulikovo ayant été démantelé avec succès<sup>105</sup>. Le 2 mai 2014 marque la fin du militantisme pro-russe "de

---

<sup>100</sup> *RBC.ua* (2010, 5 novembre). "ГИК Одессы: А.Костусев победил на выборах мэра города". <https://daily.rbc.ua/rus/show/a-kostusev-nameren-smenit-dolznost-glavy-amku-na-post-05112010102500>

<sup>101</sup> *Dumskaya.net* (2010, 6 décembre). "Депутаты вернут Звезду Героя на герб и флаг Одессы, и не забудут об Ордене Ленина". [https://dumskaya.net/news/Deputaty\\_vernut\\_Zvezdu\\_Geroya\\_na\\_gerb\\_i\\_flag\\_Ode-009922/ua/](https://dumskaya.net/news/Deputaty_vernut_Zvezdu_Geroya_na_gerb_i_flag_Ode-009922/ua/)

<sup>102</sup> *Dumskaya.net* (2011, 5 mai). "Одесский горсовет вступил в официальные отношения с Приднестровьем". <https://dumskaya.net/news/Odesskij-gorsovet-vstupil-v-oficialnye-otnosheni-012424/ua/>

<sup>103</sup> Ковальов, П. (2013, 10 janvier). "Вигнання українства...". *Газета «День»*. <https://day.kyiv.ua/article/polityka/vyhnyannya-ukrayinstva>

<sup>104</sup> *Dumskaya.net* (2012, 13 août). "Русский язык стал региональным в Одессе без акций протеста: националисты ошиблись адресом". <https://dumskaya.net/news/russkij-yazyk-stal-regionalnym-v-odesse-bez-akci-021125/ua/>

<sup>105</sup> Amos, H. (2015, 30 avril). "'There was heroism and cruelty on both sides': the truth behind one of Ukraine's deadliest days". *The Guardian*.

rue” et de la violence d’activistes pro-russes, Odesa restant sous contrôle ukrainien et ceux-ci risquant désormais d’être sévèrement réprimés. Le renversement du rapport de force dans la rue est illustré par l’échec de la marche du “Jour de l’Unité” le 4 novembre. Celle-ci, intitulée “marche de Catherine” devait voir les activistes pro-russes défiler jusqu’au monument des fondateurs de la ville pour y déposer des fleurs. Au matin, on découvre la statue aspergée de peinture<sup>106</sup>. Une douzaine seulement de militants pro-russes sont présents. Sur la demande des forces de l’ordre, ils se dispersent, devant faire face à une centaine de militants pro-ukrainiens. Finalement, ce sont ces derniers qui organisent une marche<sup>107</sup>. Les militants nationalistes sortent donc renforcés des sanglants événements de mai 2014<sup>108</sup>. Les affrontements sur le plan identitaire à Odesa sont désormais disputés entre la mairie, dirigée par le pro-russe Guennadi Troukhanov, élu le 27 mai 2014 face à Gourvitz<sup>109</sup>, et les militants pro-ukrainiens alliés au pouvoir central.

---

<https://www.theguardian.com/world/2015/apr/30/there-was-heroism-and-cruelty-on-both-sides-the-truth-behind-one-of-ukraines-deadliest-days>

<sup>106</sup> *Balkanist*. (2015, 30 avril). “History revisited: criminalizing communist symbols and sympathies in Ukraine”. <https://balkanist.net/history-revisited-criminalizing-communist-symbols-sympathies-ukraine/>

<sup>107</sup> *Українська правда* (2014, 4 novembre). “Проросийский марш в Одессе провалился”. <https://www.pravda.com.ua/rus/news/2014/11/4/7043218/>

<sup>108</sup> Vitkine, B. (2015, 2 mai). “Odessa, un an après le drame du 2 mai”. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai\\_4626395\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai_4626395_3214.html)

<sup>109</sup> Демидова, О. (2014, 27 mai). “Мэром Одессы избран Геннадий Труханов”. *Deutsche Welle*. <https://www.dw.com/ru/мэром-одессы-избран-геннадий-труханов/a-17664785>

## Chapitre 5 - La décommunisation à Odesa (2015-2022) : un processus contesté

### I) Le conseil municipal face à la décommunisation

#### A) Une décommunisation partiellement acceptée

De par la construction d'une identité de ville impériale sous Gourvitz et Kostoussev, et une décommunisation déjà entamée, Odesa n'a pas été en opposition complète avec la loi de décommunisation de la toponymie et des monuments de 2015. Pour le militant de la branche odesite de Jeunesse solidaire (l'aile jeune du parti Solidarité européenne, le parti de Petro Porochenko) Mykola Skorobogatkо, Guennadi Troukhanov a plutôt bien accepté la décommunisation. De fait, il ne s'y oppose pas frontalement. Le conseil municipal débute timidement en rebaptisant dix rues et un parc en décembre 2015<sup>110</sup>. En avril 2016, il renomme lui-même une cinquantaine de noms de rue. Les nouveaux noms sont cependant loin d'honorer le mouvement de libération nationale ukrainien comme l'aurait désiré l'IUMN. Certains rendent hommage à des figures de l'Odessa soviétique. Sont ainsi honorés le cinéaste soviétique Sergueï Eisenstein, réalisateur du *Cuirassé Potemkine* qui a immortalisé l'escalier Richelieu, ou bien le joueur d'échecs soviétique Efim Geller, né à Odessa. Ces personnalités ont en commun d'incarner les réalisations et aspects de l'époque soviétique perçus comme positifs et de ne jamais avoir été membres du PCUS, ce qui les protège de la loi de décommunisation, qui n'est donc pas synonyme de désoviétisation. Comme, jusqu'en 2023, il n'y a aucune interdiction de nommer des noms de rue d'après des figures de l'Empire russe, le conseil municipal rend aussi hommage à des personnalités de l'époque impériale. C'est le cas du diplomate de l'Empire russe et écrivain d'origine moldave Alexandre Stourdza, qui a passé la fin de sa vie à Odessa, ou encore de l'historien odesite Apollon Skalkowski. Celui-ci a eu un conflit avec le poète national ukrainien Taras Chevtchenko pour avoir refusé de glorifier les haïdamaks, bandes armées irrégulières au XVIIIème siècle valorisées par l'historiographie du mouvement national ukrainien<sup>111</sup>. À travers ces exemples, il apparaît clairement que le conseil municipal se conforme à la loi

---

<sup>110</sup> *Dumskaya.net*. (2015, 4 mai). "Декомунізація в Одесі: переіменують 10 вулиць і 10 площадей".

<https://dumskaya.net/news/dekommunizaciya-v-odesse-pereimenuyut-10-ulic-i-053291/ua/>

<sup>111</sup> Новікова, Л. В. (2016, 3 décembre). "Т. Г. ШЕВЧЕНКО ПРОТИ А. О. СКАЛЬКОВСЬКОГО ЯК ІСТОРИКА ГАЙДАМАЧЧИНИ: ДО ІСТОРІЇ ПОЯВИ ТА ФУНКЦІОНУВАННЯ ОДНІЄЇ ІСТОРИОГРАФІЧНОЇ ОЦІНКИ (МІФУ?)". *Записки історичного факультету*.  
<http://zif.onu.edu.ua/article/view/62255>

sans en adopter l'esprit<sup>112</sup>. Il décommunise sans désoviétiser pleinement et en poursuivant le retour à l'identité de l'Odesa impériale.

L'acceptation partielle du processus de décommunisation à Odesa se traduit aussi par la mise en place de consultations publiques. Les habitants s'y montrent en grande majorité hostiles aux changements de noms proposés<sup>113</sup>. En cela, la modération de la mairie dans son application de la loi est à expliquer non seulement par la vision de Guennadi Troukhanov, mais aussi par la pression de l'opinion publique, qui, loin d'être convaincue par le bien fondé de la loi de décommunisation, s'oppose majoritairement au déroulement du processus. Certains noms de rue sont cependant décommunisés avec l'approbation du public, à l'instar de la rue Krasnoslobodskaya, renommée en l'honneur des Justes parmi les Nations d'Odesa<sup>114</sup>.

Si une décommunisation "négative" suscite peu d'adhésion, la municipalité a cependant pris l'initiative, sans pression de la part d'autres acteurs et aucune obligation légale contraignante, de mettre en avant l'histoire de la Grande Terreur de 1937-1938 et de commémorer ses victimes odessites sur son site internet<sup>115</sup>. Cela montre que le conseil municipal n'a pas l'intention de glorifier le système soviétique ou de réhabiliter Staline, comme c'est le cas en Fédération de Russie, notamment à l'échelle locale, et dans les républiques populaires autoproclamées de l'Est de l'Ukraine. Son attachement à l'époque soviétique est plus modéré : celle-ci constitue une partie de l'identité de la ville, qu'il rechigne à effacer, mais sans nostalgie. L'époque "dorée" d'Odesa est en effet, pour Guennadi Troukhanov et ses partisans, l'époque impériale.

### *B) Une exception appréciée : la préservation de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale*

La mairie, avec le soutien de la majorité de la population, s'efforce de préserver la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. La loi sur la condamnation des symboles communistes et nazis contient une exception pour les symboles "liés à la résistance et à l'expulsion des occupants nazis d'Ukraine". C'est donc une sorte de vide juridique dans la décommunisation dans lequel elle s'engouffre sans hésitation. Il lui permet de préserver

---

<sup>112</sup> *LB.ua* (2016, 27 avril). "Одеса провела декомунізацію".

[https://lb.ua/news/2016/04/27/334006\\_odessa\\_provela\\_dekommunizatsiyu.html](https://lb.ua/news/2016/04/27/334006_odessa_provela_dekommunizatsiyu.html)

<sup>113</sup> *Трасса Е-95* (2016, 10 mars). "Общественные слушания по переименованию улиц прошли в Одессе".

<https://trassae95.com/all/search/2016/03/10/obcshestvennye-slushaniya-po-pereimenovaniyu-ulic-pro-shli-v-odesse-29642.html>

<sup>114</sup> *Dumskaya.net* (2021, 29 octobre). "Участники общественных слушаний проголосовали за переименование Краснослободской в честь Праведников мира".

<https://dumskaya.net/news/odessity-progolosovali-za-pereimenovanie-krasnos-154119/ua/>

<sup>115</sup> *Одеська міська рада*. "Великий терор 1937-1938 рр".

<https://omr.gov.ua/ru/odessa/about/stranici-istorii/bolshoy-terror-1937-1941-gg/>

l'étoile de "ville-héros" sur le drapeau d'Odesa et son emblème officiel. En juin 2025, ce symbole est toujours présent. Un autre exemple frappant de l'utilisation de cette exploitation est le retour de la statue au maréchal Joukov en septembre 2015. Une telle décision est en contradiction totale avec l'esprit des lois de décommunisation, qui visent à promouvoir une mémoire nationale et européenne de la Seconde Guerre mondiale et à ne plus glorifier le régime soviétique. Néanmoins, elle est a priori légale, et le conseil municipal n'est pas inquiété par le pouvoir central pour cette statue. Au cours de son deuxième mandat, en 2019 et en 2020, d'après le site de la mairie, Guennadi Troukhanov a continué à célébrer le 9 mai, "Jour de la Victoire", fête soviétique qui subsiste après les lois de décommunisation de 2015. Il respecte la terminologie de la loi en utilisant la nouvelle expression officielle, "Seconde Guerre mondiale" et non plus "Grande Guerre patriotique"<sup>116</sup>. Lors de son allocution de 2020, signe de son indépendance vis-à-vis des directives du pouvoir central, il s'exprime encore en russe<sup>117</sup> malgré son statut d'élu et le contexte officiel qui devraient, théoriquement, lui faire préférer la langue de l'État. Il n'y a ainsi pas d'alignement complet sur le pouvoir central. Par la suite, le 9 mai 2022, Odesa est la cible de tirs de missiles de la Fédération de Russie. Troukhanov, dont les positions traditionnellement pro-russes ne l'ont pas empêché de dénoncer l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, condamne alors le "monde russe" qui aurait "félicité la ville-héros d'Odesa à l'occasion du 9 mai en tirant 7 missiles sur elle". La symbolique soviétique de la Seconde Guerre mondiale, avec la mise en avant du statut de ville-héros<sup>118</sup>, est ainsi opposée au "monde russe"<sup>119</sup>. La municipalité d'Odesa, par sa politique mémorielle de décommunisation limitée, émerge donc comme un producteur autonome de récits dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne.

## II) Par le bas et par le haut : la double pression des activistes et du gouverneur

Cette décommunisation limitée d'Odesa est contestée à la fois par les activistes pro-ukrainiens de la ville et le gouverneur, chef de l'administration régionale.

### A) Les activistes de la décommunisation et la décommunisation par le bas à Odesa

---

<sup>116</sup> *Одеська міська рада* (2019, 10 mai). "9 травня Одесі: тисячі квітів біля монументів Слави, фронтовий привал і святковий феєрверк. Фото". <https://omr.gov.ua/ua/news/215652>

<sup>117</sup> *Одеська міська рада* (2020, 9 mai). "Мер Одеси Геннадій Труханов вітає одеситів з Днем Перемоги. Відео". <https://omr.gov.ua/ua/news/219642>

<sup>118</sup> Ce statut est répliqué en Ukraine en 2022 avec le statut de "ville-héros d'Ukraine", qui est notamment accordé à Mykolaïv, dont la résistance empêche les troupes russes d'envahir l'oblast d'Odesa. Odesa n'est donc pas le théâtre d'une bataille et ne dispose pas de ce nouveau statut.

<sup>119</sup> *Одеська міська рада* (2022, 10 mai). "«русский мир» поздравил Город-герой Одессу с 9 Мая, выпустил по нему 7 ракет. Фото, видео". <https://omr.gov.ua/ru/news/227879/>

Les groupes nationalistes pro-ukrainiens précédemment étudiés, confortés par la législation sur la décommunisation d'avril 2015, ont désormais la loi de leur côté pour faire pression sur la mairie d'Odesa. Ils continuent toutefois à agir en dehors du cadre légal. Le 13 juin 2015, des militants de Secteur droit, d'Automaïdan, d'Autodéfense et de l'Assemblée de sécurité citoyenne occupent et saccagent les locaux du PCU à Odesa. Y trouvant des symboles communistes, désormais illégaux mais avant tout illégitimes à leurs yeux, ils les brûlent<sup>120</sup>. "La justice contre la loi", explique le chef de l'Assemblée de sécurité citoyenne Mark Gordienko au journaliste du *Monde* Benoît Vitkine pour justifier sa propre illégalité<sup>121</sup>. Ces militants nationalistes doivent relever le défi des consultations publiques, qui risquent de légitimer une autre vision de la décommunisation que la leur, voire de légitimer la lenteur et la modération du processus de décommunisation. Certains participent directement à ces processus dans l'espoir de les influencer. En mars 2016, un représentant du "Corps civil Azov" propose ainsi lors d'une consultation publique de renommer une rue d'après Roman Choukhevytch. Sans surprise, sa proposition est rejetée<sup>122</sup>. En août 2016, les activistes nationalistes interrompent une consultation organisée par la mairie qui devait réétudier les changements de noms effectués par le gouverneur, Mikheil Saakachvili<sup>123</sup>, après l'expiration des délais accordés à la municipalité. Cette consultation est reportée à décembre. En décembre, les militants la perturbent à nouveau, jusqu'à prendre le contrôle : c'est Sergueï Sternenko, chef de Secteur droit à Odesa, qui préside la consultation, et non la personnalité prévue par la Commission historique et toponymique. Dans ces conditions, les changements de Saakachvili sont validés par une majorité de personnes présentes. Cependant, la mairie ne considère que pas que l'audience ait eu lieu<sup>124</sup>. Le pouvoir de nuisance des activistes, de par le contrôle physique de facto de l'espace public, est donc concret. Le conseil municipal trouve toutefois la parade dans la numérisation de la consultation en 2017. Le passage au numérique n'arrête pas les militants de la décommunisation qui reste un enjeu physique de contrôle symbolique de l'espace public. Les dégradations de monuments continuent, sans vraie répression. La statue de Joukov réinstallée en 2015 est retirée de son piédestal et vandalisée le 24 août 2017, jour de l'indépendance, par un groupe de militants nationalistes

<sup>120</sup> РБК-Україна (2015, 13 juin). "В Одессе "Правый сектор" занял офис КПУ".

<https://www.rbc.ua/rus/news/odessa-pravyi-sektor-zanyal-ofis-kpu-1434181378.html>

<sup>121</sup> Vitkine, B. (2015, 2 mai). "Odessa, un an après le drame du 2 mai". *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai\\_4626395\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai_4626395_3214.html)

<sup>122</sup> *Трасса E-95* (2016, 10 mars). "Общественные слушания по переименованию улиц прошли в Одессе".

<https://trassae95.com/all/search/2016/03/10/obcshestvennye-slushaniya-po-pereimenovaniyu-ulic-proshli-v-odessa-29642.html>

<sup>123</sup> *Dumskaya.net* (2016, 26 août). "Слушания по переименованию переименованных Саакашвили улиц сорвали активисты «Свободы»".

<https://dumskaya.net/news/slushaniya-fotoreportazh-061907/ua/>

<sup>124</sup> Стольная, В. (2016, 20 décembre). "Переименование улиц: драка и слезоточивый газ". *Вечірня Одеса*. <https://www.vo.od.ua/rubrics/raznoe/37111.php>

inconnu<sup>125</sup>. En 2019, Secteur droit verse de la peinture rouge sur une statue des marins du *Potemkine* et y écrit “mort aux bourreaux rouges”, le jour de l’anniversaire de la Révolution d’Octobre<sup>126</sup>. L’année suivante, des activistes nationalistes et des étudiants détruisent le dernier bas-relief dédié de Joukov situé sur le mur d’une résidence universitaire. Ils le font sans l’autorisation de la mairie, mais avec celle du recteur de l’Université d’Odesa, responsable de la résidence. Des citoyens pro-russes menés par un conseiller municipal s’y opposent par l’invective verbale, mais sans succès<sup>127</sup>. Les activistes nationalistes parviennent donc à remodeler l’image de leur ville, même en étant minoritaires.

La société civile, dans ses composantes plus *mainstream*, a pu aussi prendre part à une décommunisation par le bas. À la demande des collectifs travailleurs de l’usine Pressmash et les résidents du quartier adjacent, la statue de Lénine de l’usine est modifiée. En octobre 2015, elle est transformée en statue de Dark Vador par Alexander Milov, célèbre artiste odesite. La statue de Lénine étant en mauvais état, sa transformation est un choix pragmatique qui ne divise pas les habitants du quartier. Milov évoque par ailleurs la possibilité d’intégrer son œuvre dans les circuits touristiques de la ville<sup>128</sup>, alors qu’elle se situe loin du centre-ville. Cette décommunisation créative participe ainsi à la reconfiguration de la ville.

#### *B) Le rôle du gouverneur : Mikheil Saakachvili et la décommunisation*

Les activistes ont ainsi entrepris de combler les nombreuses failles de la décommunisation menée par le conseil municipal. C’est pourtant, d’après la loi sur la décommunisation de la toponymie et des monuments, la prérogative du gouverneur, chef de l’administration régionale. Après l’expiration du délai de six mois dont dispose le conseil municipal et du délai de trois mois dont dispose à son tour le maire, le gouverneur dispose en effet de trois mois pour décommuniser la toponymie et les monuments. De mai 2015 à novembre 2016, le gouverneur de la région d’Odesa n’est autre que Mikheil Saakachvili. L’ancien président géorgien, adversaire acharné de la Russie à la réputation de réformiste, a été nommé gouverneur de la région d’Odesa par Petro Porochenko, avec pour mission d’y

---

<sup>125</sup> *Dumskaya.net* (2017, 24 août). “В Одессе бюст Жукова сняли с постаментa и повесили над Канавой”. <https://dumskaya.net/news/aktivisiiy-povesili-byust-zhukova-na-mostu-nad-ka-076133/ua/>

<sup>126</sup> Левит, А. (2019, 8 novembre). “В Одессе «молодые патриоты» красной краской «декоммунизировали» памятник потемкинцам (фото)”. *ФАКТЫ*. <https://fakty.ua/ru/286231-v-odesse-molodye-patrioty-krasnoj-kraskoj-dekommunizirovali-pamyatnik-potemkincam-foto>

<sup>127</sup> *Dumskaya.net* (2020, 4 février). “В Одессе демонтировали последний барельеф Жукова”. <https://dumskaya.net/news/natcionalisty-demontirovali-barelef-dukova-i-uve-108336/ua/>

<sup>128</sup> *Dumskaya.net* (2015, 22 octobre). “Трансформация Ленина: в Одессе появился первый в мире памятник Дарту Вейдеру”. <https://dumskaya.net/news/pervye-v-mire-pamyatnik-dartu-vejderu-otkroetsya-051649/ua/>

asseoir l'autorité du gouvernement central et d'y combattre la corruption<sup>129</sup>. C'est donc un gouverneur au passé peu commun suscitant de fortes attentes. Pourtant, si Saakachvili est très bien disposé à l'égard de la décommunisation, il ne s'y attelle pas dans les temps. Il est possible de supposer que, concentré sur la lutte contre la corruption, hautement complexe, l'ancien président géorgien ait relégué la décommunisation à la fin de ses priorités. Les partisans de la décommunisation ciblant plus volontiers Troukhanov, il n'est pas sous pression de la seule frange de l'opinion publique qui pourrait lui rappeler l'obligation légale de décommuniser. La réprimande vient du directeur de l'IUMN, Volodymyr Viatrovyh. Le 4 mai 2016, ce dernier exprime sa déception à l'égard du maigre bilan de la décommunisation dans la région d'Odesa, critiquant publiquement Saakachvili, qui témoignerait "d'une certaine méconnaissance de l'importance de ces choses" alors même qu'il avait mené un processus de décommunisation en Géorgie<sup>130</sup>. Il est probable que ce soit la pression de Viatrovyh, qui visite la ville le même mois et rencontre des activistes<sup>131</sup>, qui ait décidé le gouverneur à agir. Le 19 mai, il renomme une cinquantaine de noms de rue. C'est une décommunisation dans l'esprit de la loi, qui promeut l'identité ukrainienne. Saakachvili renomme notamment une rue en l'honneur de Roman Choukhevytch, et une autre en hommage à Dmytro Dontsov, théoricien du nationalisme ukrainien radical de l'entre-deux-guerres. Il agit ainsi en conformité avec la politique mémorielle de glorification de l'OUN-UPA portée par l'IUMN de Viatrovyh. Le gouverneur fait également une place aux nouveaux héros issus des événements depuis le début de l'Euromaïdan. L'avenue du maréchal Joukov devient l'"avenue de la Centurie céleste" (terme désignant la centaine de manifestants tués pendant la Révolution de la Dignité) et plusieurs ruelles prennent le nom de combattants venant de l'oblast d'Odesa tués au cours de l'"ATO" dans l'Est de l'Ukraine<sup>132</sup>. Tous les nouveaux noms ne sont cependant pas aussi forts symboliquement, ou du moins ne sont pas aussi controversés. Mikheil Saakachvili procède aussi à la décommunisation des monuments, signant un décret en ce sens le 28 mai 2016<sup>133</sup>. Le "Lénine" du parc du Komsomol de

---

<sup>129</sup> Walker, S. (2016, 7 novembre). "Mikheil Saakashvili quits as governor of Ukraine's Odessa region". *The Guardian*.  
<https://www.theguardian.com/world/2016/nov/07/mikheil-saakashvili-quits-as-governor-of-ukraines-odessa-region>

<sup>130</sup> Мельник, С. (2016, 4 mai). "Глава института нацпамяти обвинил Кличко в непонимании декоммунизации". *UNN*.  
<https://web.archive.org/web/20160504140629/http://www.unn.com.ua/ru/news/1568421-golova-institut-u-natspamyati-zvinuvativ-v-klichka-u-nerozuminni-dekomunizatsiyi>

<sup>131</sup> Український інститут національної пам'яті (2016). "Голова Одеської ОДА Михайло Саакашвілі підписав розпорядження про перейменування в області".  
<https://old.uinp.gov.ua/news/golova-odeskoi-oda-mikhailo-saakashvili-pidpisav-rozporядzhennya-pro-perейmenuvannya-v-oblasti>

<sup>132</sup> Карпенко, Л. (2016, 26 mai). "В Одесі з'явилися вулиці Небесної Сотні, Мазепи й Шухевича. ДОКУМЕНТ". *Цензор.НЕТ*. <https://censor.net/ua/n390399>

<sup>133</sup> *Укрінформ* (2016, 28 mai). "Саакашвілі розпорядився демонтувати пам'ятники і символи тоталітарного режиму".

Леніне,renommé parc Savitski, est déplacé une ultime fois, cette fois-ci en dehors d'Odesa<sup>134</sup>.

La mairie d'Odesa accepte mal ces changements. Comme il a été vu, elle tente d'organiser une consultation publique pour mobiliser les habitants contre cette transformation toponymique, mais est entravée par les activistes nationalistes. Avec la numérisation de l'audience déjà évoquée, le conseil municipal, la Commission historique et toponymique a trouvé une source de légitimité pour recommander le retour aux noms précédant mai 2016. Grâce à ce prétexte, le conseil municipal vote le 26 avril 2017 pour cette annulation des mesures de Saakachvili<sup>135</sup>, en toute illégalité puisqu'il s'agit de revenir à des noms de rue désormais proscrits par la loi de décommunisation. Dès le lendemain, une enquête est ouverte par le parquet régional d'Odesa<sup>136</sup>. Le 29 avril 2017, Guennadi Troukhanov indique avoir suspendu la décision du conseil municipal<sup>137</sup>. Les décisions de l'ancien gouverneur Saakachvili, qui a quitté son poste fin 2016, sont ainsi préservées. En l'espace de quelques mois à la tête de la région, Saakachvili a pu jouer un rôle clef dans la transformation de la toponymie d'Odesa, illustrant le rôle moteur du gouverneur face à une ville refusant de complètement accomplir sa décommunisation. Si la mairie d'Odesa a refusé d'aller plus loin dans la décommunisation que les mesures modérées qu'elle a prises, forçant l'intervention du gouverneur, sa résistance contre la dérussification est encore plus vigoureuse.

---

<https://www.ukrinform.ua/rubric-polytics/2024914-saakasvili-rozporadivsa-demontuvati-pamatniki-i-sim-voli-totalitarnogo-rezimu.html>

<sup>134</sup> *Українська правда* (2016, 29 mai). "В Одесі вдруге демонтували найбільшого Леніна".

<https://www.pravda.com.ua/news/2016/05/29/7110043/>

<sup>135</sup> *Українська правда* (2017, 26 avril). "Одесский горсовет отменил декоммунизацию улиц, проведенную Саакашвили". <https://www.pravda.com.ua/rus/news/2017/04/26/7142361/>

<sup>136</sup> *Интерфакс-Україна* (2017, 27 avril). "Прокуратура возбудила дело по факту переименования Одесским горсоветом ряда улиц". <https://interfax.com.ua/news/general/418299.html>

<sup>137</sup> *Радіо Свобода* (2017, 29 avril). "Дію рішення про перейменування вулиць в Одесі припинено – мерія". <https://www.radiosvoboda.org/a/news/28459249.html>

## Chapitre 6 - La dérusification à Odesa depuis 2022 : la résistance désespérée du conseil municipal

### I) La mairie d'Odesa face à une dérusification imposée

La dérusification menace en effet directement l'identité impériale de la ville construite depuis la chute de l'URSS et portée, depuis 2014, par le maire Troukhanov.

#### A) *Superficialité et contestation internationalisée : la dérusification selon Guennadi Troukhanov*

La vague de dérusification ayant débuté au printemps 2022 est, comme il a été étudié, avant tout menée par les municipalités. D'une manière pouvant paraître surprenante, c'est aussi le cas à Odesa. Guennadi Troukhanov prend les devants en annonçant le 13 juin renommer des rues portant le nom de lieux géographiques associés à la Russie. Il déclare aussi avoir l'intention de décommuniser les noms de 19 rues et traduire en ukrainien 24 noms de rue, pour se conformer à la législation. Son annonce Facebook est, comme à son habitude, en russe. De fait, la dérusification selon Troukhanov n'est ni linguistique, ni culturelle. Il s'agit seulement d'éliminer ce qui n'a aucun rapport avec Odesa. Cette approche superficielle n'empêche pas Troukhanov d'être vivement contesté, dans les commentaires de sa publication, par des Odesites désirant une autre utilisation des ressources en temps de crise<sup>138</sup>. Devant adopter une posture d'équilibriste entre les nombreux Odesites hostiles aux changements et la tendance générale à la dérusification, le maire assume ne pas vouloir mener de guerre sur le plan culturel. "Je suis contre la démolition des statues. Même en détruisant des monuments, l'histoire ne change pas. [...] devrais-je aussi retirer la statue de Pouchkine ou de Gagarine ? Cela n'a aucun sens", déclare-t-il au *Corriere della Sera* en réponse à une question sur la statue de Catherine II<sup>139</sup>. Refusant donc toute guerre culturelle avec la Russie, Troukhanov cherche une manière d'éviter une nouvelle vague de transformations, après avoir échoué à contrecarrer la décommunisation. Il décide donc de profiter de l'attention médiatique globale dont disposent l'Ukraine et Odesa depuis le 24 février 2022 pour tenter d'internationaliser la contestation du processus de dérusification. Cela passe par des interviews auprès de médias occidentaux

<sup>138</sup> Труханов, Г. (2022, 13 juin). "Идёт четвёртый месяц кровопролитной войны [...]". Facebook. <https://www.facebook.com/100044411046940/posts/564423131714717/?app=fbl>

<sup>139</sup> Cremonesi, L. (2022, 28 août). "«Putin è un folle ma ama Odessa. Sulla Crimea io dico che è meglio trattare»". *Corriere della Sera*. [https://www.corriere.it/esteri/22\\_agosto\\_28/putin-folle-ma-ama-odessa-crimea-io-dico-che-meglio-trattare-2d92a4d6-26fa-11ed-8b26-cee290e763d3.shtml](https://www.corriere.it/esteri/22_agosto_28/putin-folle-ma-ama-odessa-crimea-io-dico-che-meglio-trattare-2d92a4d6-26fa-11ed-8b26-cee290e763d3.shtml)

comme le *Corriere della Sera*, où il dénonce le *pouchkinopad* et les démantèlements de monuments. Ce discours résonne dans les pays occidentaux eux-mêmes concernés par des “guerres culturelles”, bien que ne superposant pas à de véritables guerres, et à la “cancel culture”<sup>140</sup>. En mai 2023, les efforts de la ville et du gouvernement ukrainien à l’UNESCO paient : le centre historique d’Odesa est inscrit au patrimoine mondial<sup>141</sup>. Si ce nouveau statut est analysé par la presse occidentale comme l’obtention d’une protection juridique face aux attaques de missiles russes, ce n’est pas le seul objectif du conseil municipal d’Odesa. Alors qu’en mars 2023 est adoptée la loi “Sur la condamnation et l’interdiction de la propagande de la politique impériale russe en Ukraine et la décolonisation de la toponymie”, qui rend obligatoire la dérussification, Troukhanov et ses soutiens comptent utiliser la clause sur les sites du patrimoine mondial, non concernés par l’obligation de dérussifier. Le maire utilise explicitement l’argument de la reconnaissance de la valeur d’Odesa par l’UNESCO pour défendre les noms de rue et monuments honorant Pouchkine ou Isaac Babel, écrivain odessite soviétique exécuté sous Staline mais controversé pour son appartenance à la Tchéka<sup>142</sup>. Son exploitation d’un succès de la diplomatie culturelle ukrainienne contre la politique du gouvernement central est un signal de défiance et de volonté d’autonomie vis-à-vis de celui-ci. De fait, la décommunisation, et plus encore la dérussification marquent une intervention accrue du gouvernement central dans les politiques municipales, à travers les gouverneurs mais aussi, depuis 2022, la parole publique du président Zelensky. Guennadi Troukhanov est conforté dans sa stratégie d’internationalisation de la contestation par l’appel de 150 artistes et intellectuels (surtout ukrainiens) qui demandent à l’UNESCO d’exiger des autorités ukrainiennes qu’elles suspendent les décisions liés à la toponymie et aux monuments dans le centre de la ville jusqu’à la fin de la guerre<sup>143</sup>. L’affrontement mémoriel est donc plus intense que lors du processus de décommunisation ; l’issue n’en est pas différente, la mairie ne réussissant qu’à retarder le processus.

## B) La chute de Catherine

---

<sup>140</sup> *The Economist* (2024, 19 décembre). “Cancel culture in Ukraine”.

<https://www.economist.com/christmas-specials/2024/12/19/cancel-culture-in-ukraine>

<sup>141</sup> Mandraud, I. (2023, 12 mai). “Pour Odessa, un classement à l’Unesco en forme de bouclier”. *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/culture/article/2023/05/12/pour-odessa-un-classement-a-l-unesco-en-forme-de-bouclier\\_6173051\\_3246.html](https://www.lemonde.fr/culture/article/2023/05/12/pour-odessa-un-classement-a-l-unesco-en-forme-de-bouclier_6173051_3246.html)

<sup>142</sup> *Dumskaya.net* (2024, 31 décembre). “Піде на четвертий термін і молитися за перемогу: мер Одеси — про свої кримінальні справи, Бабеля та ігнор президента”.

<https://dumskaya.net/news/gennadiy-truhanov-mi-pozbavlyaemo-sebe-mozhlivos-186852/ua/>

<sup>143</sup> Piliavsky, A., Poletti, U. (2024, 17 novembre). “OPINION: Appeal to UNESCO About Saving Odesa’s Cultural Heritage Sparks Controversy”. *The Kyiv Post*, 17 novembre 2024.

<https://www.kyivpost.com/opinion/42281>

Le démantèlement de la statue de Catherine II constitue la première défaite majeure pour les partisans de l'identité de ville impériale. En mai 2022, un sondage réalisé par *Думська* montre que si les Odesites sont divisés sur la question du changement de nom des rues (44,4% étant pour, 35,3% opposés, 8,2% indécis et 5,9% désirant revenir aux noms précédant la décommunisation), une majorité écrasante s'oppose au démantèlement du monument (73,4%)<sup>144</sup>. Naturellement, la mairie y est hostile. Une pression inédite a raison de la statue. Le 1er août 2022, Volodymyr Zelensky répond à une pétition sur le site de la présidence ayant récolté plus de 26 000 signatures et demandant le retrait du monument de l'espace public. Le président explique avoir envoyé une lettre au conseil municipal d'Odesa en ce sens<sup>145</sup>. La question de la statue de Catherine II n'a donc pas seulement une dimension locale et se pose aussi à l'échelle nationale. À Odesa, c'est la cible prioritaire des militants qui multiplient les actions à son encontre. Par exemple, le 3 septembre, à l'initiative du parti "Hache démocratique", se tient devant la statue une réunion d'informations à laquelle participent des représentants d'autres organisations, dont Jeunesse solidaire. Si cette manifestation ne semble pas avoir attiré un public non-militant, elle bénéficie cependant de la couverture des médias locaux<sup>146</sup>. Le 13 septembre, Marina Boïko, dirigeante de la branche odesite de Jeunesse solidaire, est accusée par des chaînes Telegram pro-russes d'avoir réalisé un graffiti "Catherine = Poutine" qu'elle nie avoir réalisé, et recherchée par la police locale<sup>147</sup>. Les autorités municipales ne restent ainsi pas immobiles face aux activistes, souhaitant probablement les dissuader de s'en prendre à la statue. De façon générale, ces derniers ne sont pourtant pas inquiétés par la police<sup>148</sup>. L'importance prise par la controverse ne donne pas d'autre choix à la mairie que d'organiser une consultation publique en ligne. Sur près de 8 000 participants, une majorité s'exprime en faveur de son démantèlement ou a minima de son déplacement dans un parc commémoratif ou un musée dédié<sup>149</sup>. Si la médiatisation a pu changer l'opinion d'une partie des habitants d'Odesa, il faut avant tout souligner que les 8 000 participants ne représentent une très faible partie de la population. Il est enfin possible de supposer que les Odesites les plus

---

<sup>144</sup> *Dumskaya.net* (2022, 21 mai). "Соцопрос: одесситы — за НАТО, переименование улиц, но против сноса памятника Екатерине".

<https://dumskaya.net/news/sotcopros-bolshinstvo-odessitov-za-nato-pereimen-164644/ua/>

<sup>145</sup> *Офіційне інтернет-представництво Президента України* (2022). "№22/141740-еп В Одесі замінити пам'ятник Катерині II на пам'ятник американському актору Біллі Геррінгтону".

<https://petition.president.gov.ua/petition/141740>

<sup>146</sup> Май, О. (2022, 3 septembre). "В Одесі біля пам'ятника Катерині вимагали її демонтувати". *Культурометр*.

<https://culturemeter.od.ua/uk/v-odesi-bilja-pamjatnyka-kateryni-istoryky-ta-polityky-vyslovyly-argument-y-shhodo-demontazhu-171715/>

<sup>147</sup> Здороило, Т. (2022, 13 septembre). "Поліція Одеси влаштувала терор активістці за напис на пам'ятнику Катерині II, фото". *Україна молода*. <https://umoloda.kyiv.ua/number/0/188/169480>

<sup>148</sup> Entretien avec Mykola Skorobogatko, militant de Jeunesse solidaire, Paris, 9 mai 2025.

<sup>149</sup> *Одеська міська рада* (2022, 5 novembre). "Доля пам'ятника «Засновникам Одеси». Підсумки електронного голосування". <https://omr.gov.ua/ua/news/230555/>

âgés, les moins enclins aux transformations mémorielles, ont été sous-représentés de par la nature numérique de la consultation. La victoire des partisans du démantèlement de la statue force le conseil municipal à voter, le 30 novembre, en faveur du démantèlement de la statue et de son déplacement vers un musée<sup>150</sup>. Dans la nuit du 29 décembre 2022, le monument aux fondateurs d'Odesa est démantelé, ainsi qu'une statue du général Souvorov, associée aux guerres menées par l'impératrice<sup>151</sup>. C'est la fin du symbole par excellence de l'identité d'Odesa comme ville impériale, et le véritable lancement de la dérussification à Odesa.

## II) Un étai qui se resserre : gouverneur et activistes depuis la loi de 2023

### A) Le gouverneur Kiper, dérussificateur en chef d'Odesa

Face à une municipalité rechignant à appliquer le processus de dérussification rendu obligatoire, le gouverneur de la région d'Odesa s'y substitue, conformément à la loi. Depuis mai 2023, la fonction est occupée par Oleh Kiper. Celui-ci, qui a effectué la majeure partie de sa carrière comme magistrat au sein d'une justice corrompue de manière systémique<sup>152</sup>, n'est pas un idéologue. C'est en tant que relai du pouvoir central, nommé par le président et lui devant son poste, qu'il remplit sa mission de dérussification. En juillet 2024, alors que les délais dont disposaient respectivement le conseil municipal d'Odesa et le maire ont expiré et qu'une grande partie des rues n'ont pas été renommées, Kiper publie son premier arrêté relatif à la dérussification. Les nouveaux noms choisis proviennent pour la plupart des événements de la guerre russo-ukrainienne depuis 2022. Il s'agit de mettre en valeur les différentes branches des forces armées et les soldats tués. La proposition de l'activiste Marina Boïko, devenue en 2024 conseillère municipale de Solidarité européenne, de renommer une rue en mémoire de la famille Glodan, rejetée par le conseil municipal<sup>153</sup>, est

---

<sup>150</sup> *Радіо Свобода* (2022, 30 novembre). "Власти Одессы одобрили перенос памятников Екатерине II и Суворову". <https://www.svoboda.org/a/vlasti-odessy-reshili-perenesti-pamyatniki-ekaterine-ii-i-suvorovu/32155480.html>

<sup>151</sup> *Радіо Свобода* (2022, 29 décembre). "В Одессе демонтировали памятники Екатерине II и Александру Суворову". <https://www.svoboda.org/a/v-odesse-demontirovali-pamyatniki-ekaterine-ii-i-aleksandru-suvorovu/32198269.html>

<sup>152</sup> *The Kyiv Independent* (2023, 31 mai). "Zelensky appoints controversial official as governor of Odesa Oblast". <https://kyivindependent.com/oleh-kiper-becomes-new-governor-of-odesa-oblast/>

<sup>153</sup> Коршак, Н. (2024, 24 avril). "Вулиця Героїв Зміїного, бульвар Сагайдачного і парк Марка Твена: в Одесі депутати перейменували понад 100 топонімів". *Суспільне Одеса*. <https://suspijne.media/odesa/731501-vulica-geroiv-zmiinogo-bulvar-sagajdacnogo-i-park-marka-tvena-v-odesi-deputati-perejmenuvali-ponad-100-toponimiv/>

reprise par Kiper<sup>154</sup>. Cette famille odesite avait été entièrement tuée dans une frappe de missile en 2022, à l'exception du père, plus tard mort au front. De cette façon, l'ukrainisation prend forme à travers la commémoration des héros et des victimes odesites de la guerre actuelle, et non plus tant à travers des figures historiques controversées. Kiper, signe qu'il s'est entouré d'activistes ou d'historiens connaissant les enjeux du changement de toponymie, a aussi pris soin d'honorer des personnalités odesites non-ukrainiennes, incarnant le multiculturalisme de la ville. La rue Léon Tolstoï devient ainsi la rue Mendele Sforim, figure des littératures yiddish et hébraïque<sup>155</sup>. Cette promotion du multiculturalisme n'est pas propre au contexte odesite ; elle s'aligne sur la vision d'Anton Drobovitch, le successeur de Volodymyr Viatrovych à la tête de l'IUMN de 2019 à décembre 2024. Drobovitch, nommé par Zelensky, a comme ce dernier une vision plus souple de l'ukrainisation et ne partage pas la ligne nationaliste traditionnelle de Viatrovych<sup>156</sup>.

Sur la question des monuments, Oleh Kiper ne fait aucun compromis : il ordonne également le démantèlement du monument à Pouchkine et du monument à Babel. Le conseil municipal est forcé à voter les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre ces démantèlements. Kiper se révèle toutefois impuissant face au sabotage de Troukhanov. La question s'éternise et aucun calendrier précis n'a été fixé<sup>157</sup>. La résistance désespérée du maire et de sa majorité, acculés jusqu'à voter l'exécution d'une politique dont ils ne veulent pas, permet à ces démantèlements de rester dans les limbes. De par la modération de la ligne de l'IUMN initiée sous la direction d'Anton Drobovitch, le conseil municipal pourrait même enregistrer des victoires. Juste après son départ de l'IUMN, Drobovitch déclare en effet que "les rues d'Odessa nommées d'après Ivan Bounine, Konstantin Paoustovski et Véra Inber n'étaient pas liées à la politique impériale, donc leur changement de nom n'était pas nécessaire", rapporte *Ivasi News*. Drobovitch indique que les cas de certains écrivains originaires d'Odesa tels Babel sont encore étudiés par l'IUMN<sup>158</sup>. Des décisions du gouverneur Kiper pourraient ainsi être remises en cause par une institution du pouvoir

---

<sup>154</sup> Козова, Л. (2024, 29 juillet). "В Одесі перейменують десятки вулиць: які назви з'являться у місті (фото)". *UNIAN*.  
<https://www.unian.ua/society/v-odesi-pereymenyuyut-desyatki-vulic-yaki-nazvi-z-yavlyatsya-u-misti-novini-odesi-12711912.html>

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> Massenko, L., Levkova A., Virkhov M. (2020, 26 mars). "Langue et mémoire en Ukraine". *Fondation Jean Jaurès*.  
<https://www.jean-jaures.org/publication/la-defense-de-la-langue-ukrainienne-acquis-et-nouvelles-mengaces/>

<sup>157</sup> Лисицын, Н. (2024, 4 décembre). "В Одессе снесут Пушкина, Бабеля и Чкалова: депутаты даже выделили деньги, но есть нюанс". *Інформатор Україна*.  
<https://informatory.ua/ru/v-odesse-snesut-pushkina-babelya-i-chkalova-deputaty-dazhe-vydilili-dengi-no-est-nyuans>

<sup>158</sup> *Ivasi News* (2024, 18 décembre). "Вулиці Одеси: Буніна, Паустовського та Інбер не потребують перейменування".  
<https://ivasi.news/ivasi-top/vulicz-odesi-bunina-paustovskogo-ta-inber-ne-potrebuyut-pereimenuvannya/>

central (dont les avis ne sont cependant pas contraignants), laissant un espoir aux défenseurs de ces écrivains. Dans un entretien accordé en janvier 2025 au média régional *Суспільне Одеса*, Kiper semble lui-même modérer sa position sur la dérusification, en reconnaissant avoir pu commettre des erreurs tout en assumant avoir appliqué la loi<sup>159</sup>. Le bras de fer opposant l'administration régionale à la municipalité d'Odesa est donc loin d'être achevé.

### *B) Des militants hyperactifs : la concurrence pour dérusifier et les controverses suscitées*

Comme lors du processus de décommunisation, la pression est double pour la municipalité. Elle vient non seulement du gouverneur mais aussi des activistes. Les rangs des militants se sont gonflés depuis 2022, à la faveur de l'importance prise par les questions mémorielles et identitaires dans le débat public ukrainien. Aux côtés des activistes nationalistes de la décommunisation, moins présents qu'avant en raison du départ pour le front de nombre d'entre eux, les partis politiques pro-européens comme Solidarité européenne ou Ache démocratique prennent également part au processus de "dérusification par le bas". Les actions contre les monuments vus comme relevant de la "politique impériale russe" se multiplient, ce qui pourrait être analysé comme une stratégie de harcèlement des monuments pour habituer les habitants à les voir contestés pour, enfin, pouvoir les démanteler sans résistance. Le militant de Jeunesse solidaire/Solidarité européenne Mykola Skorobogatko explique qu'il y a une concurrence entre les différents groupes auteurs de ces actions. Les militants sont divisés non pas par des divergences idéologiques, mais par des rivalités qui, de son point de vue, relèvent plus de la jalousie que de la saine émulation<sup>160</sup>. Dans ce contexte concurrentiel, Jeunesse solidaire a par exemple été le premier à réaliser une action contre la statue de Catherine II en novembre 2024 après la décision du conseil municipal de démanteler le monument, en y accrochant un drapeau ukrainien et une banderole avec le message "je ne veux pas partir"<sup>161</sup>. Si une telle action ne

---

<sup>159</sup> Волкова, К., Гарнов, В. (2025, 3 janvier). "Війна, деколонізація, вибори: як Одещина переживає важкий період | Інтерв'ю з Олегом Кіпером Ексклюзивно". *Суспільне Одеса*. <https://suspilne.media/odesa/917317-vijna-dekolonizacia-vibori-ak-odesina-perezivae-vazkij-period-intervyu-z-olegom-kiperom/>

<sup>160</sup> Entretien avec Mykola Skorobogatko, militant de Jeunesse solidaire, Paris, 9 mai 2025.

<sup>161</sup> Кушнір, М., Зубар, Д. (2024, 8 novembre). "“Не хочу уезжать”: в Одесі на пам'ятник Олександрі II повісили плакат та український прапор Ексклюзивно". *Суспільне Одеса*. <https://suspilne.media/odesa/313300-ne-hocu-uezzat-v-odesi-na-pamatnik-oleksandru-ii-povisili-plakat-ta-ukrainskij-prapor/>

relève pas du vandalisme, c'est le cas de beaucoup d'autres. Des plaques mémorielles en russe sont volées<sup>162</sup>, et des monuments sont recouverts de peinture<sup>163</sup>.

L'activiste Demyan Hanul, né en 1993 et originaire de la ville industrielle Kryvyi Rih, s'est illustré par ses méthodes directes. Ancien chef de Secteur droit à Odesa de 2014 à 2016, il entreprend avec ses partisans de détruire directement les symboles russes impériaux et soviétiques restant dans la ville. Ainsi, dans la nuit du 6 septembre 2024, il démolit des bas-reliefs de l'Ordre de Lénine et de l'étoile de ville-héros se trouvant sur la place du 10 avril (nommée d'après la date de la libération de la ville pendant la Seconde Guerre mondiale)<sup>164</sup>. Le 22 septembre, il tente de détruire un autre ensemble de bas-reliefs mais est arrêté par la police<sup>165</sup>. Le tribunal d'Odesa classe l'affaire en janvier 2025<sup>166</sup>. De fait, ces actes restent donc impunis. Ils sont mal perçus par une grande majorité d'Odesites, et non seulement par les opposants aux démantèlements des statues. Le militant Mykola Skorobogatko lui reproche par exemple sa violence et son manque d'esthétisme, une décommunisation et une dérussification irréfléchies ne pouvant convaincre la population. Figure très controversée et donc utilisable pour diaboliser l'image de l'Ukraine, Demyan Hanul est ciblé par la Russie qui le condamne par contumace pour son implication dans les événements du 2 mai<sup>167</sup>. Le 14 mars 2025, il est assassiné en pleine rue par Serhiy Chalaïev, présenté comme un déserteur des forces armées ukrainiennes<sup>168</sup>. Si les raisons du meurtre restent à ce jour peu claires, le crime est révélateur des grandes tensions pouvant exister dans la ville. À Odesa, les réactions sont bien plus divisées. Celles des abonnés d'un des principaux canaux Telegram d'information de la ville montrent ainsi que de nombreux Odesites, s'ils ne se réjouissent pas du meurtre, sont loin de pleurer Hanul<sup>169</sup>. Les méthodes de Ganul ont permis de décommuniser et de dérussifier des monuments jusque-là

---

<sup>162</sup>Хуевая Одесса (2025, 22 mai). "Активисты спиздили доску с памятника Малиновскому".

<https://t.me/xydessa/53402>

<sup>163</sup>Хуевая Одесса (2023, 18 novembre). "Памятник Пушкину возле горсовета облили краской".

<https://t.me/xydessa/36424>

<sup>164</sup>Бойко, К. (2024, 7 septembre). "Одесские активисты снесли коммунистический барельеф с памятника на площади 10 Апреля". *Интенет*.

<https://intent.press/ru/news/obshchestvo/2024/odesskie-aktivisty-snesli-kommunisticheskii-barelef-s-pamiatnika-na-ploshchadi-10-aprelia/>

<sup>165</sup>*Dumskaya.net* (2024, 22 septembre). "Не тільки Пушкін: в Одесі активісти пошкодили барельєф із зображенням Леніна, але поліція пильнує (фото, відео)".

<https://dumskaya.net/news/ulichnaya-dekommunizatsiya-aktivisty-povredili-o-186048/ua/>

<sup>166</sup>*Новини.LIVE* (2025, 12 janvier). "В Одессе суд закрыл дела против активиста за демонтаж Ленина".

<https://odesa.novyny.live/ru/v-odesi-sud-zakryv-spravi-proti-aktivista-shchodo-demontazhu-lenina-226109.html>

<sup>167</sup>*Коммерсантъ* (2024, 9 avril). "Суд в Москве заочно арестовал одесского активиста Демьяна Ганула". <https://www.kommersant.ru/doc/6635282>

<sup>168</sup>Ахтырская, А. (2025, 16 mars). "Suspect in Hanul Shalaiev's murder was undergoing treatment for long time and did not return from vacation - 28th Brigade Source". *Цензор.НЕТ*.

<https://censor.net/en/n3541450>

<sup>169</sup>Хуевая Одесса (2025, 14 mars). "Жена Демьяна Ганула собрала уже полмиллиона гривен помощи семье". <https://t.me/xydessa/51463>

intouchés, mais ont porté préjudice à la cause de la décommunisation auprès de l'opinion publique odesite. Elles ne prennent pas fin avec son meurtre. L'organisation "Décolonisation. Ukraine", originaire de Kharkiv, publie ainsi régulièrement des images de dégradations de monuments et de plaques en langue russe, y compris à Odesa et dans sa région<sup>170</sup>. Les soirs du 18 et du 19 mai 2025, avec l'organisation "On va vous vendre nerveux", elle tente de démonter illégalement des plaques commémorant des personnalités russes et soviétiques. Au cours de ces deux soirées, des affrontements éclatent au même endroit avec des opposants à ces démantèlements de ces plaques<sup>171</sup>. Les militants de la décolonisation ne font pas face à des militants mais à des individus non-organisés. La résistance verbale et physique de ces derniers aux démantèlements illégaux montrent que le contrôle de la rue par les militants pro-ukrainiens, s'il est bien réel, n'est pas absolu. La dérusification par le bas des militants, à l'instar de la dérusification par le haut du gouverneur Kiper, avance mais connaît donc des limites.

---

<sup>170</sup> *Декolonізація. Україна.* <https://www.facebook.com/UADecolonization>

<sup>171</sup> Демидова, Л. (2025, 19 mai). "Бійка через меморіальну дошку в Одесі: поліція відкрила два кримінальні провадження". *Суспільне Одеса.* <https://suspilne.media/odesa/1021243-bijka-cerez-memorialnu-dosku-v-odesi-policia-vidkrila-dva-kriminani-provadženna/>

## Conclusion

La décommunisation et la dérussification, instaurées officiellement en politiques publiques en 2015 et en 2023, constituent une intervention sans précédent des autorités centrales dans la vie politique à l'échelle municipale. Si ces processus ont eu cours auparavant par la volonté de conseils municipaux ou bien "par le bas" directement par des activistes, leur imposition par plusieurs lois est un tournant. L'ensemble de l'Ukraine est concerné. De par les gouverneurs, relais efficaces de l'autorité du président, la décommunisation et la dérussification sont, à bien des égards, inévitables pour les municipalités. La carte de l'Ukraine, sur le plan de la toponymie, est effectivement bouleversée, de même que l'aspect des villes, en grande partie débarrassées des symboles soviétiques et "russes impériaux". Ce processus a cependant montré les limites de l'autorité du gouvernement central : de nombreuses municipalités n'ont pas respecté la législation, forçant le gouverneur de la région à intervenir, quand d'autres ont dénaturé l'esprit des lois en question.

Au regard de ces lacunes, les activistes se sont montrés des relais indispensables pour faire appliquer à l'échelle locale les politiques des autorités centrales. En identifiant les manquements des municipalités et en maintenant sur elles une pression constante, ils ont grandement fait avancer le processus de décommunisation et de dérussification. Il n'en demeure pas moins qu'ils ont leurs propres priorités et ne sont pas alignés sur le gouvernement ukrainien. En effet, une partie importante d'entre eux n'hésitent pas à sortir du cadre légal pour atteindre leurs buts.

À Odesa, la décommunisation avait déjà été entamée dans les années 1990 mais s'était accompagnée d'un retour à une identité de ville impériale. La municipalité résiste à la décommunisation et plus encore à la dérussification. Dans les deux cas, le gouverneur est forcé d'intervenir et les militants s'activent. Pour ces derniers, les événements du 2 mai 2014 ont permis d'avoir le contrôle de la "rue" où ils peuvent procéder à des actions directes et illégales contre les symboles soviétiques et "russes impériaux" sans être par ailleurs inquiétés par la justice. La résistance du conseil municipal d'Odesa n'a pas évité le changement de visage de la ville à l'instar du reste du pays sur le plan de la toponymie et des monuments. La municipalité dispose néanmoins du soutien d'une part importante de la population locale, ce lui permet de légitimer ses tentatives de freiner coûte que coûte les changements. Les habitants hostiles aux activistes sont en outre une limite à leur contrôle

de la “rue”. Vis-à-vis du gouverneur, le conseil municipal est acculé mais il lui reste encore des cartes en main. C’est en effet à lui qu’il revient d’exécuter les décisions du gouverneur, ce qui lui donne une marge d’autonomie jusque-là préservée. En juin 2025, Pouchkine est encore “debout” à Odesa.

Cette étude, en se concentrant sur les rapports entre pouvoirs locaux et pouvoir central, tout en étudiant le rôle des activistes, élude dans une assez large mesure le point de vue des citoyens ordinaires. Difficile à quantifier, a fortiori en temps de guerre, il est vrai que, de fait, l’opinion publique odesite ne peut pas peser sur les événements dans la mesure où la décommunisation et la dérussification sont obligatoires dans toute l’Ukraine, à moins bien sûr qu’il ne s’agisse pour les citoyens de participer activement à ces politiques. À long terme, lors de nouvelles élections, l’opinion publique ukrainienne dans son ensemble pourrait contribuer, même sans abroger les lois de décommunisation et de dérussification, à en diminuer la portée par une interprétation bien plus souple. Cette possibilité d’une plus grande souplesse s’est déjà entrevue avec le remplacement de Volodymyr Viatrovykh par Anton Dobrovitch à la tête de l’IUMN.

La question de la participation des citoyens aux consultations publiques sur la décommunisation et la dérussification, forme à l’échelle locale de démocratie directe (bien que la décision finale revienne au conseil municipal). Une étude sociologique des participants serait particulièrement enrichissante, à Odesa ou bien dans une petite localité de faible taille peu médiatisée et sans groupes d’activistes structurés. Il conviendrait d’explorer la littérature académique ukrainienne pour voir si une telle enquête de terrain a déjà été menée.

Une autre limite de cette étude est l’absence de réflexion sur la toponymie et les monuments dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie. De nombreuses questions s’y posent vis-à-vis des mêmes enjeux mémoriels et identitaires relatifs au passé impérial et au passé soviétique. Il serait intéressant de voir si la politique menée par la Russie constitue un miroir inverse de celle menée par l’Ukraine, avec une “recommunisation” et une “rerussification”, si le passé impérial est privilégié à la période soviétique dans les références des autorités russes, ou encore si sont honorés les soldats russes tombés au cours de “l’opération militaire spéciale”. De même, il conviendrait d’étudier le processus de décision en explorant si les nouveaux noms sont déterminés par un organe de la Fédération de Russie depuis Moscou ou bien si les autorités militaires d’occupation, voire les autorités collaboratrices des régions ukrainiennes occupées, peuvent jouer un rôle.

## Liste des sources

### Sources primaires :

#### Textes de lois et arrêtés municipaux :

*Верховна Рада України* (1991). “Про тимчасове припинення діяльності Компартії України”.  
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1435-12/ed19910826#Text>

*Верховна Рада України* (1991). “Про заборону діяльності Компартії України”.  
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1468-12/ed19910830#Text>

*Верховна Рада України* (1993). “Про Укази Президії Верховної Ради України від 26 і 30 серпня 1991 року “Про тимчасове припинення діяльності Компартії України”, “Про заборону діяльності Компартії України””. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3220-12#Text>

*Верховна Рада України*. (2002). “Про 70-ті роковини голодомору в Україні: Постанова Верховної Ради України від 28.11.2002” № 258-IV. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/258-15#Text>

*Верховна Рада України* (2006). “Про Голодомор 1932–1933 років в Україні”.  
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/376-16#Text>

*Одеська міська рада* (2006). “Рішення Одеської міської ради № 97-V від 27.06.2006 Про переміщення пам'ятки місцевого значення – пам'ятника «Потьомкінцям – нащадки»”.  
<https://omr.gov.ua/ua/acts/council/2285/>

*Одеська міська рада* (2007). “Рішення Одеської міської ради №1401-V від 04.07.2007р. Про комплексну реставрацію та благоустрій Катерининської площі м. Одеси з відтворенням її історичного вигляду”. <https://omr.gov.ua/ua/acts/council/8591/>

*Кабінет Міністрів України* (2007). “Про заходи у зв'язку з 75-ми роковинами Голодомору 1932–1933 років в Україні: Документ 250/2007, поточна редакція”.  
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/250-2007-п#Text>

*Офіційне інтернет-представництво Президента України* (2009). “УКАЗ ПРЕЗИДЕНТА УКРАЇНИ №432/2009 Про додаткові заходи щодо вшанування пам'яті жертв Голодомору 1932 – 1933 років в Україні”. <https://www.president.gov.ua/documents/4322009-9064>

*Верховна Рада України* (2015). “Про правовий статус та вшанування пам'яті борців за незалежність України у ХХ столітті”. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/314-19/ed20150409#Text>

*Верховна Рада України* (2015). “Про увічнення перемоги над нацизмом у Другій світовій війні 1939–1945 років”. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/315-19/ed20150409#Text>

*Верховна Рада України* (2015). “Про доступ до архівів репресивних органів комуністичного тоталітарного режиму 1917–1991 років”. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/316-19/ed20150409>

*Верховна Рада України* (2015). “Про засудження комуністичного та націонал-соціалістичного (нацистського) тоталітарних режимів в Україні та заборону пропаганди їхньої символіки”.  
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/317-19/>

*Верховна Рада України* (2019). “Про забезпечення функціонування української мови як державної: Закон України № 2704-VIII”. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2704-19#Text>

*Верховна Рада України* (2023). “Про засудження та заборону пропаганди російської імперської політики в Україні і деколонізацію топонімів”.  
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3005-20/ed20230321#Text>

## Communiqués et pages de sites officiels :

Український інститут національної пам'яті (2014, 12 mars). “У Рівному обговорять політику пам'яті в теоретичному та практичному вимірах”.

<https://old.uinp.gov.ua/announce/12-bereznia-u-rivnomu-obgovoryat-politiku-pam-yati-v-teoretichnom-u-ta-praktichnomu-vimirakh>

Прес-служба УІНП (2014, décembre). “За рік в Україні знесли півтисячі пам'ятників Леніну”.

<https://old.uinp.gov.ua/news/za-rik-v-ukraini-znesli-pivtisyachi-pam-yatnikiv-leninu>

Український інститут національної пам'яті (2016). “Голова Одеської ОДА Михайло Саакашвілі підписав розпорядження про перейменування в області”.

<https://old.uinp.gov.ua/news/golova-odeskoi-oda-mikhailo-saakashvili-pidpisav-rozporyadzhennya-pro-pereimenuvannya-v-oblasti>

Ватутінська міська рада (2018, 2 avril). “Громадські слухання щодо перейменування трьох вулиць міста”.

<http://vatytino-rada.gov.ua/index.php/novini/2473-gromadski-sluhannya-shchodo-pereimenuvannya-t-rokh-vulits-mista?>

Український інститут національної пам'яті. (2019, 9 avril). “Завершення декомунізації — початок деколонізації”.

<https://uinp.gov.ua/pres-centr/novyny/zavershennya-dekomunizaciyi-pochatok-dekolonizaciyi>

Одеська міська рада (2019, 10 mai). “9 травня Одеси: тисячі квітів біля монументів Слави, фронтовий привал і святковий феєрверк. Фото”. <https://omr.gov.ua/ua/news/215652>

Кремій, Т. (2021, 3 novembre). “Назви населених пунктів мають відповідати мовному Закону”. Уповноважений із захисту державної мови.

<https://mova-ombudsman.gov.ua/news/taras-kremin-nazvi-naselenih-punktiv-mayut-vidpovidati-movnomu-zakonu>

Одеська міська рада (2022, 10 mai). “«русский мир» поздравил Город-герой Одессу с 9 Мая, выпустил по нему 7 ракет. Фото, видео”. <https://omr.gov.ua/ru/news/227879/>

Одеська міська рада (2022, 5 novembre). “Доля пам'ятника «Засновникам Одеси». Підсумки електронного голосування”. <https://omr.gov.ua/ua/news/230555/>

Офіційне інтернет-представництво Президента України (2022). “№22/141740-еп В Одесі замінити пам'ятник Катерині II на пам'ятник американському актору Біллі Геррінгтону”.

<https://petition.president.gov.ua/petition/141740>

Український інститут національної пам'яті. (2023, 7 avril). “За рік по Україні демонтували щонайменше 34 пам'ятники Пушкіну”.

<https://uinp.gov.ua/pres-centr/novyny/za-rik-po-ukrayini-demontuvaly-shchonaymenshe-34-pamyatnyky-pushkinu>

Одеська міська рада. “Великий терор 1937-1938 рр”.

<https://omr.gov.ua/ru/odessa/about/stranici-istorii/bolshoy-terror-1937-1941-gg/>

United Nations. (n.d.). “Russian Language Day”.

<https://www.un.org/en/observances/russian-language-day>

## Publications sur les réseaux sociaux et billets de blog :

Крылов, О. (2009, 8 Novembre). "Русский марш в Одессе 2009". *Anywhere but Home*.  
<https://kryl-87.livejournal.com/3133.html>

Мукачівська міська рада (2022, 7 avril). "В Мукачеві позбуваються російсько-імперського минулого". *Facebook*. <https://www.facebook.com/mukachevo.rada/posts/343859121105768>

Труханов, Г. (2022, 13 juin). "Идёт четвёртый месяц кровопролитной войны [...]". *Facebook*.  
<https://www.facebook.com/100044411046940/posts/564423131714717/?app=fbl>

Гончаренко, О. (2022, 30 décembre). "Випий кави, післязавтра Новий рік [...]". *Facebook*.  
[https://www.facebook.com/alexander.vasilyevich.goncharenko/posts/698029065308350?ref=embed\\_post](https://www.facebook.com/alexander.vasilyevich.goncharenko/posts/698029065308350?ref=embed_post)

Хувая Одесса (2023, 18 novembre). "Памятник Пушкину возле горсовета облили краской".  
<https://t.me/xydessa/36424>

Хувая Одесса (2025, 14 mars). "Жена Демьяна Ганула собрала уже полмиллиона гривен помощи семье". <https://t.me/xydessa/51463>

Хувая Одесса (2025, 22 mai). "Ахтивисты спиздили доску с памятника Малиновскому".  
<https://t.me/xydessa/53402>

Деколонізація. Україна. <https://www.facebook.com/UADecolonization>

### Articles et ouvrages académiques :

Різник, О. (2007). "Топонімічний ландшафт Києва і проблеми державної топонімічної політики". *Український центр культурних досліджень*.  
[https://web.archive.org/web/20080322005706/http://culturalstudies.in.ua/statti\\_1\\_2007.php](https://web.archive.org/web/20080322005706/http://culturalstudies.in.ua/statti_1_2007.php)

Herlihy, P. (2008). How Ukrainian is Odesa?. Dans Ramer, S. C., Ruble, B. A. & Kennan Institute, *Place, identity, and urban culture: Odesa and New Orleans* (pp. 19-26). Woodrow Wilson International Center for Scholars. <https://www.files.ethz.ch/isn/92652/op301.pdf>

Polese, A. (2013). Between 'official' and 'unofficial' temperatures: introducing a complication to the hot and cold ethnicity theory from Odessa. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 35(1), 59–75. <https://doi.org/10.1080/01434632.2013.845198>

Shevel, O. (2016, 11 janvier). Decommunization in post-euromaidan ukraine : Law and practice. *PONARS Eurasia*.  
[https://www.ponarseurasia.org/wp-content/uploads/attachments/Pepr411\\_Shevel\\_Jan2016-1.pdf](https://www.ponarseurasia.org/wp-content/uploads/attachments/Pepr411_Shevel_Jan2016-1.pdf)

Новікова, Л. В. (2016, 3 décembre). "Т. Г. ШЕВЧЕНКО ПРОТИ А. О. СКАЛЬКОВСЬКОГО ЯК ІСТОРИКА ГАЙДАМАЧЧИНИ: ДО ІСТОРІЇ ПОЯВИ ТА ФУНКЦІОНУВАННЯ ОДНІЄЇ ІСТОРИОГРАФІЧНОЇ ОЦІНКИ (МІФУ?)". *Записки історичного факультету*.  
<http://zif.onu.edu.ua/article/view/62255>

Koposov, N. (2016). Les lois mémorielles en Russie et en Ukraine : une histoire croisée. *Écrire l'histoire*, (16), 251–256. <https://doi.org/10.4000/elh.1141>

Taraut, C. (2018). "Définition: Colonisation n. f."; *Idées reçues*, 2, 9-10.  
<https://shs.cairn.info/idees-recues-sur-la-colonisation--9791031802640-page-9>

Shevel, O. (2019, 9 avril). "La décommunisation en Ukraine après le Maïdan", *Fondation Jean Jaurès*.  
<https://www.jean-jaures.org/publication/la-decommunisation-en-ukraine-apres-le-maidan/>

Гриценко, О. (2019). *Декомунізація в Україні як державна політика і як соціокультурне явище*. Institut I.F. Kuras d'études politiques et ethno-nationales de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine ; Institut de culturologie de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, 2019. p. 154-157. [https://ipiend.gov.ua/wp-content/uploads/2020/03/grytsenko\\_dekomunizatsia.pdf](https://ipiend.gov.ua/wp-content/uploads/2020/03/grytsenko_dekomunizatsia.pdf)

Massenko, L., Levkova A., Virkhov M. (2020, 26 mars). "Langue et mémoire en Ukraine". *Fondation Jean Jaurès*. <https://www.jean-jaures.org/publication/la-defense-de-la-langue-ukrainienne-acquis-et-nouvelles-menaces/>

Durand, O. (2022). The Statue of Catherine II 'the Great' or the Monument to the Odessa Founders. *Contested histories*, #177, p.5. [https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X\\_Catherine-the-Great\\_Ukraine.pdf](https://contestedhistories.org/wp-content/uploads/OP-X_Catherine-the-Great_Ukraine.pdf)

Gobert, S. (2024). *L'Ukraine, la République et les oligarques. Comprendre le système ukrainien*. Tallandier.

Foley, J., & Unkovski-Korica, V. (2025). Decentring the west? Civilizational solidarity and (De)colonization in theories of the russia-ukraine war. *Globalizations*, 22(4), 613-633. <https://doi.org/10.1080/14747731.2024.2399475>

Plokhiy, S. (s.d.). "The Center Rules: The Decommunization Laws". *Ukrainian Research Institute Harvard University*. <https://www.gis.huri.harvard.edu/center-rules>

### Articles de médias locaux :

*Dumskaya.net* (2009, 22 avril). "Ленин в очередной ссылке". [https://dumskaya.net/news/miting\\_kommunistov-001628/ua/](https://dumskaya.net/news/miting_kommunistov-001628/ua/)

*Dumskaya.net* (2009, 26 août). "«Комитет обороны Одессы» от национализма будет бороться сам с собой?". [https://dumskaya.net/news/Komitet\\_oborony\\_Odesy\\_ot\\_nacionalizma\\_budet\\_bor-002715/ua/](https://dumskaya.net/news/Komitet_oborony_Odesy_ot_nacionalizma_budet_bor-002715/ua/)

*Dumskaya.net* (2009, 21 novembre). "В Одессе прошел очередной Марш националистов — теперь трезвых и некурящих". <https://dumskaya.net/news/Nacionalisty-004296/ua/>

*Dumskaya.net* (2009, 28 novembre). "Возле Дюка состоялся грандиозный митинг оппозиции". [https://dumskaya.net/news/Miting\\_v\\_zaschitu\\_svobody\\_slova\\_u\\_Dyuka/ua/](https://dumskaya.net/news/Miting_v_zaschitu_svobody_slova_u_Dyuka/ua/)

*Dumskaya.net* (2010, 6 décembre). "Депутаты вернут Звезду Героя на герб и флаг Одессы, и не забудут об Ордене Ленина". [https://dumskaya.net/news/Deputaty\\_vernut\\_Zvezdu\\_Geroya\\_na\\_gerb\\_i\\_flag\\_Ode-009922/ua/](https://dumskaya.net/news/Deputaty_vernut_Zvezdu_Geroya_na_gerb_i_flag_Ode-009922/ua/)

*Dumskaya.net* (2011, 5 mai). "Одесский горсовет вступил в официальные отношения с Приднестровьем". <https://dumskaya.net/news/Odesskij-gorsovet-vstupil-v-oficialnye-otnosheni-012424/ua/>

*Zakarpattya.net.ua* (2011, 23 mars). "Шухевич в Одесі". <https://zakarpattya.net.ua/Blogs/85117-Shukhevych-v-Odesse>

*Dumskaya.net* (2012, 13 août). "Русский язык стал региональным в Одессе без акций протеста: националисты ошиблись адресом". <https://dumskaya.net/news/russkij-yazyk-stal-regionalnym-v-odesse-bez-akci-021125/ua/>

*Dumskaya.net* (2013, 7 novembre). "Головний Ленін Одеси повертається на Куликове поле". <https://dumskaya.net/news/glavnyj-lenin-odesy-vernetsya-na-kulikovo-pole--030615/ua/>

*Контекст-Причорномор'я* (2014, 13 février). “По Южной Пальмире — ленинским путем”.  
<https://prichernomorie.com.ua/odessa/monitorings/2014-02-13/173606.php>

*Dumskaya.net* (2014, 6 novembre). “Ночью в пригороде Одессы обезглавили памятник Ленину, а на Таирова похитили бюст Жукова”.  
<https://dumskaya.net/news/nochyu-v-prigorode-odessy-obezglavili-pamyatnik--040644/ua/>

*Волнорез* (2014, 5 décembre). “В Одессе бесследно исчез ученый”.  
<https://web.archive.org/web/20160305043940/http://volnorez.com.ua/novosti/v-odesse-bessledno-ischez-uchenyj.html>

*Dumskaya.net*. (2015, 4 mai). “Декоммунизация в Одессе: переименуют 10 улиц и 10 площадей”.  
<https://dumskaya.net/news/dekommunizaciya-v-odesse-pereimenuyut-10-ulic-i--053291/ua/>

*Dumskaya.net* (2015, 22 octobre). “Трансформация Ленина: в Одессе появился первый в мире памятник Дарту Вейдеру”.  
<https://dumskaya.net/news/pervye-v-mire-pamyatnik-dartu-vejderu-otkroetsya-051649/ua/>

*Трасса Е-95* (2016, 10 mars). “Общественные слушания по переименованию улиц прошли в Одессе”.  
<https://trassae95.com/all/search/2016/03/10/obcshestvennye-slushaniya-po-pereimenovaniyu-ulic-proshli-v-odesse-29642.html>

*LB.ua* (2016, 27 avril). “Одеса провела декомунізацію”.  
[https://lb.ua/news/2016/04/27/334006\\_odessa\\_provela\\_dekommunizatsiyu.html](https://lb.ua/news/2016/04/27/334006_odessa_provela_dekommunizatsiyu.html)

*Dumskaya.net* (2016, 26 août). “Слушания по переименованию переименованных Саакашвили улиц сорвали активисты «Свободы»”.  
<https://dumskaya.net/news/slushaniya-fotoreportazh-061907/ua/>

Стольная, В. (2016, 20 décembre). “Переименование улиц: драка и слезоточивый газ”. *Вечірня Одеса*. <https://www.vo.od.ua/rubrics/raznoe/37111.php>

*Dumskaya.net* (2017, 24 août). “В Одессе бюст Жукова сняли с постамента и повесили над Канавой”. <https://dumskaya.net/news/aktivisiiy-povesili-byust-zhukova-na-mostu-nad-ka-076133/ua/>

*Dumskaya.net* (2020, 4 février). “В Одессе демонтировали последний барельеф Жукова”.  
<https://dumskaya.net/news/natsionalisty-demontirovali-barelef-dukova-i-uve-108336/ua/>

*Dumskaya.net* (2021, 29 octobre). “Участники общественных слушаний проголосовали за переименование Краснослободской в честь Праведников мира”.  
<https://dumskaya.net/news/odessity-progolosovali-za-pereimenovanie-krasnos-154119/ua/>

*Dumskaya.net* (2022, 21 mai). “Соцопрос: одесситы — за НАТО, переименование улиц, но против сноса памятника Екатерине”.  
<https://dumskaya.net/news/sotcopros-bolshinstvo-odessitov-za-nato-pereimen-164644/ua/>

Май, О. (2022, 3 septembre). “В Одесі біля пам'ятника Катерині вимагали її демонтувати”. *Культурометр*.  
<https://culturemeter.od.ua/uk/v-odesi-bilja-pamjatnyka-kateryni-istoryky-ta-polityky-vyslovyly-argument-y-shhodo-demontazhu-171715/>

*Ivasi.news* (2023, 14 mars). “Першу декомунізацію в Одесі розпочав Гурвіц”.  
<https://ivasi.news/ivasi-top/pervuyu-dekommunizatsiyu-v-odesse-nachal-gurvits/>

Коршак, Н. (2024, 24 avril). “Вулиця Героїв Зміїного, бульвар Сагайдачного і парк Марка Твена: в Одесі депутати перейменували понад 100 топонімів”. *Суспільне Одеса*.

<https://suspiilne.media/odesa/731501-vulica-geroiv-zmiinogo-bulvar-sagajdacnogo-i-park-marka-tvena-v-odesi-deputati-perejmenuvali-ponad-100-toponimiv/>

Кушнір, М., Зубар, Д. (2024, 8 novembre). ““Не хочу уезжать”: в Одесі на пам'ятник Олександрі II повісили плакат та український прапор Ексклюзивно”. *Суспільне Одеса*.

<https://suspiilne.media/odesa/313300-ne-hocu-uezzat-v-odesi-na-pamatnik-oleksandru-ii-povisili-plakat-ta-ukrainskij-prapor/>

*Dumskaya.net* (2024, 22 septembre). “Не тільки Пушкін: в Одесі активісти пошкодили барельєф із зображенням Леніна, але поліція пильнує (фото, відео)”.

<https://dumskaya.net/news/ulichnaya-dekommunizatsiya-aktivisty-povredili-o-186048/ua/>

*Ivasi News* (2024, 18 décembre). “Вулиці Одеси: Буніна, Паустовського та Інбер не потребують перейменування”.

<https://ivasi.news/ivasi-top/vuliczi-odesi-bunina-paustovskogo-ta-inber-ne-potrebuyut-perejmenuvannya/>

*Dumskaya.net* (2024, 31 décembre). “Піде на четвертий термін і молитесь за перемогу: мер Одеси — про свої кримінальні справи, Бабеля та ігнор президента”.

<https://dumskaya.net/news/gennadiy-truhanov-mi-pozbavlyaemo-sebe-mozhlivos-186852/ua/>

Волкова, К., Гарнов, В. (2025, 3 janvier). “Війна, деколонізація, вибори: як Одещина переживає важкий період | Інтерв'ю з Олегом Кіпером Ексклюзивно”. *Суспільне Одеса*.

<https://suspiilne.media/odesa/917317-vijna-dekolonizacia-vibori-ak-odesina-perezivae-vazkij-period-intervyu-z-olegom-kiperom/>

*Новини.LIVE* (2025, 12 janvier). “В Одессе суд закрыл дела против активиста за демонтаж Ленина”.

<https://odesa.novyny.live/ru/v-odesi-sud-zakriv-spravi-proti-aktivista-shchodo-demontazhu-lenina-226109.html>

Сергеєва, О. (2025, 14 juin). “Дерусифікація у Білгород-Дністровському районі: 15 вулиць буде названо на честь загиблих захисників”. *Mahala*.

<https://mahala.com.ua/aktualne/derusyifikatsiia-u-bilhorod-dnistrovskomu-rayoni-15-vulyts-bude-nazvano-na-chest-zahyblykh-zakhysnykiv-nsbp/>

Демидова, Л. (2025, 19 mai). “Бійка через меморіальну дошку в Одесі: поліція відкрила два кримінальні провадження”. *Суспільне Одеса*.

<https://suspiilne.media/odesa/1021243-bijka-cerez-memorialnu-dosku-v-odesi-policia-vidkrila-dva-kriminalni-provazdenna/>

### Articles de médias nationaux et internationaux :

Williams, C. (1991, 6 septembre). “Hated Lenin monument standing up to Ukrainian demolition plans”. *Los Angeles Times*. <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-09-06-mn-1827-story.html>

Карпенко, И. (2006, février). “Гурвиц — это голова!”. *Лехаим*, 166.

<https://lechaim.ru/ARHIV/166/VZR/o05.htm>

Popeski, R. (2007, 30 août). “Catherine the Great sparks Cossack ire”. *Reuters*.

<https://www.reuters.com/article/world/catherine-the-great-sparks-cossack-ire-idUSL22107756/>

*Belga* (2008, 15 juin). “Une statue de Catherine II déchaîne les passions à Sébastopol”. *RTBF*.

<https://www.rtf.be/article/une-statue-de-catherine-ii-dechaîne-les-passions-a-sebastopol-5264433>

*RBC.ua* (2010, 5 novembre). “ГИК Одессы: А.Костусев победил на выборах мэра города”.

<https://daily.rbc.ua/rus/show/a-kostusev-nameren-smenit-dolzhnost-glavy-amku-na-post-05112010102500>

Ковальов, П. (2013, 10 janvier). "Вигнання українства...". *Газета «День»*.  
<https://day.kyiv.ua/article/polityka/vyhnyannya-ukrayinstva>

*Український тиждень* (2013, 23 février). "« Ігри » з пам'ятниками Леніну: патріоти знищують, міліція захищає, а комуністи відновлюють".  
<https://tyzhden.ua/ihry-z-pam-iatnykamy-leninu-patrioty-znyshchuiut-militsiia-zakhyshchaie-a-komunisty-vidnovliuiut/>

*iPress* (2013, 8 décembre). ""Свободівці" взяли на себе відповідальність за повалення Леніна".  
[https://ipress.ua/news/svobodivtsi\\_vzyaly\\_na\\_sebe\\_vidpovidalnist\\_za\\_povalenogo\\_lenina\\_35123.html](https://ipress.ua/news/svobodivtsi_vzyaly_na_sebe_vidpovidalnist_za_povalenogo_lenina_35123.html)

*Український тиждень* (2014, 7 février). "В Одесі вночі розмалювали пам'ятник Леніну, а комунальники вдень очистили його".  
<https://tyzhden.ua/v-odesi-vnochi-rozmaliuvaly-pam-iatnyk-lieninu-a-komunalnyky-vden-ochystyly-joho/>

*Gazeta.ua* (2014, 7 février). "В Одесі невідомі розмалювали пам'ятник Леніну".  
[https://gazeta.ua/articles/np/\\_v-odesi-nevidomi-rozmalyuvali-pamyatnik-leninu/540818](https://gazeta.ua/articles/np/_v-odesi-nevidomi-rozmalyuvali-pamyatnik-leninu/540818)

*Комсомольская правда*. (2014, 23 février). "В Одессе и области повредили еще четыре памятника Ленину".  
<https://web.archive.org/web/20151119074654/http://kp.ua/politics/440418-v-odesse-y-oblasty-povredyl-y-esche-chetyre-pamiatnyka-lenynu>

Демидова, О. (2014, 27 mai). "Мэром Одессы избран Геннадий Труханов". *Deutsche Welle*.  
<https://www.dw.com/ru/мэром-одессы-избран-геннадий-труханов/a-17664785>

Стефанко, С. (2014, 10 juin). "Звідки взявся "народ Донбасса"". *Українська правда*.  
<https://www.pravda.com.ua/columns/2014/06/10/7028577/>

Червоненко, В. (2014, 30 septembre). "Падіння Ленінів: наскільки глибока "дєрадянїзація" України. *BBC News Україна*.  
[https://www.bbc.com/ukrainian/politics/2014/09/140930\\_soviet\\_heritage\\_ukraine\\_vc](https://www.bbc.com/ukrainian/politics/2014/09/140930_soviet_heritage_ukraine_vc)

*Українська правда* (2014, 4 novembre). "Пророссийский марш в Одессе провалился".  
<https://www.pravda.com.ua/rus/news/2014/11/4/7043218/>

*Радіо Свобода* (2014, 30 novembre). "В Одесі зруйнували пам'ятник Леніну".  
<https://www.radiosvoboda.org/a/26717731.html>

Подобєд, П. (2014, 30 novembre). "Від лєнінізму до лєнінопаду". *Радіо Свобода*.  
<https://www.radiosvoboda.org/a/26770232.html>

Козирєва, Т. (2015, 29 avril). "Ми перейменували сотні вулиць у Львові". *ZAXID.NET*.  
[https://zaxid.net/mi\\_pereymenuvali\\_sotni\\_vulits\\_u\\_lvovi\\_n1349736](https://zaxid.net/mi_pereymenuvali_sotni_vulits_u_lvovi_n1349736)

Amos, H. (2015, 30 avril). "'There was heroism and cruelty on both sides': the truth behind one of Ukraine's deadliest days". *The Guardian*.  
<https://www.theguardian.com/world/2015/apr/30/there-was-heroism-and-cruelty-on-both-sides-the-truth-behind-one-of-ukraines-deadliest-days>

*Balkanist*. (2015, 30 avril). "History revisited: criminalizing communist symbols and sympathies in Ukraine". <https://balkanist.net/history-revisited-criminalizing-communist-symbols-sympathies-ukraine/>

Vitkine, B. (2015, 2 mai). "Odessa, un an après le drame du 2 mai". *Le Monde*.  
[https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai\\_4626395\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai_4626395_3214.html)

*РБК-Україна* (2015, 13 juin). "В Одессе "Правый сектор" занял офис КПУ".  
<https://www.rbc.ua/rus/news/odessa-pravyi-sektor-zanyal-ofis-kpu-1434181378.html>

Марчук, Л. (2015, juin). "Як у Львові перейменовували вулиці". *Віче*.  
<https://veche.kiev.ua/journal/4753/>

Antonovych, M. (2015, 24 juillet). "Ukraine's Justice Ministry outlaws Communists from elections".  
*Kyiv Post*. <https://www.kyivpost.com/index.php/post/7840>

Семків, В. (2015, 10 août). "Падай, Леніне, падай". *Збруч*.  
<https://web.archive.org/web/20160809042634/http://zbruc.eu/node/40061>

*Ukrinform* (2015, 1er octobre). "Kyiv's court terminates two Communist parties".  
<https://www.ukrinform.net/rubric-politics/1891573-kyivs-court-terminates-two-communist-parties.html>

*Detector media* (2015, 9 octobre). "Більшість українців упереджені до влади, декомунізації та ЗМІ".  
<https://ms.detector.media/mediadoslidzhennya/post/14371/2015-10-09-bilshist-ukrainsiv-uperedzheni-do-vlady-dekomunizatsii-ta-zmi-doslidzhennya/>

*UNIAN* (2015, 16 décembre). "Court rules complete ban of Communist Party of Ukraine".  
<https://www.unian.info/society/1214377-court-rules-complete-ban-of-communist-party-of-ukraine.html>

Мельник, С. (2016, 4 mai). "Глава інститута нацпам'яті обвинил Кличко в непонимании декомунізації". *UNN*.  
<https://web.archive.org/web/20160504140629/http://www.unn.com.ua/ru/news/1568421-golova-institut-u-natpamyati-zvinuvativ-v-klichka-u-nerozuminni-dekomunizatsiyi>

Карпенко, Л. (2016, 26 mai). "В Одесі з'явилися вулиці Небесної Сотні, Мазепи й Шухевича. ДОКУМЕНТ". *Цензор.НЕТ*. <https://censor.net/ua/n390399>

*Укрінформ* (2016, 28 mai). "Саакашвілі розпорядився демонтувати пам'ятники і символи тоталітарного режиму".  
<https://www.ukrinform.ua/rubric-politics/2024914-saakasvili-rozporadivsa-demontuvati-pamatniki-i-simvoli-totalitarnogo-rezimu.html>

*Українська правда* (2016, 29 mai). "В Одесі вдруге демонтували найбільшого Леніна".  
<https://www.pravda.com.ua/news/2016/05/29/7110043/>

*UNIAN* (2016, 2 juin). "Пристрасті за декомунізацією".  
<https://www.unian.ua/society/1363662-pristrasti-za-dekomunizatsieyu.html>

Walker, S. (2016, 7 novembre). "Mikheil Saakashvili quits as governor of Ukraine's Odessa region".  
*The Guardian*.  
<https://www.theguardian.com/world/2016/nov/07/mikheil-saakashvili-quits-as-governor-of-ukraines-odessa-region>

Малко, Р. (2016, 25 novembre). "Розбудити пам'ять". *Український тиждень*.  
<https://tyzhden.ua/rozbudyty-pam-iat/>

*Українська правда* (2017, 26 avril). "Одесский горсовет отменил декоммунизацию улиц, проведенную Саакашвили". <https://www.pravda.com.ua/rus/news/2017/04/26/7142361/>

*Интерфакс-Україна* (2017, 27 avril). "Прокуратура возбудила дело по факту переименования Одесским горсоветом ряда улиц". <https://interfax.com.ua/news/general/418299.html>

Радіо Свобода (2017, 29 avril). “Дію рішення про перейменування вулиць в Одесі припинено – мерія”. <https://www.radiosvoboda.org/a/news/28459249.html>

Корреспондент.net (2017, 6 mai). “Опрос: Более 40 % украинцев против декоммунизации”. <https://korrespondent.net/ukraine/3846884-opros-bolee-40-ukrayntsev-protyv-dekommunyzatsyy>

Судово-юридична газета (2019, 5 juillet). “Скільки міст та сіл перейменовали в Україні: цікава статистика”. <https://sud.ua/ru/news/ukraine/145246-skilki-mist-ta-sil-pereymenuvali-v-ukrayini-tsikava-statistika>

Масенко, Л. (2019, 29 septembre). “Дерусифікація України: здобутки й новітні загрози”. Радіо Свобода. <https://www.radiosvoboda.org/a/30188918.html>

Левит, А. (2019, 8 novembre). “В Одессе «молодые патриоты» красной краской «декоммунизировали» памятник потемкинцам (фото)”. ФАКТЫ. <https://fakty.ua/ru/286231-v-odesse-molodye-patrioty-krasnoj-kraskoj-dekommunizirovali-pamyatnik-potemkincam-foto>

Радіо Свобода (9 avril 2022). “У Тернополі демонтували пам’ятник Пушкіну – мер”. <https://www.radiosvoboda.org/a/news-ternopil-pushkin/31794724.html>

Здоровило, Т. (2022, 30 avril). “У Чернігові «ас» Пушкін «зійшов» із п’єдесталу, фото”. Україна молода. <https://umoloda.kyiv.ua/number/0/2006/165987>

Бойко, І. (2022, 21 mai). “У Миколаєві зусиллями невідомих зник пам’ятник Пушкіну (фото)”. УНІАН. <https://www.unian.ua/society/u-mikolayevi-zusillyami-nevidomih-znik-pam-yatnik-pushkinu-foto-novini-ukrajini-11836068.html>

Укрінформ (2022, 27 juillet). “У Запоріжжі демонтували пам’ятник Пушкіну”. <https://www.ukrinform.ua/rubric-regions/3537607-u-zaporizzi-demontuvali-pamatnik-puskinu.html>

Cremonesi, L. (2022, 28 août). “«Putin è un folle ma ama Odessa. Sulla Crimea io dico che è meglio trattare»”. Corriere della Sera. [https://www.corriere.it/esteri/22\\_agosto\\_28/putin-folle-ma-ama-odessa-crimea-io-dico-che-meglio-trattare-2d92a4d6-26fa-11ed-8b26-cee290e763d3.shtml](https://www.corriere.it/esteri/22_agosto_28/putin-folle-ma-ama-odessa-crimea-io-dico-che-meglio-trattare-2d92a4d6-26fa-11ed-8b26-cee290e763d3.shtml)

Здороило, Т. (2022, 13 septembre). “Поліція Одеси влаштувала терор активістці за напис на пам’ятнику Катерині II, фото”. Україна молода. <https://umoloda.kyiv.ua/number/0/188/169480>

Радіо Свобода (2022, 30 novembre). “Власти Одессы одобрили перенос памятников Екатерине II и Суворову”. <https://www.svoboda.org/a/vlasti-odessy-reshili-perenesti-pamyatniki-ekaterine-ii-i-suvorovu/32155480.html>

Радіо Свобода (2022, 29 décembre). “В Одессе демонтировали памятники Екатерине II и Александру Суворову”. <https://www.svoboda.org/a/v-odesse-demontirovali-pamyatniki-ekaterine-ii-i-aleksandru-suvorovu/32198269.html>

Детектор медіа (2023, 14 mars). Громадські організації закликали Раду невідкладно ухвалити «деколонізаційний закон». <https://cs.detector.media/reforms/texts/185250/2023-03-14-gromadski-organizatsii-zaklykaly-radu-nevidkladno-ukhvalyty-dekolonizatsiynyy-zakon/>

Bogaczyk, G. (2023, 14 mars). "Ukraina: derusyfikacja objęła ok. 80 tys. nazw ulic i miejscowości oraz 5 tys. pomników". *Dzieje.pl*.  
<https://dzieje.pl/wiadomosci/ukraina-derusyfikacja-objela-ok-80-tys-nazw-ulic-i-miejscowosci-oraz-5-tys-pomnikow>

Mandraud, I. (2023, 12 mai). "Pour Odessa, un classement à l'Unesco en forme de bouclier". *Le Monde*.  
[https://www.lemonde.fr/culture/article/2023/05/12/pour-odessa-un-classement-a-l-unesco-en-forme-de-bouclier\\_6173051\\_3246.html](https://www.lemonde.fr/culture/article/2023/05/12/pour-odessa-un-classement-a-l-unesco-en-forme-de-bouclier_6173051_3246.html)

*The Kyiv Independent* (2023, 31 mai). "Zelensky appoints controversial official as governor of Odesa Oblast". <https://kyivindependent.com/oleh-kiper-becomes-new-governor-of-odesa-oblast/>

*Коммерсантъ* (2024, 9 avril). "Суд в Москве заочно арестовал одесского активиста Демьяна Ганула". <https://www.kommersant.ru/doc/6635282>

*Ukrainer*. (2024, 17 juillet). "Вахтанг Кіп'яні про революційні рухи і збереження досвіду боротьби українців". <https://www.ukrainer.net/dali-vakhtanh-kipiani/>

Козова, Л. (2024, 29 juillet). "В Одесі перейменують десятки вулиць: які назви з'являться у місті (фото)". *UNIAN*.  
<https://www.unian.ua/society/v-odesi-pereymenuyut-desyatki-vulic-yaki-nazvi-z-yavlyatsya-u-misti-novini-odesi-12711912.html>

Бойко, К. (2024, 7 septembre). "Одесские активисты снесли коммунистический барельеф с памятника на площади 10 Апреля". *Intent*.  
<https://intent.press/ru/news/obshchestvo/2024/odesskie-aktivisty-snesli-kommunisticheskii-barelef-s-pamiatnika-na-ploshchadi-10-aprelia/>

Piliavsky, A., Poletti, U. (2024, 17 novembre). "OPINION: Appeal to UNESCO About Saving Odesa's Cultural Heritage Sparks Controversy". *The Kyiv Post*, 17 novembre 2024.  
<https://www.kyivpost.com/opinion/42281>

Лисицын, Н. (2024, 4 décembre). "В Одессе снесут Пушкина, Бабеля и Чкалова: депутаты даже выделили деньги, но есть нюанс". *Информатор Україна*.  
<https://informator.ua/ru/v-odesse-snesut-pushkina-babelya-i-chkalova-deputaty-dazhe-vydelili-dengi-no-est-nyuans>

*The Economist* (2024, 19 décembre). "Cancel culture in Ukraine".  
<https://www.economist.com/christmas-specials/2024/12/19/cancel-culture-in-ukraine>

Ахтырская, А. (2025, 16 mars). "Suspect in Hanul Shalaiev's murder was undergoing treatment for long time and did not return from vacation - 28th Brigade Source". *Цензор.НЕТ*.  
<https://censor.net/en/n3541450>

## Dictionnaires et encyclopédies :

*СВІТ*. "Дерусифікація".  
<https://svit.org.ua/%D0%B4%D0%B5%D1%80%D1%83%D1%81%D0%B8%D1%84%D1%96%D0%BA%D0%B0%D1%86%D1%96%D1%8F>

*Вікіпедія*. "Пушкінопод".  
<https://uk.wikipedia.org/wiki/%D0%9F%D1%83%D1%88%D0%BA%D1%96%D0%BD%D0%BE%D0%BF%D0%B0%D0%B4> (consulté le 12/06/2025)

*Odportal.com.ua*. "Парк культури та відпочинку ім. Ленінського комсомолу".  
<https://odportal.com.ua/uliza/park/lenkom.html>